



## CHAPITRE 159

### Loi des accidents du travail

#### SECTION I

##### DES DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

## CHAPTER 159

### Workmen's Compensation Act

#### DIVISION I

##### PRELIMINARY PROVISIONS

Applica-  
tion de  
la loi.

1. La présente loi ne s'applique qu'aux industries mentionnées dans les cédules I et II et à toutes autres industries ou à tout autre emploi dans telles industries qui peuvent à l'avenir y être ajoutés conformément aux dispositions de la présente loi. S. R. 1941, c. 160, a. 113. (\*)

Interpré-  
tation :

2. 1. Dans le présente loi, à moins que le contexte n'indique clairement le contraire, les mots et termes suivants sont employés dans le sens spécial ci-après indiqué, savoir :

« acci-  
dent » ;

a) Le mot « accident », sans en restreindre le sens ordinaire, comprend l'acte volontaire et intentionnel autre que celui de l'ouvrier, et l'événement fortuit dû à une cause physique ou naturelle ;

« com-  
mission » ;

b) Le mot « commission » désigne la Commission des accidents du travail établie en vertu de la présente loi ;

« com-  
pen-  
sa-  
tion » ;

c) Le mot « compensation » désigne une compensation prévue par la présente loi ;

« cons-  
truction » ;

d) Le mot « construction » comprend également la reconstruction, la réparation, l'altération et la démolition ;

« dépen-  
dants » ;

e) Le mot « dépendants » signifie les membres de la famille d'un ouvrier qui, au moment de l'accident, vivaient entièrement ou partiellement de son salaire ;

Applica-  
tion.

1. This act shall apply only to the industries mentioned in Schedule I and II and to such other industries as may hereafter be added to them under the authority of this act and to employment in such industries. R. S. 1941, c. 160, s. 113. (\*)

Interpre-  
tation :

2. (1) In this act, unless the context clearly indicates the contrary, the following words and expressions are employed in the special sense hereinafter indicated, namely :

“acci-  
dent” ;

(a) The word “accident”, without restricting the ordinary meaning thereof, shall include a wilful and intentional act, not being the act of the workman, and a fortuitous event occasioned by a physical or natural cause ;

“Com-  
mission” ;

(b) The word “Commission” shall mean the Workmen's Compensation Commission, established under this act ;

“compen-  
sa-  
tion” ;

(c) The word “compensation” shall mean the compensation provided in this act ;

“con-  
struc-  
tion” ;

(d) The word “construction” shall include reconstruction, repair, alteration and demolition ;

“depen-  
dants” ;

(e) The word “dependants” shall mean such of the members of the family of a workman as were wholly or partly dependent upon his earnings at the time of the accident ;

(\*) En vertu des articles 16 et 19 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 41, l'article 1 peut être abrogé par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

(\*) Under sections 16 and 19 of the act 11-12 Elizabeth II, Chapter 41, section 1 may be repealed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

« em-  
ploi »; f) Le mot « emploi » comprend l'emploi dans une industrie ou dans une partie ou un service quelconque d'une industrie;

« em-  
ployeur »; g) Le mot « employeur » signifie toute personne, société, association, personne morale ou corporation, qui utilise, en vertu d'un contrat de louage d'ouvrage ou d'apprentissage, écrit ou verbal, exprès ou implicite, les services d'un ouvrier engagé dans un travail quelconque se rattachant à une industrie visée par la présente loi.

L'employeur qui loue ou prête temporairement les services de son ouvrier à une autre personne demeure l'employeur de cet ouvrier, pendant le temps que les services sont ainsi loués ou prêtés ;

« expert »; h) Le mot « expert » signifie le médecin, le chirurgien ou le spécialiste nommé par la commission;

« fonds  
d'acci-  
dent »; i) Les mots « fonds d'accident » signifient le fonds établi par la présente loi pour payer les compensations, les frais d'administration et les dépenses en rapport avec cette loi;

« indus-  
trie »; j) Le mot « industrie » comprend un établissement, une entreprise, un commerce ou négoce;

« inva-  
lide »; k) Le mot « invalide » signifie être physiquement ou mentalement incapable de gagner un salaire;

« maladie  
indus-  
trielle »; l) Les mots « maladie industrielle » signifient une des maladies mentionnées à la cédule in et toute autre maladie qui est déclarée par les règlements être une maladie industrielle;

« manu-  
facturer »; m) Le mot « manufacturer » comprend tous les procédés qui se rattachent à la confection, à la préparation, au changement, à la restauration, à la réparation, à l'ornementation, à l'impression et à l'amélioration de tout objet, de tout matériel ou de tout article quelconque, ainsi que toutes les opérations nécessaires pour les utiliser ou pour les mettre en vente;

« mem-  
bres de la  
famille »; n) Les mots « membres de la famille » signifient et comprennent le mari, l'épouse; le père, la mère; les grands-parents; le beau-père, la belle-mère; le frère, la soeur; le demi-frère, la demi-soeur; les enfants, — comprenant, suivant le cas, les enfants ou les petits-enfants légitimes, nés ou à naître; les enfants et les petits-enfants légitimes avant l'accident; les enfants adoptés avant l'accident suivant les dispo-

(f) The word "employment" shall include employment in an industry or any part, branch or department of an industry;

(g) The word "employer" shall include every person, partnership, association, artificial person or corporation, having in his or its service under a contract of hiring or apprenticeship, written or oral, express or implied, any workman engaged in any work in or about an industry contemplated by this act.

An employer who temporarily lends or hires the services of a workman to another person shall continue to be the employer of such workman during the time for which such services are so hired or lent;

(h) The word "expert" shall mean the physician, surgeon or specialist appointed by the commission;

(i) The words "accident fund" shall mean the fund established by this act to pay the compensation, administration costs and the expenses in connection with this act;

(j) The word "industry" shall include establishment, undertaking, trade or business;

(k) The word "invalid" shall mean physically or mentally incapable of earning;

(l) The words "industrial disease" shall mean any of the diseases mentioned in Schedule III, and any other disease which by the regulations is declared to be an industrial disease;

(m) The word "manufacturing" shall include making, preparing, altering, renovating, repairing, ornamenting, printing, improving and adapting for use or sale any article or commodity;

(n) The words "member of the family" shall mean and include husband, wife; father, mother; grandfather, grandmother; stepfather, stepmother; father-in-law, mother-in-law; brother, sister; half-brother, half-sister; children,—including, as the case may be, legitimate children or grandchildren, born or to be born; children and grandchildren legitimated before the accident; children adopted before the accident,

sitions de la Loi de l'adoption (chap. 218) —; le gendre, la bru; le beau-fils, la belle-fille; et toute autre personne, même étrangère, qui était à l'égard de l'ouvrier *in loco parentis* ou à l'égard de qui l'ouvrier était *in loco parentis*;

in conformity with the provisions of the Adoption Act (Chap. 218)—; son-in-law, daughter-in-law; stepson, stepdaughter; and any other person, even a stranger, to whom the workman stood *in loco parentis* or who stood *in loco parentis* to the workman;

« ou-  
vrier »;

o) Le mot « ouvrier » désigne toute personne qui travaille en vertu d'un contrat de louage d'ouvrage ou d'apprentissage, écrit ou verbal, exprès ou implicite, et quelle que soit la nature de son travail; mais ce mot ne comprend ni l'ouvrier indépendant, ni un directeur d'une corporation;

(o) The word "workman" shall mean a person who works under a contract of service or apprenticeship, written or oral, express or implied, whatever the nature of his work; but such word shall not include an outworker, or a director of a corporation;

« ouvrier  
indépen-  
dant »;

p) Les mots « ouvrier indépendant » désignent la personne à laquelle des objets ou matériaux sont remis afin qu'elle les façonne, les nettoie, les lave, les modifie, les ornemente, les complète, les répare ou les rende propres à être mis en vente, chez elle ou en d'autres établissements qui ne sont pas sous la maîtrise ou la direction de la personne qui lui a confié ces objets ou matériaux;

(p) The word "outworker" shall mean a person to whom articles or materials are given out to be made up, cleaned, washed, altered, ornamented, completed, repaired or made fit for sale in his own home or in other premises not under the control of the person who gave out the articles or materials;

« la pro-  
vince »;

q) Les mots « la province » désignent la province de Québec;

(q) The words "the Province" shall mean the Province of Quebec;

« règle-  
ments ».

r) Le mot « règlements » signifie les règlements faits par la commission en vertu des dispositions de la présente loi.

(r) The word "regulation" shall mean a regulation made by the Commission under the authority of this act.

Corps  
considé-  
rés comme  
em-  
ployeur.

2. Sont considérés employeurs au même titre que les particuliers et soumis aux dispositions de la présente loi;

(2) The following shall be deemed employers, on the same footing as individuals, and be subject to the authority of this act;

a) Le gouvernement de la province et une commission permanente de ce gouvernement;

(a) The Government of the Province and any permanent commission of such Government;

b) Les corporations municipales et scolaires;

(b) Municipal and school corporations;

c) Les commissions de services publics;

(c) Public service commissions;

d) Les commissions exploitant une industrie ou un service pour des fins municipales; et

(d) Commissions operating an industry or service for municipal purposes; and

e) Sujet aux dispositions de la Loi sur l'indemnisation des employés de l'État (S. R. C, 1952, chap. 134), le gouvernement du Canada et ses services. S. R. 1941, c. 160, a. 2; 12-13 Eliz. II, c. 44, a. 1.

(e) Subject to the Government Employees Compensation Act (R. S. C., 1952, Chap. 134), the Government of Canada and its services. R. S. 1941, c. 160, s. 2; 12-13 Eliz. II, c. 44, s. 1.

## SECTION II

### DES COMPENSATIONS

Droit à  
compen-  
sation.

3. 1. L'employeur d'un ouvrier victime d'un accident survenu par le fait ou à

## DIVISION II

### COMPENSATION

3. (1) The employer of a workman injured by reason of an accident arising

Right to  
compen-  
sation.

l'occasion du travail dans un emploi visé par la présente loi est tenu de payer la compensation ci-après déterminée ou d'y pourvoir, sauf,—

a) Pour les premiers trois jours d'invalidité, à moins que la lésion ne rende l'ouvrier incapable, pendant une période d'au moins trois jours, de gagner son salaire intégral dans l'ouvrage auquel il était employé; ou

b) Si la lésion est imputable uniquement à l'imprudence grossière et volontaire de l'ouvrier, à moins qu'elle n'entraîne la mort ou une incapacité grave.

Restriction.

2. Le présent article ne s'applique pas à l'ouvrier indépendant ni à celui qui fait un travail d'occasion ou étranger à l'industrie de l'employeur.

Responsabilité personnelle. Idem.

3. L'employeur dont l'industrie est mentionnée dans la cédule il est personnellement tenu de payer la compensation.

4. L'employeur dont l'entreprise est généralement exploitée en dehors de la province de Québec est aussi personnellement tenu de payer la compensation due pour un accident survenu dans la province si l'ouvrier qui a subi l'accident n'y a pas son lieu de travail ordinaire et si au moment de l'accident cet employeur n'a pas versé à la commission toutes les cotisations auxquelles il peut être tenu en vertu de la présente loi.

Contribution au fonds d'accident.

5. L'employeur dont l'industrie est mentionnée dans la cédule I est tenu de contribuer au fonds d'accident ci-après prévu; mais il n'est pas tenu personnellement de payer la compensation. S. R. 1941, c. 160, a. 3; 8 Geo. VI, c. 29, a. 1; 4-5 Eliz. II, c. 7, a. 1; 11-12 Eliz. c. 41, a. 1.

Accidents survenus en dehors de la province.

4. 1. Les accidents survenus en dehors de la province donnent aussi droit aux compensations prévues par la présente loi, mais seulement dans les cas suivants, savoir:

a) Lorsque l'employeur a une place d'affaire ou une entreprise dans la province et lorsque l'ouvrier y a sa résidence et son lieu ordinaire de travail, pourvu que l'emploi en dehors de la province n'ait pas excédé dix-huit mois et qu'il ait été la continuation immédiate d'un emploi dans la province au service du même employeur;

out of or in the course of the work in any employment to which this act applies shall be bound to pay the compensation hereinafter mentioned or to provide therefor, except,—

(a) For the first three days of disability, unless the injury disables the workman for the period of at least three days from earning full wages at the work at which he was employed; or

(b) Where the injury is attributable solely to the serious and wilful misconduct of the workman, unless the injury results in death or serious disablement.

(2) This section shall not apply to an outworker or to a person whose employment is of a casual nature or foreign to the employer's industry.

Restriction.

(3) Employers in the industries included in Schedule II shall be liable individually to pay the compensation.

Individual liability.

(4) The employer whose undertaking is generally carried on outside of the Province of Quebec shall be liable individually to pay the compensation due for an accident having happened within the Province if the usual place of employment of the injured workman is not therein and if, at the time of the accident, the said employer has not paid to the Commission all the assessments for which he is liable in virtue of this act.

Idem.

(5) Employers in the industries included in Schedule I shall be bound to contribute to the accident fund as hereinafter provided, but shall not be liable individually to pay the compensation. R. S. 1941, c. 160, s. 3; 8 Geo. VI, c. 29, s. 1; 4-5 Eliz. II, c. 7, s. 1; 11-12 Eliz. II, c. 41, s. 1.

Contributions to accident fund.

4. (1) Accidents happening outside of the Province also give the right to the compensation provided by this act, but only in the following cases, to wit:

Accidents outside Province.

(a) Where the employer has a place of business or an undertaking in the Province and the residence and usual place of employment of the workman are therein, provided that the employment outside of the Province has not exceeded eighteen months and that it was the direct continuation of employment in the Province, in the service of the same employer.



b) Lorsque l'ouvrier, ayant sa résidence dans la province, est obligé par la nature de son emploi dans une entreprise de transport par terre d'exécuter son travail dans et en dehors de la province;

Transport  
par eau.

c) Lorsque l'ouvrier ayant sa résidence dans la province ou y ayant été engagé, est obligé, par la nature de son emploi dans une entreprise de transport par eau, d'exécuter son travail partie dans la province et partie en dehors de la province, si le vaisseau à bord duquel l'ouvrier est employé est enregistré dans un port canadien ou si le propriétaire ou le nolisier de ce vaisseau a son domicile ou sa principale place d'affaires dans la province.

Respon-  
sabilité  
person-  
nelle.

2. Lorsqu'une compensation est due à l'occasion d'un accident survenu en dehors de la province, l'employeur est tenu de la payer personnellement, à moins qu'il n'ait versé au fonds d'accident sa cotisation déterminée par le montant total des salaires payés par lui aux ouvriers engagés dans l'entreprise dans laquelle l'ouvrier travaillait lorsque l'accident s'est produit. L'entreprise exploitée en dehors de la province par un employeur qui n'a pas ainsi versé sa contribution est censée être comprise dans la cédule II.

Ententes  
autori-  
sées.

3. Lorsque le travail s'exécute partie dans la province et partie dans une autre province, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser la commission à conclure, avec tout organisme administrant dans une autre province une loi concernant les accidents de travail, une ou des ententes relatives au remboursement à tel organisme des sommes payées en compensation, en aide médicale ou pour réhabilitation jusqu'à concurrence des montants que la commission aurait été appelée à payer en vertu de la présente loi, ainsi qu'à la fixation, à la répartition, à l'ajustement et au paiement, par les employeurs, de cotisations équitables. S. R. 1941, c. 160, a. 4; 8 Geo. VI, c. 29, a. 2; 3-4 Eliz. II, c. 8, a. 1; 11-12 Eliz. II, c. 41, a. 2; 12-13 Eliz. II, c. 44, a. 2.

Option.

5. 1. Lorsque l'ouvrier ou ses dépendants ont droit à une compensation en vertu de la loi du lieu de l'accident et en outre à une compensation en vertu de la présente loi, ils sont tenus d'opter entre la loi du lieu de l'accident et celle de la

(b) Where the workman, who has his residence in the Province, is obliged by the nature of his employment in a transportation business by land to perform his work within and without the Province;

(c) Where the workman, who has his residence in the Province or was hired therein, is obliged, by the nature of his work in a transportation business by water, to perform his work partly within and partly without the Province, if the vessel on board of which the workman is employed is registered in a Canadian port or if the owner or charterer of such vessel has his domicile or principal place of business in the Province.

Transportation  
by  
water.

(2) Compensation payable in respect of an accident happening elsewhere than in the Province shall, except where the employer has fully contributed to the accident fund in respect of all the wages of workmen in his employ who are engaged in the business in which the accident happens, be paid by the employer individually. The business carried on elsewhere than in the Province by an employer who has not so contributed to the accident fund shall be deemed to be included in Schedule II.

Individual  
liability.

(3) When work is done partly in the Province and partly in another province, the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Commission to enter into one or more agreements, with any organization administering in another province an act respecting workmen's compensation, respecting the reimbursement to such organization of the sums paid as compensation or medical aid or for rehabilitation up to the amounts which the Commission would have been required to pay under this act, and also respecting the fixing, apportionment, adjustment and payment, by employers, of equitable assessments. R. S. 1941, c. 160, s. 4; 8 Geo. VI, c. 29, s. 2; 3-4 Eliz. II, c. 8, s. 1; 11-12 Eliz. II, c. 41, s. 2; 12-13 Eliz. II, c. 44, s. 2.

Agree-  
ments au-  
thorized.

5. (1) Where by the law in force in the place in which the accident happens, the workman or his dependants are entitled to compensation and are also entitled to compensation under this act, they shall be bound to elect between the said law

Option.

province et de donner avis de leur option. A défaut de faire cette option et d'en donner avis, ils sont présumés avoir renoncé à toute compensation en vertu de la présente loi.

Avis.

2. Dans les trois mois de l'accident, ou dans les trois mois du décès si l'accident est suivi de mort, ou dans tel autre délai que la commission peut accorder avant ou après l'expiration de ces trois mois, un avis de cette option doit être donné à la commission. S. R. 1941, c. 160, a. 5.

Dépendants à l'étranger.

6. La commission peut accorder à un dépendant qui n'a pas sa résidence en Canada, pour tenir lieu de la compensation, telle somme qu'elle juge convenable, et, selon le cas, payer cette somme à même le fonds d'accident ou ordonner à l'employeur de la payer. S. R. 1941, c. 160, a. 6.

Recours contre un tiers.

7. 1. Quand un ouvrier subit un accident au cours de son emploi dans des circonstances telles qu'il en résulte pour lui ou pour ses dépendants un droit d'action contre une personne autre que son employeur, cet ouvrier ou ses dépendants, s'ils ont droit à une compensation en vertu de la présente loi, peuvent, à leur option, réclamer cette compensation ou exercer ce droit d'action.

Compensation pour différence.

2. Si la somme adjugée et perçue à la suite d'une action est inférieure au montant de la compensation à laquelle l'ouvrier ou ses dépendants ont droit en vertu de la présente loi, cet ouvrier ou ses dépendants reçoivent compensation pour la différence.

Subrogation.

3. Si l'ouvrier ou ses dépendants choisissent de réclamer la compensation en vertu de la présente loi, l'employeur tenu personnellement de payer cette compensation, ou la commission si la compensation est payable à même le fonds d'accident, selon le cas, sont de plein droit subrogés aux droits de l'ouvrier ou de ses dépendants et peuvent personnellement ou aux nom et lieu de l'ouvrier ou de ses dépendants, exercer tout recours que de droit contre la personne responsable; et tout montant ainsi recouvré par la commission fait partie du fonds d'accident. La subrogation a lieu par le seul effet de

and that of this Province and to give notice of such election. If such election is not made and notice given, it shall be presumed that they have elected not to claim compensation under this act.

(2) Within three months after the happening of the accident, or, in case it results in death, within three months after the death, or within such longer period as either before or after the expiration of such three months the Commission may allow, notice of such election shall be given to the Commission. R. S. 1941, c. 160, s. 5.

6. The Commission may award such sum in lieu of compensation, as it may deem proper, to any dependant not residing in Canada, and may pay the same out of the accident fund, or order it to be paid by the employer, as the case may be. R. S. 1941, c. 160, s. 6.

7. (1) Where an accident happens to a workman in the course of his employment under such circumstances as entitle him or his dependants to an action against some person other than his employer, such workman or his dependants, if entitled to compensation under this act, may, at their election, claim such compensation or bring such action.

(2) If an action is brought and less is recovered and collected than the amount of the compensation to which the workman or his dependants are entitled under this act, such workman or his dependants shall receive compensation for the difference.

(3) If the workman or his dependants elect to claim compensation under this act, the employer, if he is individually liable to pay it, or the Commission, if the compensation is payable out of the accident fund, as the case may be, shall be subrogated *pleno jure* in the rights of the workman or his dependants and may, personally or in the name and stead of the workman or his dependants, institute legal action against the person responsible, and any sum so recovered by the Commission shall form part of the accident fund. The subrogation takes place by the mere making of the election and may be exercised

- l'option et peut être exercée jusqu'à concurrence de tout ce que l'employeur ou la commission pourra être appelée à payer par suite de l'accident. Cependant, si par l'effet de la présente loi, l'employeur ou la commission se trouve ensuite libéré de l'obligation de payer partie de la compensation ainsi recouvrée, la somme non utilisée est remboursable dans le mois suivant l'événement qui détermine la cessation de la compensation.
- Rem-bourse-ment.
- Les ententes ou compromis qui peuvent intervenir entre les parties relativement à cette action ou au droit d'action sont nuls et de nul effet, jusqu'à ce qu'ils aient été approuvés et ratifiés par la commission et le paiement du montant convenu ou adjugé ne peut être fait que de la manière indiquée par la commission.
- Compromis.
4. Nonobstant toute disposition contraire, la commission peut exercer son recours contre une corporation municipale ou scolaire, en raison d'un accident du travail, durant les douze mois qui suivent le jour de la réception de l'avis d'option prévu aux paragraphes 1 et 5 du présent article, pourvu que cet avis d'option soit communiqué par la commission à la corporation municipale ou scolaire intéressée dans les trente jours qui suivent sa réception.
- Délai.
5. L'option entre les recours ci-dessus doit être exercée et avis de cette option doit être donné conformément aux dispositions de l'article 5.
- Option.
6. Lorsqu'un ouvrier a droit à l'option prévue par le paragraphe 1 du présent article, la commission peut, dans des cas spéciaux et urgents, même si l'ouvrier n'a ni exercé son option ni fait sa réclamation, fournir à cet ouvrier l'assistance médicale et chirurgicale que requiert son état; et la dépense encourue à cette fin constitue une réclamation privilégiée, prenant rang immédiatement après les frais de justice, contre la somme qui sera adjugée, si une action est ensuite instituée. S. R. 1941, c. 160, a. 7; 7 Geo. VI, c. 27, a. 1.
- Assistance médicale.
8. Nonobstant toute disposition contraire et nonobstant le fait d'avoir obtenu compensation en vertu de l'option visée par le paragraphe 3 de l'article 7, l'accidenté, ses dépendants ou représentants peuvent, avant que la prescription édictée
- to the full extent of the amount which the employer or the Commission may be called upon to pay as a result of the accident. Nevertheless, if as a result of this act, the employer or the Commission happen afterwards to be freed from the obligation of paying a part of the compensation so recovered, the sum not used shall be reimbursable within the month following the event which determines the cessation of the compensation.
- Reim-burse-ment.
- Agreements or compromises effected between the parties respecting such action or right of action shall be null and void, unless approved and ratified by the Commission and the payment of the amount agreed upon or adjudged shall be made only in the manner indicated by the Commission.
- Compromises.
- (4) Notwithstanding any provision to the contrary, the Commission may exercise its recourse against a municipal or school corporation, by reason of an accident to a workman, within the twelve months following the date of the receipt of the notice of election contemplated by subsections 1 and 5 of this section, provided that such notice of election be communicated by the Commission to the municipal or school corporation concerned within the thirty days following the receipt thereof.
- Delay.
- (5) The election as between the above recourses shall be made and notice of it shall be given in the manner provided by section 5.
- Election.
- (6) If the workman has the right to make the election mentioned in subsection 1 of this section, the Commission, in special and urgent cases, even when the workman has not elected or made a claim, may furnish such workman with the medical and surgical attendance his condition may require, and the expense thereof shall constitute a privileged claim ranking immediately after law costs, upon the amount of the judgment to be rendered, if action be afterwards brought. R. S. 1941, c. 160, s. 7; 7 Geo. VI, c. 27, s. 1.
- Medical attendance.
8. Notwithstanding any provision to the contrary and notwithstanding the fact that compensation may have been obtained under the option contemplated by subsection 3 of section 7, the injured workman, his dependants or his representatives may,
- Claim under common law.
- Recours de droit commun.

au Code civil ne soit acquise, réclamer, en vertu du droit commun, de toute personne autre que l'employeur dudit accidenté, la somme additionnelle requise pour former, avec la susdite compensation, une indemnité équivalente à la perte réellement subie. S. R. 1941, c. 160, a. 8.

before the prescription enacted in the Civil Code is acquired, claim, under common law, from any person other than the employer of such injured workman any additional sum required to constitute, with the above-mentioned compensation, an indemnification proportionate to the loss actually sustained. R. S. 1941, c. 160, s. 8.

Restriction.

9. Les recours prévus aux deux articles précédents ne peuvent être exercés contre les ouvriers, préposés ou mandataires de l'employeur de l'accidenté en raison d'une faute commise dans l'exécution de leurs fonctions. S. R. 1941, c. 160, a. 9; 7 Geo. VI, c. 27, a. 2.

9. No recourse contemplated in the two preceding sections may be exercised against the workmen, servants or mandataires of the employer of the injured workman by reason of any fault committed in the performance of their duties. R. S. 1941, c. 160, s. 9; 7 Geo. VI, c. 27, s. 2.

Restriction.

Responsabilité pour entrepreneur.

10. 1. L'employeur qui exploite une industrie soumise aux dispositions de la présente loi est considéré comme l'employeur immédiat de tout ouvrier au service d'un entrepreneur ou d'un sous-entrepreneur exécutant un travail quelconque pour cette industrie:

10. (1) The employer carrying on an industry subject to the authority of this act shall be considered to be the immediate employer of any workman of a contractor or sub-contractor executing any work for such industry:

Liability for contractors.

a) Aussi longtemps que cet entrepreneur ou ce sous-entrepreneur n'a pas, relativement à ce travail, fait les déclarations prescrites et n'a pas été dûment cotisé comme employeur d'une industrie faisant partie de la cédule I; ou,

(a) Until such contractor or sub-contractor shall, in respect of such work, have made the declarations required and is assessed as an employer in an industry in Schedule I; or,

b) Quand tel entrepreneur ou tel sous-entrepreneur est personnellement responsable du paiement de la compensation, aussi longtemps que la commission n'a pas reconnu et déclaré que la solvabilité de cet entrepreneur ou de ce sous-entrepreneur est suffisante pour la protection de ses ouvriers, ainsi que pour la garantie du paiement des bénéfices établis par la présente loi.

(b) In cases where such contractor or sub-contractor is individually liable for payment of compensation, until the Commission finds and declares that the solvency of such contractor or sub-contractor is sufficient protection for his workmen and sufficient security for the benefits provided for by this act.

Recours.

2. L'employeur qui a, en vertu du paragraphe 1 du présent article, payé une cotisation ou une compensation, ou a fourni l'assistance médicale, a droit d'être remboursé par l'entrepreneur ou par le sous-entrepreneur jusqu'à concurrence du montant que la commission détermine.

(2) Where the employer has made payment, under sub-section 1 of this section, of assessment or compensation or furnished medical aid, he shall be entitled to reimbursement from the contractor or sub-contractor to such extent as the Commission may determine.

Reimbursement.

Solidarité envers la commission.

3. Toute personne appelée dans le présent paragraphe 3 et dans le paragraphe 4 du présent article « le principal », exploitant ou non une industrie mentionnée dans la cédule I, qui fait un contrat avec une autre personne ci-après appelée « l'entrepreneur ou sous-entrepreneur », pour l'exécution d'un travail fait en tout

(3) Where a person, referred to in this subsection 3 and in subsection 4 as the "principal", whether carrying on an industry included in Schedule I or not, contracts with any other person herein called: "the contractor or sub-contractor", for the execution by such contractor or sub-contractor of the whole or any part of

Joint liability to Commission.

ou en partie par cet entrepreneur ou par ce sous-entrepreneur pour le principal, doit voir à ce que toute somme que l'entrepreneur ou le sous-entrepreneur peut être tenu de contribuer au fonds d'accident soit payée; et à défaut de ce faire ce principal devient avec tel entrepreneur ou sous-entrepreneur conjointement et solidairement responsable du paiement de cette somme envers la commission qui a, pour contraindre le principal à la payer, les mêmes droits et pouvoirs que pour la perception d'une cotisation.

Recours.

4. Lorsque le principal est tenu en vertu du paragraphe 3 du présent article de faire un paiement à la commission, il a droit d'être indemnisé par la personne qui y est tenue et il peut retenir sur le montant qu'il doit à cette personne, une somme suffisante pour l'effectuer. S. R. 1941, c. 160, a. 10, parag. 1 à 4.

Restriction.

11. Les dispositions de l'article 10 n'affectent pas le recours de l'ouvrier pour compensation ni celui de la commission pour contribution au fonds d'accident. Ce recours peut être exercé contre l'entrepreneur ou le sous-entrepreneur, au lieu de l'être contre le principal. S. R. 1941, c. 160, a. 10, parag. 5.

Employeurs et administrateurs.

12. Lorsque la compensation est à la charge du fonds d'accident, l'employeur et tout administrateur d'une corporation ainsi que leurs dépendants ont droit aux compensations prévues par la présente loi, à condition:

a) Que l'employeur ou cet administrateur se soit inscrit ou fait inscrire sur la liste des salaires de l'industrie pour un montant que la commission estime raisonnable et qui ne doit pas excéder cinq mille dollars par année;

b) Que l'intention d'inclure cet employeur ou cet administrateur d'une corporation au nombre des ouvriers soit démontrée par la liste des salaires et par l'état fourni à la commission en vertu de l'article 82; et

c) Que le montant du salaire de cet employeur ou de cet administrateur, tel qu'indiqué dans cette liste des salaires et cet état, soit compris dans l'estimé de l'année.

any work for the principal, it shall be the duty of the principal to see that any sum which the contractor or sub-contractor is liable to contribute to the accident fund is paid; and if any such principal fails to do so he shall be jointly and severally liable with such contractor or sub-contractor to pay it to the Commission, and the Commission shall have the like powers and rights to compel the principal to pay, as it possesses for the collection of an assessment.

(4) Where the principal is liable to make payment to the Commission under subsection 3 of this section, he shall be entitled to be indemnified by any person liable therefor and may withhold out of any indebtedness to such person a sufficient amount to do so. R. S. 1941, c. 160, s. 10, subsec. 1 to 4.

Indemnification.

11. Nothing in section 10 shall prevent a workman claiming compensation or the Commission collecting contribution to the accident fund from the contractor or any sub-contractor instead of from the principal. R. S. 1941, c. 160, s. 10, subsec. 5.

Proviso.

12. Where compensation is payable out of the accident fund, an employer or a director of a corporation or their dependants respectively are entitled to the compensation benefits under this act, provided:

Employer or director.

(a) That such employer or director is carried or carries himself on the pay-roll of the industry at an amount which the Commission deems reasonable, but not exceeding five thousand dollars per annum;

(b) That the intention to include such employer or director of a corporation as a workman be stated in the pay-roll and in the statement furnished to the Commission under section 82; and

(c) That the amount of the salary of such employer or director, as shown in the said pay-roll and statement, be included in the estimate for the year.



Calcul de la compensation.

Pour le calcul de la compensation, le salaire de cet employeur ou de cet administrateur n'est pris en considération que jusqu'à concurrence seulement du montant porté à cette liste des salaires et à cet état n'excédant pas cinq mille dollars. S. R. 1941, c. 160, a. 12; 11 Geo. VI, c. 51, a. 1; 15-16 Geo. VI, c. 35, a. 1; 3-4 Eliz. II, c. 8, a. 2; 8-9 Eliz. II, c. 6, a. 1.

For the purpose of determining the compensation, the earnings of such employer or director shall not be taken to be more than the amount as shown by such payroll and statement, or to be more than five thousand dollars. R. S. 1941, c. 160, s. 12; 11 Geo. VI, c. 51, s. 1; 15-16 Geo. VI, c. 35, s. 1; 3-4 Eliz. II, c. 8, s. 2; 8-9 Eliz. II, c. 6, s. 1.

Basis of compensation.

Jurisdiction exclusive de la commission.

**13. 1.** Aucune action n'est reçue devant une cour de justice pour le recouvrement de la compensation, que cette compensation soit payable par l'employeur personnellement ou à même le fonds d'accident; et toute réclamation pour une compensation payable par l'employeur ou à même le fonds d'accident est du ressort exclusif de la commission dont la décision est finale.

**13. (1)** No action before any court of justice shall lie for the recovery of the compensation whether it is payable by the employer individually or out of the accident fund, but all claims for compensation payable by the employer or out of the accident fund shall be heard and determined exclusively by the Commission, whose decision shall be final.

Exclusive jurisdiction of Commission.

Recours maintenus.

**2.** La présente loi n'enlève aucun des recours de droit commun appartenant aux personnes qui ne sont pas assujetties à ses dispositions. S. R. 1941, c. 160, a. 13.

**(2)** This act shall not do away with any of the common law rights belonging to any persons not subject to its provisions. R. S. 1941, c. 160, s. 13.

Rights safeguarded.

Déchéance.

**14.** L'ouvrier qui reçoit, en vertu de la présente loi, une rente hebdomadaire ou d'autres paiements périodiques, est déchu de son droit à cette rente ou à ces paiements s'il cesse de résider dans la province, à moins que l'expert ne certifie que l'incapacité de travail résultant de l'accident est probablement d'une nature permanente.

**14.** If a workman receiving a weekly or other periodical payment under this act ceases to reside in the Province he shall not thereafter be entitled to receive any such payment unless the expert certifies that the disability resulting from the injury to such workman is likely to be of a permanent nature.

Forfeiture.

Paiements trimestriels.

Sur ce certificat de l'expert, la commission peut ordonner qu'il soit payé à cet ouvrier tous les trois mois, le montant accumulé de cette rente ou de ces paiements, sur preuve faite, en la manière prescrite par les règlements, de son identité et de la continuation de l'incapacité de travail pour laquelle il reçoit une compensation. S. R. 1941, c. 160, a. 14.

If the expert so certifies, the Commission may order that the workman shall be paid quarterly the amount of the weekly or other periodical payments accruing due, if he proves, in such manner as may be prescribed by the regulations, his identity and the continuance of the disability in respect of which compensation is payable. R. S. 1941, c. 160, s. 14.

Quarterly payments.

Application de la loi.

**15.** Les compensations que la présente loi prévoit tiennent lieu de tous les droits, recours et droits d'action, de quelque nature qu'ils soient, de l'ouvrier, des membres de sa famille ou de ses dépendants, contre l'employeur de cet ouvrier, à raison d'un accident subi par le fait ou à l'occasion de son travail pour l'employeur, et nulle action à ce sujet n'est reçue devant aucune cour de justice. S. R. 1941, c. 160, a. 15.

**15.** The compensation under this act shall be in lieu of all rights, recourses and rights of action, of any nature whatsoever, of the workman, of the members of his family, or his dependants against the employer of such workman by reason of any accident happening to him, by reason of or in the course of his work for such employer, and no action in respect thereof shall lie in any court of justice. R. S. 1941, c. 160, s. 15.

Application of Act.



Nullité  
des con-  
ventions  
contraires.

**16.** Sont nulles de plein droit, non avenues et de nul effet, les conventions contraires aux dispositions de la présente loi, ainsi que toute obligation contractée et toute transaction dont l'effet peut être d'empêcher la victime d'un accident ou ses dépendants de toucher le montant intégral des compensations prévues par la présente loi et d'en avoir l'entière jouissance. S. R. 1941, c. 160, a. 16.

**16.** The following shall be null *pleno jure*, non-existent and of no effect: agreements made contrary to the provisions of this act, and every obligation contracted and every transaction the effect whereof may be to prevent an injured person or his dependants from receiving the entire amount of the compensation provided by this act and from having the full enjoyment thereof. R. S. 1941, c. 160, s. 16.

Nullity of  
contrary  
agree-  
ments.

Approba-  
tion d'en-  
tentes.

**17.** S'il intervient une entente entre l'employeur tenu personnellement au paiement de la compensation, d'une part, et l'ouvrier ou ses dépendants, selon le cas, de l'autre part, relativement à la compensation à laquelle cet ouvrier ou ses dépendants peuvent avoir droit, cette entente, pour valoir, doit être faite par écrit, signée et attestée par les parties et approuvée par la commission. S. R. 1941, c. 160, a. 17; 12-13 Eliz. II, c. 44, a. 3.

**17.** If an agreement is arrived at between the employer individually liable for the payment of the compensation, on the one part, and the workman or his dependants, as the case may be, on the other part, respecting the compensation to which such workman or his dependants may be entitled, such agreement, in order to be valid, must be in writing, signed and attested by the parties and approved by the Commission. R. S. 1941, c. 160, s. 17; 12-13 Eliz. II, c. 44, s. 3.

Approval  
of agree-  
ment.

Retenues  
prohi-  
bées.

**18. 1.** À moins de dispositions contraires, il est défendu à l'employeur de faire une retenue sur le salaire de ses ouvriers ou de recevoir d'eux une souscription ou contribution quelconque, même avec le consentement de ces ouvriers, en ce qui regarde les obligations imposées à cet employeur par la présente loi. Toute convention en vertu de laquelle une semblable retenue est faite ou une telle souscription ou contribution est reçue est nulle et de nul effet.

**18. (1)** Unless otherwise provided, it is forbidden for any employer to make any retention of any part of the earnings of his workmen or to receive from them any subscription or contribution whatever, even with the consent of such workmen, in connection with the obligations imposed upon such employer by this act. Any agreement by which such a retention is made or such subscription or contribution received shall be null and void.

Deduc-  
tion for-  
bidden.

Contra-  
vention.

**2.** Tout employeur qui contrevient aux dispositions du présent article est passible, en sus des frais, d'une amende de pas plus de cinquante dollars pour chaque infraction, et il est en outre tenu de rembourser à l'ouvrier le montant qu'il a ainsi déduit du salaire de cet ouvrier ou a autrement reçu de celui-ci. S. R. 1941, c. 160, a. 18.

**(2)** Every employer who contravenes this section shall be liable, in addition to costs, to a fine of not more than fifty dollars for each offence, and shall, in addition, be bound to reimburse to the workman the amount which he has so deducted from the earnings of such workman or otherwise received from the latter. R. S. 1941, c. 160, s. 18.

Penal-  
ties.

Incessi-  
bilité.

**19.** Les compensations accordées en vertu de la présente loi sont incessibles et insaisissables. S. R. 1941, c. 160, a. 19.

**19.** The compensation awarded under this act shall be inalienable and exempt from seizure. R. S. 1941, c. 160, s. 19.

Inalien-  
ability.

Avis par  
l'acci-  
denté.

**20. 1.** Sujet aux dispositions du paragraphe 5 du présent article, aucune compensation n'est payable à moins que l'accident ne soit dénoncé aussitôt que possible après qu'il s'est produit, et ce,

**(1)** Subject to subsection 5 of this section, compensation shall not be payable unless notice of the accident is given as soon as practicable after the happening thereof and before the workman has volun-

Notice by  
victim of  
accident.

avant que la victime de l'accident ait volontairement quitté l'emploi qu'elle occupait au moment où elle a été blessée, et à moins que la réclamation pour compensation ne soit produite dans un délai de six mois de la date de l'accident ou du décès lorsque l'accident est suivi de mort.

Contenu.

2. L'avis de l'accident doit indiquer les prénoms, nom et adresse de l'ouvrier et il est suffisant s'il énonce dans un langage ordinaire la cause de la lésion et l'endroit où l'accident a eu lieu.

Signification.

3. Cet avis est signifié en le remettant soit à la place d'affaires de l'employeur, soit à sa résidence, ou en le transmettant par lettre recommandée à un de ces endroits; si cet employeur est une société ou une corporation, il suffit de remettre cet avis au bureau de l'employeur ou à un de ses bureaux s'il en a plusieurs ou de le transmettre par lettre recommandée à un de ces endroits.

Avis à la commission.

4. Lorsque la compensation est payable par le fonds d'accident, cet avis doit aussi être donné à la commission en le remettant au bureau du secrétaire ou en le lui transmettant par lettre recommandée.

Dispense.

5. Le défaut de donner cet avis ou de faire une réclamation, une irrégularité quelconque ou un manque de précision dans cet avis ou cette réclamation, n'entraînent pas déchéance du droit à la compensation si, dans l'opinion de la commission, l'employeur n'en souffre pas préjudice, ou si, dans le cas de compensation payable à même le fonds d'accident, la commission est d'avis que la réclamation en compensation est juste et qu'elle doit être accordée. S. R. 1941, c. 160, a. 20.

Avis d'accident.

**21. 1.** L'employeur doit, dans les deux jours ouvrables suivant un accident qui rend un ouvrier à son emploi incapable de gagner son salaire intégral ou nécessite l'assistance médicale, donner un avis par écrit à la commission indiquant:

- a) Le fait et la nature de l'accident;
- b) La date de l'accident;
- c) Les prénoms, nom et adresse de l'ouvrier;
- d) L'endroit où l'accident est arrivé;

tarily left the employment in which he was injured and unless the claim for compensation is made within six months from the happening of the accident, or, in case of death, within six months from the time of death.

(2) The notice of the accident shall give the name in full and address of the workman and shall be sufficient if it states in ordinary language the cause of the injury and where the accident happened. Contents.

(3) Such notice may be served by delivering it at or sending it by registered post addressed to the place of business or the residence of the employer, or, where the employer is a partnership or corporation, by delivering it at the office of the employer, or, if there are more offices than one, at any of the offices of such employer, or sending it by registered post to any of such offices. Service.

(4) Where the compensation is payable out of the accident fund, such notice shall also be given to the Commission by delivering it at the office of the secretary or by sending it to him by registered post addressed to his office. Notice to Commission.

(5) Failure to give the prescribed notice or to make such claim, or the existence of any irregularity or inexactitude whatever in such notice or claim, shall not bar the right to compensation if, in the opinion of the Commission, the employer was not prejudiced thereby or, where the compensation is payable out of the accident fund, if the Commission is of the opinion that the claim for compensation is a just one and ought to be allowed. R. S. 1941, c. 160, s. 20. Waiver.

**21. (1)** Every employer shall, within the two working days after the happening of an accident by which a workman in his employ is disabled from earning full wages or which necessitates medical aid, notify the Commission in writing of the,— Notice by employer.

- (a) Happening of the accident and nature of it;
- (b) Time of its occurrence;
- (c) Name in full and address of the workman;
- (d) Place where the accident happened;

e) Le nom et l'adresse du médecin ou du chirurgien par qui l'ouvrier a été ou est traité pour sa lésion.

L'employeur doit, en outre, donner à la commission toutes autres informations et tous autres détails qu'elle requiert concernant un accident ou une réclamation quelconque.

Langue employée.

2. L'avis doit être rédigé dans la propre langue de l'accidenté si c'est le français ou l'anglais, sinon dans celle de ces langues qu'il choisit. Il ne doit pas être signé par lui sans que tous les blancs aient été remplis et l'employeur doit lui en remettre une copie complète.

Contra-  
vention.

3. L'employeur qui ne se conforme pas aux dispositions du présent article ou qui sciemment transmet ou fait transmettre une fausse information à la commission, commet une infraction et est passible, en sus des frais, d'une amende n'excédant pas cinquante dollars et il est tenu, en outre de toute autre peine ou responsabilité qu'il encourt en vertu de la présente loi, de payer à la commission, si elle en ordonne ainsi, le montant de la compensation et des frais d'assistance médicale qu'elle peut accorder sur preuve ou informations obtenues de quelque manière que ce soit. S. R. 1941, c. 160, a. 21; 1142 Eliz. II, c. 41, a. 4.

Examen  
médical  
obliga-  
toire.

22. 1. Un ouvrier qui réclame une compensation, ou à qui une compensation est due en vertu de la présente loi doit, à la demande de son employeur, se soumettre à l'examen d'un médecin dûment qualifié, choisi et payé par cet employeur; il doit en outre, s'il en est requis par la commission, se soumettre à l'examen de l'expert choisi par celle-ci.

Condi-  
tion.

2. L'ouvrier n'est tenu de se soumettre à l'examen demandé par son employeur que si cet examen est fait conformément aux règlements. S. R. 1941, c. 160, a. 22.

Exper-  
tise.

23. 1. Lorsqu'un examen médical de l'ouvrier a été fait à la demande de l'employeur, ou lorsque l'ouvrier a subi un examen fait par un médecin dûment qualifié et choisi par lui-même et qu'une copie de ce rapport a été transmise, dans

(e) Name and address of the physician or surgeon by whom the workman was or is attended for the injury.

Such employer shall furnish in addition such further details and particulars respecting any accident or claim to compensation as the Commission may require.

(2) The notice shall be drawn up in the mother tongue of the injured person if that is English or French, and otherwise in whichever of such tongues he chooses. It shall not be signed by him unless all the blanks have been filled in and the employer shall give him a complete copy thereof.

Notice in  
English or  
French.

(3) Every employer who does not comply with this section or who knowingly transmits or causes to be transmitted false information to the Commission is guilty of an offence and liable, in addition to the costs, to a fine not exceeding fifty dollars and shall, in addition to any other penalty or liability which he may incur under this act, pay to the Commission, if so ordered by it, the amount of compensation and of the costs of medical aid awarded by the Commission in accordance with the evidence or information obtained by it in any manner. R. S. 1941, c. 160, s. 21; 11-12 Eliz. II, c. 41, s. 4.

Penal-  
ties.

22. (1) A workman who claims compensation, or to whom compensation is payable under this act, shall, if so required by his employer, submit himself for examination by a duly qualified medical practitioner chosen and paid for by the employer, and shall, in addition, if so required by the Commission, submit himself for examination by the expert chosen by the latter.

Workman  
to submit  
to exam-  
ination.

(2) A workman shall not be required at the request of his employer to submit himself for examination otherwise than in accordance with the regulations. R. S. 1941, c. 160, s. 22.

Regula-  
tions.

23. (1) Where a workman has upon the request of his employer submitted himself for examination, or has been examined by a duly qualified medical practitioner selected by himself, and a copy of the report of the medical prac-

Refer-  
ence to  
expert.

le premier cas, par l'employeur à l'ouvrier, et dans le second cas, par l'ouvrier à l'employeur, la commission peut, à la demande d'une des parties, soumettre le cas à un expert.

Rapport.

2. L'expert qui procède en vertu du présent article ou qui examine l'ouvrier sur l'ordre de la commission en vertu du paragraphe 1 de l'article 22, doit faire un rapport à la commission constatant l'état de l'ouvrier, sa capacité de travail et, si nécessaire, la nature de son emploi et, dans le cas d'incapacité, la cause et le degré de cette incapacité. Ce rapport, à moins que la commission n'en décide autrement, est final quant aux constatations qu'il comporte.

Refus de subir un examen.

3. La commission peut suspendre le paiement de la compensation à laquelle l'ouvrier a droit s'il refuse de se soumettre à l'un des examens prescrits par la présente loi ou ordonnés en vertu de l'une de ses dispositions, ou s'il entrave en quelque façon que ce soit l'un de ces examens; et le paiement de la compensation reste ainsi suspendu jusqu'à ce que l'examen ait été fait.

Refus de subir un traitement.

4. La commission peut, à sa discrétion, réduire la compensation à laquelle un ouvrier a droit ou en suspendre le paiement, lorsque l'ouvrier persiste dans des pratiques dangereuses et malsaines qui empêchent ou retardent sa guérison et lorsqu'il refuse de se soumettre à tel traitement médical que la commission, sur l'avis de l'expert, croit nécessaire à sa guérison. Mais le présent paragraphe 4 ne s'applique pas au cas du refus de l'ouvrier de se soumettre à une intervention chirurgicale. S. R. 1941, c. 160, a. 23.

Opérations chirurgicales.

24. Lorsque la commission croit qu'en vue de réduire un montant important dû comme compensation pour incapacité permanente et protéger ainsi le fonds d'accident, il y a lieu d'autoriser une opération chirurgicale particulière ou un traitement médical particulier à un ouvrier, elle peut le faire et en payer le coût à même le fonds d'accident. S. R. 1941, c. 160, a. 24.

Revision de la compensation.

25. La commission peut, à la demande de l'employeur ou de l'ouvrier si la com-

mission has been furnished in the former case by the employer to the workman, and in the latter case by the workman to the employer, the Commission may, on the application of either of the parties, refer the matter to an expert.

(2) The expert to whom a reference is made under subsection 1 of this section or who has examined the workman by the direction of the Commission under subsection 1 of section 22, shall certify to the Commission as to the condition of the workman and his fitness for employment, specifying, where necessary, the kind of employment, and, if unfit, the cause and degree of such unfitness. The expert's certificate, unless the Commission otherwise directs, shall be conclusive as to its contents.

Report of expert.

(3) The Commission may suspend the payment of the compensation to which the workman may be entitled if such workman refuses to submit to any examination required by this act or ordered under any of its provisions, or in any way obstructs any examination; and payment of his compensation shall be so suspended until such examination has taken place.

Refusal to submit to examination.

(4) The Commission may also, in its discretion, diminish the compensation to which a workman is entitled, or suspend payment thereof, whenever the workman persists in dangerous and unsanitary practices imperilling or retarding his cure and whenever he refuses to submit to such medical treatment, as the Commission, on the advice of the expert, may deem necessary for his cure. But this subsection 4 shall not apply in the event of the workman refusing to submit to surgical aid. R. S. 1941, c. 160, s. 23.

Refusal to submit to treatment.

24. Where, in the opinion of the Commission, it will be in the interest of the accident fund to provide a special surgical operation or other special medical treatment for a workman, with the view of avoiding heavy payment for permanent disability, it may authorize such operation or such medical treatment at the expense of the accident fund. R. S. 1941, c. 160, s. 24.

Surgical operation.

25. The Commission may, at the request of the employer or of the workman,

Review of compensation.

pensation est payable par l'employeur personnellement, et à la demande de l'ouvrier ou de l'initiative de la commission si la compensation est payable à même le fonds d'accident, reviser le montant de tout paiement hebdomadaire ou de tous autres paiements périodiques, en le supprimant, en le diminuant ou en l'augmentant à une somme qui ne doit pas excéder le maximum ci-après fixé. S. R. 1941, c. 160, a. 25.

Augmen-  
tation de  
la com-  
pensa-  
tion.

26. Si, lors de l'accident, l'ouvrier était âgé de moins de 21 ans et si la revision prévue ci-dessus a lieu plus de six mois après l'accident, le montant des paiements hebdomadaires peut être porté à la somme à laquelle l'ouvrier aurait eu droit si son salaire moyen, au moment de l'accident, avait été égal au salaire qu'il eût probablement gagné à la date de cette revision s'il n'avait pas subi cet accident. S. R. 1941, c. 160, a. 26.

Verse-  
ment du  
capital.

27. 1. L'employeur tenu personnellement au paiement de la compensation peut, avec le consentement de l'ouvrier ou du dépendant, selon le cas, et avec l'autorisation de la commission et non autrement, convertir les paiements hebdomadaires ou les autres paiements périodiques en un capital représentatif de ces paiements. La commission peut, de sa propre initiative et à sa discrétion lorsque la compensation est payable par le fonds d'accident, convertir ces paiements en un tel capital représentatif.

Paie-  
ment.

2. Le capital représentatif des paiements payables par l'employeur personnellement doit être payé à la commission.

Emploi.

3. Ce capital représentatif peut être, à la discrétion de la commission:

a) Utilisé aux fins indiquées par l'ouvrier ou ses dépendants;

b) Payé à l'ouvrier ou à un dépendant;

c) Placé par la commission et employé de temps à autre de la manière qu'elle juge la plus avantageuse pour l'ouvrier ou le dépendant;

d) Remis à des fiduciaires qui doivent l'employer conformément aux termes de la fiducie et au profit des personnes désignées par l'ouvrier ou par le dépendant et approuvées par la commission;

if the compensation is payable by the employer individually, or, if the compensation is payable out of the accident fund, of the Commission's own motion or at the request of the workman, review any weekly or other periodical payment and may put an end to or diminish such payment or may increase it to a sum not beyond the maximum hereinafter prescribed. R. S. 1941, c. 160, s. 25.

26. Where the workman was at the date of the accident under twenty-one years of age, and the review above provided for takes place more than six months after the accident, the amount of weekly payment may be increased to the sum to which he would have been entitled if his average earnings had at the date of the accident been equal to what, if he had not been injured, he would probably have been earning at the date of the review. R. S. 1941, c. 160, s. 26.

Increase  
of com-  
pensa-  
tion.

27. (1) Where the compensation is payable by an employer individually, the employer may, with the consent of the workman or dependant to whom it is payable and with the authorization of the Commission, but not otherwise, commute the weekly or other periodical payments into a capital sum representing such payments. Where the compensation is payable out of the accident fund, the Commission, of its own motion and at its discretion, may commute such payments into such capital sum.

Commu-  
tation  
into  
capital  
sum.

(2) The capital sum representing payments payable by the employer individually shall be paid to the Commission.

Payment.

(3) The capital sum may, at the discretion of the Commission, be:

Applica-  
tion.

(a) Applied in such manner as the workman or dependant may direct;

(b) Paid to the workman or dependant;

(c) Invested by the Commission and applied from time to time as the Commission may deem most advantageous for the workman or dependant;

(d) Paid to trustees who shall employ it upon and subject to such trusts and for the benefit of such persons as may be desired by the workman or dependant and approved by the Commission;



*e*) Employé conformément à un ou à plusieurs des modes indiqués ci-dessus.

Avances.

4. Lorsque la compensation est payable par le fonds d'accident, la commission peut, si elle le croit à propos dans l'intérêt de l'ouvrier ou d'un dépendant ou dans le cas d'un besoin pressant de l'ouvrier ou du dépendant, avancer à cet ouvrier ou à ce dépendant une somme dont elle détermine le montant, suivant les circonstances. S. R. 1941, c. 160, a. 27.

(*e*) Applied in one or several of the modes mentioned above.

(4) Where the compensation is payable out of the accident fund, the Commission may, in any case where, in its opinion, the interest or pressing need of the workman or dependant warrants it, advance to the workman or dependant such sum as the circumstances warrant and as the Commission may determine. R. S. 1941, c. 160, s. 27.

Assurance obligatoire.

28. La commission peut obliger un employeur tenu personnellement au paiement d'une compensation, d'assurer ses ouvriers et de les tenir assurés contre les accidents pour lesquels il peut être tenu de payer une compensation, dans une compagnie d'assurance approuvée par la commission et pour telle somme que celle-ci détermine. Cet employeur doit transmettre à la commission un certificat d'assurance en la forme approuvée par celle-ci.

**28.** The Commission may require an employer, who is individually liable to pay the compensation, to insure his workmen and keep them insured against accidents in respect of which he may become liable to pay compensation, in an insurance company approved by the Commission, for such amount as the Commission may direct. Such employer shall transmit to the Commission a certificate of insurance in the form approved by it.

Défaut.

À défaut par l'employeur de se conformer aux dispositions du présent article, la commission peut elle-même faire assurer les ouvriers de cet employeur et l'obliger à lui rembourser le montant payé à cette fin, en la manière prévue pour le paiement des cotisations. S. R. 1941, c. 160, a. 28.

In default of the employer complying with the provisions of this section, the Commission may have the workmen of such employer insured and recover the amount paid for such purpose from the employer, in the same way as provided for the payment of assessments. R. S. 1941, c. 160, s. 28.

Assurance payable à la commission.

29. 1. Quand un employeur tenu personnellement au paiement de la compensation est assuré conformément aux dispositions de l'article 28, la commission peut obliger la compagnie d'assurance ou tout autre assureur (*underwriter*) à lui payer en acquit ou en acompte de la compensation, la somme que l'assureur est tenu de payer à l'employeur, en vertu du contrat d'assurance, pour un accident qui donne droit à un ouvrier ou à un dépendant de réclamer une compensation en vertu de la présente loi.

**29.** (1) Where an employer who is individually liable to pay the compensation is insured in conformity with section 28, the Commission may require the insurance company or other underwriter to pay to it, in full settlement or on account of the compensation, the sum which, under the contract of insurance, such company or underwriter would be liable to pay to the employer in respect of an accident whereby a workman or his dependants become entitled to compensation under this act.

Réclamations.

2. Lorsqu'une réclamation pour une compensation est faite et que l'employeur est ainsi assuré, avis de cette réclamation doit être donné à la compagnie d'assurance et à l'employeur. Dans ce cas la commission se prononce sur le droit de l'ouvrier ou de ses dépendants à la compensation, et elle décide également si cette compensation doit être payée direc-

(2) Where a claim for compensation is made and the employer is so insured, notice of the claim shall be given to the insurance company and to the employer. In such case the Commission shall determine the rights of the workman or his dependants to compensation, and shall also determine whether the whole or part of such compensation should be paid directly by



tement, en tout ou en partie, par la compagnie d'assurance ou tout autre assureur (*underwriter*). S. R. 1941, c. 160, a. 29.

the insurance company or other underwriter. R. S. 1941, c. 160, s. 29.

Capital  
au cas  
d'incapacité  
permanente.

30. 1. Quand un employeur est tenu personnellement au paiement d'une compensation et qu'un accident cause une incapacité de travail permanente, totale ou partielle, ou la mort d'un ouvrier, la commission peut obliger l'employeur ou son assureur à verser à la commission une somme qui, avec les intérêts à un taux qu'elle détermine, serait suffisante pour effectuer les paiements qui doivent être faits à l'ouvrier ou à ses dépendants; et la commission sur réception de cette somme, la verse dans un fonds spécial destiné à effectuer les paiements qui doivent être faits à cet ouvrier ou à ses dépendants. Si cette somme est insuffisante pour faire ces paiements, l'employeur est tenu d'en payer la différence. Mais le reliquat s'il en est à l'extinction du droit à la compensation est, à moins que la commission n'en ordonne autrement, remis à l'employeur.

Remise  
du  
reliquat.

30. (1) Where the accident causes permanent disability, either total or partial, or the death of the workman, and the compensation is payable by the employer individually, the Commission may require the employer or his insurer to pay to the Commission such sum, as, with the interest at the rate which it determines, will be sufficient to meet the future payments to be made to the workman or his dependants; and the Commission, upon receipt of such sum, shall place it in a special fund to meet the payments to be made to such workman or his dependants. If such sum is insufficient to meet such payments, the employer shall be liable for the difference. But the balance, if any, when the right to compensation has been liquidated, shall, unless the Commission orders otherwise, be returned to the employer.

Capital  
sum for  
perma-  
nent disa-  
bility.

Return of  
balance.

Garantie.

2. La commission peut, au lieu d'exiger de l'employeur le paiement de la somme prévue par les dispositions du paragraphe 1 du présent article, obliger cet employeur à lui fournir telle garantie qu'elle estime suffisante pour assurer l'accomplissement par l'employeur des obligations qui lui sont imposées par la présente loi. S. R. 1941, c. 160, a. 30.

(2) The Commission, instead of requiring the employer to make the payment provided in subsection 1 of this section, may require him to give such security as it may deem sufficient guarantee for the performance by the employer of the obligations imposed upon him by this act. R. S. 1941, c. 160, s. 30.

Security.

Dépôts.

31. La commission peut, lorsqu'elle le croit nécessaire en vue d'assurer le prompt paiement des réclamations, obliger tout employeur exploitant une industrie mentionnée dans la cédule II, à lui faire de temps à autre des dépôts de deniers à même lesquels elle paye aux ouvriers ou à leurs dépendants les compensations qui deviennent dues au fur et à mesure que des accidents se produisent. S. R. 1941, c. 160, a. 31.

31. The Commission, where it deems it requisite for the prompt payment of claims, may require any employer carrying on an undertaking mentioned in Schedule II, to deposit with the Commission, from time to time, sums of money out of which the Commission may pay to workmen or their dependants the compensation becoming due for accidents as they occur. R. S. 1941, c. 160, s. 31.

Deposits.

Cotisa-  
tions addi-  
tionnel-  
les.

32. La commission peut, de la manière et à telle époque ou à telles époques qu'elle croit le plus équitable et le plus en harmonie avec les principes généraux et les dispositions de la présente loi, prélever des employeurs qui ont exploité dans le passé, qui exploitent actuellement ou qui

32. The Commission may, in such manner and at such time or times as it may deem most equitable and most in accordance with the general principles and provisions of this act, levy and collect from the employers, previously, now or hereafter carrying on industries to which this

Addi-  
tional  
assess-  
ments.

exploiteront à l'avenir une des industries visées par la présente loi, les sommes additionnelles résultant de l'augmentation des compensations payables en vertu des dispositions de la présente loi.

Prélèvement.

Ce prélèvement est fait, dans le cas d'employeurs exploitant une industrie mentionnée dans la cédule I, par voie d'augmentation de la cotisation ordinaire ou au moyen d'une cotisation spéciale, et, dans le cas d'employeurs exploitant une industrie mentionnée dans la cédule n, par le dépôt additionnel de toute somme requise à cette fin. S. R. 1941, c. 160, a. 32.

Déchéance.

33. Lorsque le paiement de la compensation est suspendu en vertu des dispositions de la présente loi, l'ouvrier ou le dépendant est déchu de son droit à cette compensation pendant la période de temps que dure cette suspension. S. R. 1941, c. 160, a. 33.

act applies, the additional moneys necessary to provide for increases of compensation payable under the provisions of this act.

Such levy and collection, in the case of employers carrying on an industry mentioned in Schedule I, may be by way of addition to the usual assessment or by means of special assessment, and, in the case of employers carrying on an industry mentioned in Schedule II, by an additional deposit of the sum required for such purpose. R. S. 1941, c. 160, s. 32.

Mode of levying.

33. Where payment of compensation is suspended under this act, the workman or dependant shall be deprived of his right to such compensation during the period of such suspension. R. S. 1941, c. 160, s. 33.

Forfeiture.

### SECTION III

#### DE LA FIXATION DES COMPENSATIONS

Compensation au cas de mort.

34. 1. Lorsque l'accident a causé la mort d'un ouvrier, les sommes ou compensations suivantes sont payées:

a) Les dépenses n'excédant pas six cents dollars, nécessairement encourues pour les funérailles de l'ouvrier et les frais de transport du cadavre, n'excédant pas cent cinquante dollars, lorsque la commission l'estime justifiable en raison de la distance parcourue;

b) Lorsqu'un veuf invalide ou une veuve est le seul dépendant, une rente mensuelle de soixante-quinze dollars;

c) Lorsque les dépendants sont un veuf invalide et des enfants ou une veuve et des enfants, une rente mensuelle de soixante-quinze dollars et une rente mensuelle additionnelle de vingt-cinq dollars pour chaque enfant âgé de moins de dix-huit ans. Cette rente mensuelle additionnelle est portée à trente-cinq dollars au décès du veuf invalide ou de la veuve;

d) Lorsque les dépendants sont des enfants, une rente mensuelle de trente-cinq dollars à chaque enfant âgé de moins de 18 ans;

e) Lorsque les dépendants sont autres que ceux mentionnés dans les sous-para-

### DIVISION III

#### FIXING OF COMPENSATION

34. (1) Where death of a workman results from an accident the following amounts or compensation shall be paid: Compensation in case of death.

(a) The expenses not exceeding six hundred dollars, necessarily incurred for the funeral of the workman and the cost of the transportation of the corpse, not exceeding one hundred and fifty dollars, when the Commission deems the same justified by reason of the distance travelled;

(b) Where the widow or an invalid husband is the sole dependant, a monthly payment of seventy-five dollars;

(c) Where the dependants are an invalid widower and children or a widow and children, a monthly payment of seventy-five dollars, with an additional monthly payment of twenty-five dollars for each child under the age of eighteen years. Such additional monthly payment shall be increased to thirty-five dollars on the death of the widow or invalid widower;

(d) Where the dependants are children, a monthly payment of thirty-five dollars to each child under the age of eighteen years;

(e) Where the dependants are persons other than those mentioned in the fore-

graphes *b*, *c* et *d* ci-dessus, chacun des dépendants reçoit une somme raisonnable déterminée par la commission et proportionnée à la perte pécuniaire subie par chacun de ces dépendants par la mort de l'ouvrier.

Mère adoptive.

2. Quand l'ouvrier ne laisse pas de veuve ou lorsque cette dernière décède subséquemment, et qu'une soeur, une tante ou une autre personne compétente s'est constituée la mère adoptive des enfants d'un ouvrier qui ont droit à une compensation et qu'elle tient pour eux leur maison et en prend soin, à la satisfaction de la commission, cette mère adoptive a droit de recevoir, pour elle et pour ces enfants, pendant la durée de ses services, les mêmes rentes mensuelles que celles auxquelles aurait eu droit la veuve et, advenant ce cas, la rente mensuelle à laquelle les enfants auraient autrement droit est remplacée par leur quote-part dans la rente mensuelle payée à cette personne.

Veuve.

3. Il est en outre accordé à la veuve dépendante ou si cette dernière est décédée, à cette mère adoptive, une somme de trois cents dollars.

Divorcée.

4. La femme qui a divorcé ou qui est séparée de l'ouvrier ou n'était pas maintenue par l'ouvrier décédé par suite d'un accident ou d'une maladie visé par la présente loi, ne doit recevoir aucune des compensations, rentes ou allocations prévues par la présente loi, à moins que la commission ne soit d'opinion qu'elle avait le droit d'être maintenue par lui lors de son décès.

Durée de la rente aux dépendants.

5. Dans le cas du sous-paragraphe *e* du paragraphe 1 ci-dessus, les rentes sont payées aussi longtemps que, dans l'opinion de la commission, il y a raison de croire que l'ouvrier eût continué de contribuer au soutien de ses dépendants, s'il eût vécu; et la commission peut, dans tous les cas prévus dans ce sous-paragraphe *e*, convertir le paiement de ces rentes en un capital ou en tout autre mode de paiement qu'elle croit devoir adopter, selon les circonstances.

Dépendant *in loco parentis*.

6. Le dépendant qui était à l'égard de l'ouvrier *in loco parentis* ou à l'égard de qui l'ouvrier était *in loco parentis*, a droit de recevoir, à la discrétion de la commission, la compensation prévue par

going paragraphs *b*, *c* and *d*, to each dependant, a sum reasonable and proportionate to the pecuniary loss to such dependant occasioned by the death, to be determined by the Commission.

(2) Where the workman leaves no widow or the widow subsequently dies, and a sister, aunt, or other suitable person acts as foster-mother in keeping up such household and maintaining and taking care of the children of such workman entitled to compensation, in a manner which the Commission deems satisfactory, such foster-mother while so doing shall be entitled to receive the same monthly payments of compensation for herself and such children as the widow would have been entitled to, and in such case the children's part of such monthly payments shall be in lieu of the monthly payments which they would otherwise have been entitled to receive.

Foster-mother.

(3) The dependant widow, or if she be dead, such foster-mother, shall be awarded in addition a sum of three hundred dollars.

Widow.

(4) A woman who was divorced, separated from, or was not being maintained by the workman, who has died as a result of accident or disease covered by this act, shall not receive any of the compensation, rent or allowances by this act provided, unless in the opinion of the Commission she was entitled to be maintained by him at the time of his death.

Divorced women.

(5) In the case provided for by paragraph *e* of subsection 1 of this section, the payments shall continue only so long as, in the opinion of the Commission, it might reasonably have been expected that, had the workman lived, he would have continued to contribute to the support of such dependants; and in any case under the said paragraph *e* the Commission may convert such payments into a capital sum or any other form of payment as the Commission in the circumstances deems most suitable.

Duration of payments to dependants.

(6) A dependant to whom the workman stood in *loco parentis* or a dependant who stood in *loco parentis* to the workman shall be entitled, as the Commission may determine, to share in or receive compen-

Dependants in *loco parentis*.

un des sous-paragraphes *c*, *d* ou *e* du paragraphe 1 ci-dessus ou une partie de cette compensation.

Enfant  
invalide  
ou aux  
études.

7. Dans le cas d'un enfant invalide, la rente n'est pas soumise à la condition d'âge et elle est continuée aussi longtemps que dure l'invalidité; dans le cas d'un enfant aux études, la rente est continuée tant qu'il fréquente assidûment une école.

Partage.

8. Quand il y a à la fois des dépendants auxquels l'ouvrier pourvoyait entièrement et des dépendants auxquels il ne pourvoyait que partiellement, la commission attribue à chacun de ces dépendants une part du montant de la compensation qui peut leur être accordée.

Paiement  
indirect.

9. Lorsque la commission est d'opinion qu'il est nécessaire ou opportun de ne pas payer directement à la personne qui a le droit de recevoir pour un enfant une compensation due à celui-ci, elle peut ordonner que cette compensation soit payée à telle autre personne qu'elle désigne ou qu'il en soit disposé de la manière qu'elle estime la plus avantageuse pour cet enfant.

Total des  
rentes.

10. Abstraction faite des dépenses encourues pour les funérailles de l'ouvrier, le total des rentes mensuelles payées en vertu du paragraphe 1 du présent article ne peut, en aucun cas, excéder soixante-quinze pour cent de la moyenne des gains mensuels de l'ouvrier pendant les douze mois précédant son accident si son emploi a duré au moins douze mois, sinon, de la moyenne de ses gains mensuels au cours de toute autre période moindre pendant laquelle il a été au service de son employeur.

Réduc-  
tion.

Lorsque la compensation payable en vertu du paragraphe 1 du présent article excède le pourcentage fixé par l'alinéa précédent, elle doit être réduite en conséquence, et, lorsque plusieurs personnes ont droit à des rentes mensuelles, celles-ci sont réduites proportionnellement; mais si les dépendants sont un veuf invalide ou une veuve avec, dans l'un et l'autre cas, un ou plusieurs enfants, la rente mensuelle ne doit pas être inférieure à cent dollars s'il n'y a qu'un enfant, à cent vingt-cinq dollars s'il y en a deux et à cent cinquante dollars s'il y en a plus de deux. S. R. 1941, c. 160, a. 34; 9 Geo. VI, c.43, a. 1; 11 Geo.

Mini-  
mum.

sation under paragraphs *c*, *d* or *e* of subsection 1 of this section.

(7) Compensation shall be payable to any invalid child without regard to the age of such child, and payments to such child shall continue so long as such child remains an invalid; in the case of a child attending school, payment shall continue as long as he regularly attends a school.

Child  
invalid or  
attendng  
school.

(8) Where there are both dependants for whom the workman provided entirely and dependants for whom he partly provided, the Commission may allot to each dependant a part of the compensation awarded to them.

Allot-  
ment.

(9) Where the Commission is of opinion that, for any reason, it is necessary or desirable that a payment in respect of a child should not be made directly to the person entitled to receive same on behalf of such child, the Commission may direct that the payment be made to such other person as it may designate or be applied in such manner as the Commission may deem most advantageous for such child.

Indirect  
payment.

(10) Exclusive of the expenses of burial of the workman, the total monthly compensation payable, as provided by subsection 1 of this section, shall not in any case exceed seventy-five per centum of the average monthly earnings of the workman during the twelve months preceding his accident, if his employment has lasted twelve months, and, if not, of the average monthly earnings during any shorter period during which he has been in the service of his employer.

Total  
monthly  
compen-  
sation.

If the compensation payable under subsection 1 of this section exceeds the percentage fixed by the precedent paragraph, it shall be reduced accordingly, and, where several persons are entitled to monthly payments, the payments shall be reduced proportionately; but, where the dependants are an invalid widower or a widow with, in either case, one or more children, the monthly payment shall not be less than one hundred dollars when there is only one child, nor less than one hundred and twenty-five dollars when there are two children, nor less than one hundred and fifty dollars when there are

Reduc-  
tion.

Mini-  
mum.

VI, c. 51, a. 2; 15-16 Geo. VI, c. 35, a. 2; 3-4 Eliz. II, c. 8, a. 3; 4-5 Eliz. II, c. 7 a. 2; 8-9 Eliz. II, c. 6, a. 2; 11-12 Eliz. II, c. 41, a. 5.

more than two children. R. S. 1941, c. 160, s. 34; 9 Geo. VI, c. 43, s. 1; 11 Geo. VI, c. 51, s. 2; 15-16 Geo. VI, c. 35, s. 2; 3-4 Eliz. II, c. 8, s. 3; 4-5 Eliz. II, c. 7, s. 2; 8-9 Eliz. II, c. 6, s. 2; 11-12 Eliz. II, c. 41, s. 5.

Mariage de la veuve.

35. 1. Le mariage de la veuve qui a droit à une compensation éteint la rente personnelle qui lui échoit; cette rente est alors remplacée par le paiement d'une somme égale au total de la rente pendant deux ans, et cette somme est payée dans les trente jours qui suivent le mariage.

35. (1) If a widow entitled to a pension marries, the pension payments to which she was personally entitled shall cease; such payments shall then be replaced by the payment of a sum equal to the total payments for two years, and such sum shall be payable within thirty days after the day of the marriage.

Marriage of widow.

Restriction.

2. Cependant dans le cas prévu par le paragraphe 1 ci-dessus, la veuve continue de toucher la rente afférente aux enfants. S. R. 1941, c. 160, a. 35.

(2) Nevertheless, in the case referred to in the foregoing subsection 1, the widow shall continue to receive the payments in respect of the children. R. S. 1941, c. 160, s. 35.

Restriction.

Rente aux enfants.

36. Sous réserve du paragraphe 7 de l'article 34, la rente d'un enfant s'éteint lorsqu'il atteint l'âge de dix-huit ans, ou à sa mort s'il décède avant d'avoir atteint cet âge. S. R. 1941, c. 160, a. 36.

36. Subject to subsection 7 of section 34, the pension payments in respect of a child shall cease when the child attains the age of eighteen years or dies before attaining such age. R. S. 1941, c. 160, s. 36.

Payments to child.

Incapacité totale et permanente.

37. 1. Dans le cas d'incapacité totale et permanente résultant d'un accident, l'ouvrier a droit, sa vie durant, à une rente hebdomadaire égale à soixante-quinze pour cent de ses gains hebdomadaires moyens pendant les douze mois précédant son accident si son emploi a duré au moins douze mois, ou de ses gains hebdomadaires moyens au cours de toute autre période moindre pendant laquelle il a été au service de son employeur.

37. (1) Where permanent total disability results from the accident, the amount of the compensation shall be a weekly payment, during the life of the workman, equal to seventy-five per centum of his average weekly earnings during the previous twelve months if he has been so long employed, or of his average weekly earnings for any less period during which he has been in the employ of his employer.

Permanent total disability.

Incapacité partielle et permanente.

2. Dans le cas d'incapacité partielle et permanente, l'ouvrier a droit, sa vie durant, à une rente hebdomadaire dont le montant est établi selon son degré d'incapacité et qui est calculée sur soixante-quinze pour cent de ses gains hebdomadaires moyens pendant les douze mois précédant son accident si son emploi a duré au moins douze mois, ou de ses gains hebdomadaires moyens au cours de toute autre période moindre pendant laquelle il a été au service de son employeur.

(2) In the case of permanent partial disability, the workman shall be entitled to a weekly payment, during his lifetime, in an amount established according to the degree of his disability and calculated on seventy-five per centum of his average weekly earnings during the twelve months preceding his accident, if his employment has lasted twelve months or more, or of his average weekly earnings for any shorter period during which he has been in the service of his employer.

Permanent partial disability.

Paiement du capital.

3. Lorsque la diminution de capacité de travail n'excède pas dix pour cent, la commission doit, à moins qu'elle croit

(3) Where the impairment of the earning capacity of the workman does not exceed ten per centum of his earning

Payment of capital sum.



qu'il n'est pas dans l'intérêt de l'ouvrier d'en agir ainsi, convertir la rente en un capital qui lui est immédiatement payé.

Diminution de capacité.

4. La diminution de capacité de travail est évaluée, autant que possible, d'après la nature de la lésion, mais en tenant compte aussi de l'aptitude de l'ouvrier à reprendre le travail au cours duquel il a été blessé ou à s'adapter à quelque autre occupation appropriée. S. R. 1941, c. 160, aa. 37 et 38; 15-16 Geo. VI, c. 34, aa. 1 et 2; 4-5 Eliz. II, c. 7, aa. 3 et 4; 12-13 Eliz. II, c. 44, a. 4.

Revalorisation.

38. 1. Les rentes payables suivant l'article 37 sont revalorisées en ajoutant le pourcentage ci-après dans les cas suivants:

*a)* si l'accident est survenu entre le 31 août 1931 et le 1er juillet 1947: 60%;

*b)* si l'accident est survenu entre le 30 juin 1947 et le 1er février 1952: 40%;

*c)* si l'accident est survenu entre le 31 janvier 1952 et le 1er janvier 1955: 27%;

*d)* si l'accident est survenu entre le 31 décembre 1954 et le 1er janvier 1960: 10%.

2. La revalorisation s'applique aux versements de rente payables après le 30 septembre 1964.

3. L'obligation de payer l'augmentation de rente découlant de la revalorisation incombe au fonds d'accident ou à l'employeur de la même manière que celle de payer la rente. S. R. 1941, c. 160, a. 38a; 12-13 Eliz. II, c. 44, a. 5.

Incapacité totale et temporaire.

39. Dans le cas d'incapacité totale et temporaire, la compensation est celle prévue au paragraphe 1 de l'article 37, mais elle n'est payée, sujet aux dispositions du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 3, que pendant la durée de cette incapacité.

Incapacité partielle et temporaire.

Dans le cas d'incapacité partielle et temporaire, la compensation est celle prévue aux paragraphes 2, 3 et 4 de Far-

capacity, the Commission shall, unless in the opinion of the Commission it would not be to the advantage of the workman to do so, convert the weekly payment into a capital sum which shall be paid to the workman forthwith.

(4) Where possible, the impairment of earning capacity is estimated from the nature of the injury, having always in view the workman's fitness to continue the employment in which he was injured or to adapt himself to some other suitable occupation. R. S. 1941, c. 160, ss. 37 and 38; 15-16 Geo. VI, c. 34, ss. 1 and 2; 4-5 Eliz. II, c. 7, ss. 3 and 4; 12-13 Eliz. II, c. 44, s. 4.

Estimation of impairment.

38. (1) The amounts payable under section 37 shall be revalorized by adding the following percentages in the following cases:

(*a*) if the accident occurred between the 31st of August 1931 and the 1st of July 1947: 60%;

(*b*) if the accident occurred between the 30th of June 1947 and the 1st of February 1952: 40%;

(*c*) if the accident occurred between the 31st of January 1952 and the 1st of January 1955: 27%;

(*d*) if the accident occurred between the 31st of December 1954 and the 1st of January 1960: 10%.

(2) The revalorization shall apply to amounts payable after the 30th of September 1964.

(3) The obligation to pay the increase in compensation resulting from the revalorization shall devolve upon the accident fund or the employer in the same manner as the obligation to pay the compensation. R. S. 1941, c. 160, s. 38a; 12-13 Eliz. II, c. 44, s. 5.

39. In the case of temporary total disability, the compensation shall be the same as that prescribed by subsection 1 of section 37 but it shall be payable only so long as the disability lasts, subject to the provisions of sub-paragraph *a* of subsection 1 of section 3.

In the case of temporary partial disability, the compensation shall be the same as that prescribed by subsections 2, 3 and 4 of section 37.

Temporary total disability.

Temporary partial disability.



tide 37, mais n'est payée, sujet aux dispositions du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 3, que pendant la durée de cette incapacité. S. R. 1941, c. 160, aa. 39 et 40.

3 and 4 of section 37, but shall be payable, subject to the provisions of paragraph *a* of subsection 1 of section 3, only so long as the disability lasts. R. S. 1941, c. 160, ss. 39 and 40.

Aggrava-  
tion à la  
suite  
d'acci-  
dent.

40. 1. S'il est démontré, à la satisfaction de la commission, qu'un ouvrier est incapable de travailler, en raison d'une aggravation consécutive à un accident survenu plus de cinq ans après cet accident, l'indemnité relative à l'incapacité temporaire est basée sur les gains du réclamant à l'époque de l'aggravation, comme s'il s'agissait d'un nouvel accident, lorsque ces gains sont plus élevés que ceux qui ont servi de base pour établir la compensation antérieure.

40. (1) If it is established to the satisfaction of the Commission that a workman is disabled from working by reason of an aggravation consequent upon a workman's accident which aggravation occurred more than five years after such accident, the indemnity in respect of the temporary disability shall be based on the earnings of the claimant at the time of the aggravation, as in the case of another accident, where such earnings are greater than those on which the previous compensation was based.

Aggrava-  
tion of  
previous  
accident.

Incapacité  
perma-  
nente.

2. Quand cette aggravation cause une incapacité permanente, l'indemnité est basée sur les gains précédant l'aggravation si ces gains sont plus élevés que ceux qui ont servi de base pour établir la compensation antérieure.

(2) When such aggravation causes a permanent disability, the indemnity shall be based on the earnings previous to the aggravation if such earnings are greater than those on which the previous compensation was based.

Perma-  
nent dis-  
ability.

Déduc-  
tion.

3. Dans les cas prévus aux deux paragraphes précédents, le degré d'incapacité pour lequel l'ouvrier est déjà compensé doit être déduit. S. R. 1941, c. 160, a. 40a; 11-12 Eliz. II, c. 41, a. 6.

(3) In the cases provided in the last two subsections, the degree of disability for which the workman has already been compensated shall be deducted. R. S. 1941, c. 160, s. 40a; 11-12 Eliz. II, c. 41, s. 6.

Deduc-  
tion.

Compensation  
minimum.

41. Le montant de la compensation à laquelle un ouvrier a droit en cas d'incapacité totale temporaire ou en cas d'incapacité totale et permanente, ne doit pas être inférieur à vingt-cinq dollars par semaine.

41. The amount of compensation to which a workman shall be entitled for temporary total or permanent total disability shall not be less than twenty-five dollars.

Minimum  
compensation.

Idem.

Si le salaire hebdomadaire de l'accidenté est inférieur à ce montant, l'indemnité doit être égale au salaire.

Where his weekly earnings are less than that amount, the compensation shall be equal to the weekly earnings.

Idem.

Incapacité  
partielle.

Dans le cas d'incapacité partielle et temporaire ou d'incapacité partielle et permanente, la compensation est déterminée sur la même base et proportionnellement à la diminution de capacité de gain. S. R. 1941, c. 160, a. 41; 9 Geo. VI, c. 43, a. 2; 11-12 Eliz. II, c. 41, a. 7.

In the case of temporary partial or permanent partial disability, the compensation shall be determined on the same basis in proportion to the impairment of earning capacity. R. S. 1941, c. 160, s. 41; 9 Geo. VI, c. 43, s. 2; 11-12 Eliz. II, c. 41, s. 7.

Partial  
disability.

Détermination  
du  
salaire.

42. 1. Le salaire moyen hebdomadaire ou mensuel est déterminé par la commission suivant la méthode qu'elle croit la mieux appropriée aux circonstances. Ce salaire n'est pris en considération que jusqu'à concurrence de cinq mille dollars par année.

42. (1) Average weekly or monthly earnings shall be computed by the Commission in such a manner as it deems best suited to the circumstances. The excess of earnings over five thousand dollars per annum shall in no case be considered.

Compu-  
tation of  
earnings.

Emploi  
tempo-  
raire.

2. Si, eu égard à la période limitée pendant laquelle l'ouvrier a été au service de son employeur ou à la nature occasionnelle ou aux conditions spéciales de son emploi, il n'est pas pratique de déterminer son salaire d'après celui qu'il gagnait au moment de l'accident, la commission peut fixer la base du salaire de l'ouvrier d'après la moyenne du gain hebdomadaire ou mensuel d'un ouvrier de même catégorie occupant le même emploi au service du même employeur pendant les douze mois précédant l'accident, ou, à défaut d'ouvrier de même catégorie occupant le même emploi au service du même employeur, d'après le gain d'une personne de même catégorie occupant le même emploi dans la même localité.

Pluralité  
d'em-  
ployeurs.

3. Lorsqu'un ouvrier travaille pour plusieurs employeurs, à tour de rôle, son salaire moyen est celui que, dans l'opinion de la commission, il eût probablement gagné en travaillant uniquement pour l'employeur au service duquel il était lors de l'accident.

Interpré-  
tation.

4. L'emploi par le même employeur signifie l'emploi dans la catégorie dans laquelle l'ouvrier était employé lors de l'accident, sans interruption pour cause d'absence du travail due à la maladie ou à toute autre cause inévitable.

Dépenses  
spéciales.

5. Dans la computation de ce salaire de l'ouvrier, les sommes que l'employeur avait l'habitude de lui payer pour défrayer certaines dépenses spéciales occasionnées par la nature de son emploi, ne doivent pas être prises en considération.

Autre  
base.

6. La commission peut, si elle le croit plus équitable, établir le montant de la compensation d'après les gains de l'ouvrier au moment de l'accident. S. R. 1941, c. 160, a. 42; 11 Geo. VI, c. 51, a. 3; 15-16 Geo. VI, c. 34, a. 3; 3-4 Eliz. II, c. 8, a. 4; 8-9 Eliz. II, c. 6, a. 3.

Déduc-  
tions.

43. 1. En déterminant le montant des rentes hebdomadaires ou mensuelles, la commission doit déduire l'équivalent de ce que l'employeur paye à l'ouvrier pendant son incapacité de travail sous forme de compensation, rente, indemnité ou allocation.

(2) Where, owing to the shortness of the time during which the workman was in the employ of his employer or the casual nature of his employment or the special conditions thereof, it is impracticable to compute the rate of remuneration as of the date of the accident, the Commission may take as a basis for the earnings of the workman the average weekly or monthly amount which during the twelve months previous to the accident was being earned by a workman in the same grade employed at the same work by the same employer, or if there is no workman so employed, then by a person in the same grade employed, in the same class of employment in the same locality.

Tempo-  
rary  
employ-  
ment.

(3) Where the workman is working for several employers, in turn, his average earnings shall be computed on the basis of what, in the opinion of the Commission, he would probably have been earning if he had been employed solely for the employer for whom he was working at the time of the accident.

Several  
employ-  
ers.

(4) Employment by the same employer shall mean employment by the same employer in the grade in which the workman was employed at the time of the accident, uninterrupted by absence from work due to illness or any other unavoidable cause.

Interpre-  
tation.

(5) In computing the earnings of a workman, the sums which the employer was accustomed to pay the workman to cover any special expenses entailed on him by the nature of his employment shall not be reckoned.

Special  
expenses.

(6) The Commission may award compensation, having regard to the earnings of the workman at the time of the accident, if this seems more equitable to it. R. S. 1941, c. 160, s. 42; 11 Geo. VI, c. 51, s. 3; 15-16 Geo. VI, c. 34, s. 3; 3-4 Eliz. II, c. 8, s. 4; 8-9 Eliz. II, c. 6, s. 3.

Alterna-  
tive basis.

43. (1) In fixing the amount of a weekly or monthly payment, the Commission shall deduct the equivalent of what the employer pays to the workman during the period of his disability, as rent, allowance, indemnity or compensation.

Deduc-  
tions.

- Rem-  
bourse-  
ment. 2. Lorsque la compensation est payable par le fonds d'accident, la commission doit rembourser l'employeur, à même ce fonds, du montant de toute telle déduction faite à l'ouvrier en vertu du paragraphe précédent.
- Déduc-  
tions. 3. La commission peut déduire des rentes hebdomadaires ou mensuelles et rembourser l'équivalent de ce qu'un service d'assistance ou d'assurance paye à l'ouvrier pendant son incapacité de travail, sous forme d'avance. S. R. 1941, c. 160, a. 43; 12-13 Eliz. II, c. 44, a. 6.
- Paiement  
modifié. 44. La commission peut, lorsqu'elle le juge à propos, remplacer la rente hebdomadaire par une rente mensuelle ou bimensuelle, ou, lorsque l'ouvrier ou les dépendants résident en dehors de la province ou cessent d'y résider, par tout autre paiement périodique ou par un paiement unique. S. R. 1941, c. 160, a. 44.
- Déchéance  
pour in-  
conduite. 45. La commission peut, lorsqu'elle constate que la veuve à qui une compensation est accordée vit maritalement avec un homme qui n'est pas son mari ou est une prostituée, discontinuer définitivement ou temporairement le paiement de la rente accordée à cette veuve, et la commission peut attribuer cette rente, entièrement ou partiellement, aux autres dépendants de l'ouvrier. S. R. 1941, c. 160, a. 45.
- Paiement  
à l'épouse. 46. La commission peut appliquer, pour le tout ou pour partie, au soutien de la femme ou des enfants d'un ouvrier, la rente à laquelle cet ouvrier a droit, lorsque:
- a) Cet ouvrier a quitté la province et y a laissé sa femme ou un ou plusieurs enfants âgés de moins de dix-huit ans sans moyens suffisants de subsistance;
  - b) Cet ouvrier, quoique résidant encore dans la province, néglige ou fait défaut de pourvoir au soutien de sa femme ou de ses enfants. S. R. 1941, c. 160, a. 46.
- Mineurs. 47. Lorsque le bénéficiaire d'une rente ou compensation est un mineur ou une autre personne incapable, la commission
- (2) Where the compensation is payable out of the accident fund, the Commission shall repay to the employer, out of such fund, any sum deducted from the workman under the preceding subsection.
- (3) The Commission may deduct from the weekly or monthly payments and repay the equivalent of what a welfare or insurance service pays to a workman during his period of disability as an advance payment. R. S. 1941, c. 160, s. 43; 12-13 Eliz. II, c. 44, s. 6.
44. The Commission may, wherever it deems it advisable, provide that the payments of compensation may be bi-monthly or monthly instead of weekly, or, where the workman or dependant is not a resident of the Province or ceases to reside therein, may otherwise fix the periods of payment or commute the compensation into a single payment. R. S. 1941, c. 160, s. 44.
45. Where the Commission finds that the widow to whom compensation has been awarded is a common prostitute or is living with any man in the relation of man and wife without being married to him, the Commission may discontinue entirely or suspend compensation to such widow or divert such compensation in whole or in part to any other dependant or dependants of the workman. R. S. 1941, c. 160, s. 45.
46. The Commission may divert the whole or part of the compensation to which a workman is entitled for the benefit of the wife or children of such workman, where:
- (a) The workman has gone away from the Province and left his wife or child or children under eighteen years of age therein without adequate means of support;
  - (b) The workman, although still residing in the Province, neglects or fails to provide for the support of his wife or children. R. S. 1941, c. 160, s. 46.
47. Where the person entitled to rent or compensation is a minor or under other legal disability, the Commission may, in

peut ordonner, à sa discrétion, que la rente ou compensation soit payée à une autre personne pour ce bénéficiaire, ou affectée de la manière qu'elle croit à l'avantage de celui-ci. S. R. 1941, c. 160, a. 47.

its discretion, order that the rent or compensation be paid to another person on his behalf, or be applied as the Commission may deem for his advantage. R. S. 1941, c. 160, s. 47.

## SECTION IV

## DE L'ASSISTANCE MÉDICALE

**Droit à l'assistance médicale.** 48. 1. Un accident visé par la présente loi donne en outre droit, au profit de l'ouvrier, à l'assistance médicale que requiert l'état dans lequel il est par suite de l'accident.

**Définition.** 2. L'assistance médicale comprend, suivant le cas, l'hospitalisation, les soins médicaux, chirurgicaux et de gardes-malades nécessaires, les remèdes, médicaments et autres produits pharmaceutiques requis, ainsi que la fourniture et le renouvellement normal des appareils de prothèse et d'orthopédie dont l'usage est reconnu nécessaire. Partout où il se trouve plus d'un hôpital à l'endroit où la victime doit être traitée, cette dernière peut désigner celui de son choix.

**Coût de l'assistance médicale.** 3. Lorsque l'accident survient dans l'une des industries auxquelles s'applique la présente loi, il doit être fourni à la victime toute l'assistance médicale que son cas requiert. Le coût de cette assistance médicale doit être payé, suivant que l'employeur appartient à l'une ou l'autre cédule, par l'employeur ou à même le fonds d'accident; le montant nécessaire à cette fin doit être inclus dans la cotisation prélevée des employeurs.

**Choix du médecin.** 4. Dans tous les cas où [un ouvrier est victime d'un accident, on doit lui fournir le médecin de son choix dès qu'il est en état de faire connaître ce choix et qu'il juge à propos d'user de son privilège.

**Contestation.** 5. La commission décide toute contestation sur la nécessité, la nature, la suffisance ou la durée de l'assistance médicale.

**Honoraires.** 6. Les honoraires ou dépenses pour l'assistance médicale ne doivent pas excéder le montant qu'il serait convenable et raisonnable de réclamer de l'ouvrier s'il devait les payer lui-même; et le montant de ces honoraires ou dépenses, sauf convention contraire, est établi et fixé par

## DIVISION IV

## MEDICAL AID

**48. (1)** An accident to which this act applies shall, in addition, entitle the workman to the medical aid required by the condition to which such accident has reduced him. **Right to medical aid.**

**(2)** Medical aid shall include, if necessary, hospitalization, the necessary medical, surgical and nursing attendance, the remedies, medicines and other pharmaceutical supplies required, as well as the furnishing and normal renewing of prosthetic and orthopedic appliances, the use whereof is deemed necessary. When there is more than one hospital in the place where the injured workman has to be treated, the latter may designate the one chosen by him. **Nature of medical aid.** **Choice of hospital.**

**(3)** When the accident occurs in any industry to which this act applies, the injured workman shall be furnished with all the medical aid that his case requires. The cost of such medical aid shall be paid, according as the employer is included in one or the other schedule, by the employer or out of the accident fund; the sum required for such purpose must be included in the assessment levied upon the employers. **Cost of medical aid.**

**(4)** In every case where a workman meets with an accident, he must be furnished with the physician of his choice as soon as he is able to make his choice known and sees fit to avail himself of his privilege. **Choosing of physician.**

**(5)** The Commission shall determine all questions as to the necessity, character, sufficiency or duration of the medical aid. **Determination.**

**(6)** The fees or charges for such medical aid shall not be more than would be properly and reasonably charged to the workman if himself paying the bill; and, except where otherwise agreed upon, the amount thereof shall be fixed and determined by the Commission, and no action **Charges.**

la commission, et nulle action en recouvrement de l'excédent du montant ainsi fixé n'est reçue par aucune cour de justice.

Contributions interdites.

7. Sous réserve des dispositions suivantes, l'employeur ne peut, directement ni indirectement, retenir, recevoir ou percevoir de l'ouvrier aucune contribution quelconque pour les honoraires ou dépenses pour l'assistance médicale; et tout employeur qui enfreint la présente disposition est passible pour chaque contravention, en sus des frais, d'une amende n'excédant pas cinquante dollars et il peut en outre être tenu, sur l'ordre de la commission, de rembourser l'ouvrier du triple de tout montant ainsi retenu, reçu ou perçu.

Exonération de l'ouvrier.

8. Aucun honoraire ni aucune dépense pour l'assistance médicale prévue par la présente loi ne peut être réclamé d'un ouvrier qui subit un accident au sens de la présente loi, et nulle action à cette fin n'est reçue par aucune cour de justice.

Dispositions pour assurer l'assistance médicale.

9. Si un employeur a pris ou prend les mesures nécessaires, relativement à l'industrie qu'il exploite, pour fournir à ses ouvriers une assistance médicale qui soit, de l'avis de la commission, au moins équivalente à celle prévue par le présent article, la commission, après enquête et prenant en considération le désir des ouvriers et de l'employeur, peut approuver les dispositions prises à cette fin. Ces dispositions, ainsi approuvées, peuvent être mises à effet aussi longtemps que cette approbation n'a pas été révoquée et elles tiennent lieu de l'assistance médicale ci-dessus prévue. Dans le cas d'une industrie mentionnée à la cédule I, l'employeur qui fournit cette assistance médicale a droit à tels remboursements par le fonds d'accident ou à telles réductions de sa cotisation que la commission croit justes.

Services de premiers secours.

10. La commission peut ordonner que l'employeur, dans les industries où la chose lui paraît utile, maintienne au désir de la commission un service de premiers secours avec appareils, pièces et médicaments appropriés; et elle peut rendre toute décision qu'elle juge opportune relativement aux dépenses à encourir à cette fin.

Transport des accidentés.

11. Lorsqu'il est nécessaire, l'employeur d'un ouvrier qui a subi un accident à son emploi doit immédiatement et à ses frais,

for any amount larger than that so fixed shall lie before any court.

(7) Subject to the following provisions, it shall not be lawful for any employer, directly or indirectly, to retain, receive or collect from any workman any contribution toward the fees or expense of medical aid, and every employer contravening this provision shall for every such contravention be liable, in addition to the costs, to a fine not exceeding fifty dollars, and shall also be liable, upon the order of the Commission, to reimburse the workman treble the amount of any sum so retained, received, or collected.

Contributions forbidden.

(8) No fees or expense of medical aid provided for by this act may be claimed from a workman who has suffered an accident within the meaning of this act and no action for same shall lie before any court of justice.

Workman not liable for fees.

(9) Where any employer has now or hereafter established, in connection with any industry carried on by him, an arrangement for furnishing medical aid to his workmen which, in the opinion of the Commission, is at least as favourable to the workmen as that provided for in this section, the Commission, after investigating the facts and considering the wishes of both workmen and employer, may approve such arrangement. As long as such approval remains unrevoked such arrangement may be continued in lieu of the medical aid herein provided for. If the industry is in Schedule I the employer who furnishes such medical aid shall be entitled to such reimbursement out of the accident fund or to such reduction in his rate of assessment as the Commission shall deem just.

Arrangement for medical aid.

(10) The Commission may order that employers, in any industries where it may deem it proper, maintain, as may be directed by the Commission, a first aid service, with suitable appliances, articles and medicines; and the Commission may make such order respecting the expense thereof as it may deem expedient.

First aid service.

(11) Every employer shall at his own expense furnish to any workman injured in his employ, who is in need of it, im-

Transportation of injured workman.



le faire transporter soit à l'hôpital, soit chez le médecin ou soit à la résidence de cet ouvrier; et tout employeur qui néglige d'agir ainsi est tenu, sur l'ordre de la commission, de payer le coût de ce transport fait à la demande de l'ouvrier, à celle de toute personne pour lui ou sur l'ordre de la commission.

Soins additionnels.

12. Si, outre l'assistance médicale qui doit être fournie gratuitement à l'ouvrier ou relativement à telle assistance médicale, il est suggéré de lui fournir des soins additionnels, la commission décide de l'opportunité et de l'étendue de la contribution de l'ouvrier au coût de ces soins additionnels ou de la légalité de cette contribution de la part de l'ouvrier. S. R. 1941, c. 160, a. 48; 7 Geo. VI, c. 27, a. 3.

Rapports par le médecin, etc.

49. Le médecin, le chirurgien ou le représentant d'un hôpital qui a traité un ouvrier ou en a pris soin ou a été consulté à son sujet et l'expert qui l'a examiné à la demande de la commission doivent faire rapport à cette dernière, de leurs constatations, traitements et recommandations, dans les six jours du premier traitement, de la consultation ou de l'examen; ils doivent également fournir à la commission, sans frais, les rapports qu'elle leur demande relativement à cet ouvrier; et à défaut de faire ces rapports, chacun d'eux perd le droit de recouvrer le coût de ses services. S. R. 1941, c. 160, a. 49; 11-12 Eliz. II, c. 41, a. 8; 12-13 Eliz. II, c. 44, a. 7.

Privilège.

50. Les rapports faits à la commission par un médecin, un praticien ou un expert, sont confidentiels et privilégiés et, à ce titre, ne peuvent donner lieu à une réclamation en dommages.

Communication de rapport.

La commission doit communiquer au médecin traitant de l'accidenté ou au médecin de l'employeur tout rapport médical relatif à l'accident, si l'accidenté ou, selon le cas, l'employeur le demande. S. R. 1941, c. 160, a. 50; 11-12 Eliz. II, c. 41, a. 9.

mediate conveyance and transportation to a hospital, or to a physician, or to the workman's home; and any employer failing so to do shall be liable, by order of the Commission, to pay for such conveyance and transportation as may be procured by the workman or by anyone for him, or as may be provided by the Commission.

(12) Where, in conjunction with or apart from the medical aid to which a workman is to be entitled free of charge, further care is proposed to be given him, the Commission shall determine the expediency and extent of any contribution from the workman towards the cost of such additional care or the legality of such contribution from the workman. R. S. 1941, c. 160, s. 48; 7 Geo. VI, c. 27, s. 3.

Further medical care.

49. A physician, surgeon or hospital official who has attended or had the care of or been consulted respecting a workman or the expert who has examined him at the request of the Commission shall report to it, his findings, treatments and recommendations, within six days of the first treatment, consultation or examination; he shall also furnish to the Commission, without charge, such reports as the Commission may require of him in respect of such workman; and, failing the making of such reports, such physician, surgeon, official or expert shall lose the right to recover the cost of his services. R. S. 1941, c. 160, s. 49; 11-12 Eliz. II, c. 41, s. 8; 12-13 Eliz. II, c. 44, s. 7.

Reports by physician, etc.

50. The reports to the Commission made by a physician, practitioner or expert, shall be confidential and privileged and, as such, cannot give rise to a claim for damages.

Reports to be privileged.

The Commission shall communicate to the physician attending the injured person or to the employer's physician, any medical report relating to the accident, if the injured person or the employer, as the case may be, so requires. R. S. 1941, c. 160, s. 50; 11-12 Eliz. II, c. 41, s. 9.

Communication of report.

## SECTION V

### DE LA RÉHABILITATION

Dépenses autorisées

51. La commission peut prendre les mesures nécessaires et faire les dépenses

## DIVISION V

### REHABILITATION

51. To aid in getting injured workmen back to work and assist in their

Expenses authorized.



qu'elle croit opportunes ou convenables pour faciliter aux blessés la reprise du travail, contribuer à leur réhabilitation, atténuer ou faire disparaître toute incapacité résultant de leurs lésions. Les dépenses encourues à cette fin sont payées, dans le cas d'accident survenu dans une industrie mentionnée dans la cédule I, par le fonds d'accident et, dans le cas d'accident survenu dans une industrie mentionnée dans la cédule n, par l'employeur personnellement.

Cotisation.

Le montant des dépenses encourues pour les fins ci-dessus est prélevé de la manière prévue pour les cotisations ou pour les frais d'administration. S. R. 1941, c. 160, a. 51; 8-9 Eliz. II, c. 6, a. 4; 11-12 Eliz. II, c. 41, a. 10.

rehabilitation and lessening or removing any handicap resulting from their injuries, the Commission may take such measures and make such expenditures as it may deem necessary or expedient. The expense thereof shall be borne, in the case of an accident in an industry mentioned in Schedule I, by the accident fund, and, in the case of an industry mentioned in Schedule II, by the employer individually.

The amount of the expenses incurred for the above purposes shall be levied and collected in the same manner as the assessment or expenses of administration. R. S. 1941, c. 160, s. 51; 8-9 Eliz. II, c. 6, s. 4; 11-12 Eliz. II, c. 41, s. 10.

Assessment.

## SECTION VI

### DE LA COMMISSION

Constitution de la commission.

52. 1. Il est établi une commission appelée « Commission des accidents du travail de Québec » ou « Quebec Workmen's Compensation Commission », constituée en corporation revêtue de tous les droits et pouvoirs appartenant en général aux corporations, ayant son siège social en la cité de Québec, et composée de cinq membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Président et vice-président.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne l'un d'eux, choisi parmi les juges de district, pour remplir la fonction de président de la commission et un autre pour remplir celle de vice-président. Il détermine le traitement de chacun des membres de la commission.

Traitement minimum.

Toutefois, les traitements du président, du vice-président et des autres membres de la commission ne doivent, dans aucun cas, être inférieurs à ceux qui étaient payés pour l'exercice de chacune de ces fonctions respectivement à la date du quinze décembre 1958.

Vice-président.

Le vice-président remplit les devoirs du président et exerce ses pouvoirs en cas d'absence, de maladie, d'incapacité d'agir, ou de vacance.

Secrétaire.

3. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, durant bon plaisir, au trai-

## DIVISION VI

### COMPENSATION COMMISSION

52. (1) A Commission is established, called "Quebec Workmen's Compensation Commission" or *Commission des accidents du travail de Québec*, as a corporation, vested with all the rights and powers generally belonging to corporations, having its corporate seat in the city of Quebec, and composed of five members, appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

Established.

(2) The Lieutenant-Governor in Council shall appoint one of them, chosen from among the district judges, to fill the office of president of the commission and another to fill the office of vice-president. He shall fix the salary of each of the members of the commission.

President and vice-president.

However, the salaries of the president, the vice-president and the other members of the Commission shall in no case be less than those being paid for the exercise of each of such offices respectively on the fifteenth of December, 1958.

Minimum salary.

The vice-president shall perform the duties and exercise the powers of the president in the case of the absence, illness or inability to act of the latter or a vacancy in the office of president.

Vice-president.

(3) The Lieutenant-Governor in Council may appoint, during pleasure, at such

Secretary.

tement qu'il détermine, un secrétaire à la commission.

Traitements.

4. Les traitements des commissaires et celui du secrétaire sont à la charge du fonds d'accident. S. R. 1941, c. 160, a. 52; 9 Geo. VI, c. 42, a. 1; 10 Geo. VI, c. 35, a. 1; 13 Geo. VI, c. 53, a. 1; 3-4 Eliz. II, c. 37, a. 1; 5-6 Eliz. II, c. 49, a. 1; 5-6 Eliz. II, c. 62, a. 1; 7-8 Eliz. II, c. 37, a. 4; 8-9 Eliz. II, c. 36, a. 4.

salary as he may fix, a secretary to the Commission.

(4) The salaries of the commissioners and that of the secretary shall be borne by the accident fund. R. S. 1941, c. 160, s. 52; 9 Geo. VI, c. 42, s. 1; 10 Geo. VI, c. 35, s. 1; 13 Geo. VI, c. 53, s. 1; 3-4 Eliz. II, c. 37, s. 1; 5-6 Eliz. II, c. 49, s. 1; 5-6 Eliz. II, c. 62, s. 1; 7-8 Eliz. II, c. 37, s. 4; 8-9 Eliz. II, c. 36, s. 4.

Pension aux membres de la commission.

53. 1. À tout membre de la commission

*a)* qui, après avoir rempli ses fonctions comme tel pendant au moins dix ans, donne sa démission ou est mis à sa retraite ou devient incapable de les exercer à raison de maladie ou d'infirmité corporelle, le lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder une pension annuelle de sept mille dollars;

*b)* qui, après avoir rempli ses fonctions comme tel pendant au moins six ans, donne sa démission ou est mis à sa retraite ou devient incapable de les exercer à raison de maladie ou d'infirmité corporelle, le lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder une pension annuelle de six mille dollars.

Pension aux veuves.

2. À compter du décès d'un membre de la commission,

*a)* une pension annuelle de deux mille cinq cents dollars est payée à sa veuve, si le commissaire, lors de son décès, recevait ou avait droit de recevoir une pension en vertu du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1;

*b)* une pension annuelle de deux mille dollars est payée à sa veuve, si le commissaire, lors de son décès, recevait ou avait droit de recevoir une pension en vertu du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1.

Paiement.

3. Les pensions accordées en vertu des paragraphes 1 et 2 sont à la charge du fonds d'accident et sont payées, par mensualités égales et consécutives et à terme échu, la vie durant du pensionnaire et, quant à la veuve, pendant viduité. S. R. 1941, c. 160, aa. 52*a*, 52*b* et 52*c*; 5-6 Eliz. II, c. 62, a. 2.

Devoirs.

54. Les commissaires et le secrétaire doivent s'occuper exclusivement du tra-

53. (1) To each member of the commission

*(a)* who, after holding office as such for at least ten years, resigns or is superannuated or becomes unable to perform his duties by reason of illness or bodily infirmity, the Lieutenant-Governor in Council may grant an annual pension of seven thousand dollars;

*(b)* who, after holding office as such for at least six years, resigns or is superannuated or becomes unable to perform his duties by reason of illness or bodily infirmity, the Lieutenant-Governor in Council may grant an annual pension of six thousand dollars.

(2) From and after the death of a member of the commission,

*(a)* an annual pension of two thousand five hundred dollars shall be paid to his widow if the commissioner, at the time of his death, was receiving or was entitled to receive a pension under paragraph *a* of subsection 1;

*(b)* an annual pension of two thousand dollars shall be paid to his widow if the commissioner, at the time of his death, was receiving or was entitled to receive a pension under paragraph *b* of subsection 1.

(3) The pensions granted under subsections 1 and 2 shall be charged to the accident fund and shall be paid in equal and consecutive monthly instalments, but not in advance, during the pensioner's lifetime and in the case of a widow, so long as she remains a widow. R. S. 1941, c. 160, ss. 52*a*, 52*b* and 52*c*; 5-6 Eliz. II, c. 62, s. 2.

54. The commissioners and the secretary shall attend exclusively to the work

vail de la commission et des devoirs de leur office; ils ne doivent exercer aucun autre emploi, commerce, industrie ou profession. S. R. 1941, c. 160, a. 53.

of the Commission and to the duties of their office; they shall not engage in any other employment, trade, industry or profession. R. S. 1941, c. 160, s. 53.

Remplacement temporaire.

55. 1. En cas de décès d'un commissaire ou d'incapacité d'agir de sa part par suite de maladie, d'absence de la province ou de quelque autre cause, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer une personne pour agir temporairement à sa place et peut fixer sa rémunération; la personne ainsi nommée à tous les pouvoirs et remplit tous les devoirs d'un membre de la commission.

55. (1) In the case of the death of a commissioner, or of his inability to act from illness, absence from the province, or any other cause, the Lieutenant-Governor in Council may appoint a person to act temporarily in his stead and may fix his remuneration; the person so appointed shall have all the powers and perform all the duties of a commissioner. Temporary appointment.

Tenure.

2. Les commissaires nommés en vertu de la présente loi ou de toute loi antérieure ou postérieure ont toujours exercé et exercent leurs fonctions durant bon plaisir.

(2) The commissioners appointed under this act or under any prior or subsequent act have always exercised and shall exercise their functions during pleasure. Tenure of office.

Perpétuité.

3. La commission n'est pas dissoute par la mort ou la démission d'un, de plusieurs ou de tous ses membres. S. R. 1941, c. 160, aa. 54 et 56; 4-5 Eliz. II, c. 12, a. 1.

(3) The Commission shall not be dissolved by reason of the death or withdrawal of one or more or all of its members. R. S. 1941, c. 160, ss. 54 and 56; 4-5 Eliz. II, c. 12, s. 1. Perpetuity.

Décisions.

56. Le quorum de la commission est de trois membres et elle décide à la majorité des voix. S'il y a partage des voix, le président a un vote prépondérant. Cependant l'opinion du président prévaut en toute question qui, de son avis, est une question de droit. S. R. 141, c. 160, a. 55; 13 Geo. VI, c. 53, a. 2.

56. The quorum of the Commission shall be three members and it shall decide by a majority of votes. In the case of an equality of votes, the president shall have a casting-vote. Nevertheless, the opinion of the president shall prevail in any question which he shall deem to be a question of law. R. S. 1941, c. 160, s. 55; 13 Geo. VI, c. 53, s. 2. Decisions.

Séances.

57. 1. Les séances de la commission sont tenues au siège social ou dans n'importe quel endroit de la province, à tel temps qu'elle juge à propos, et les commissaires conduisent leurs procédures de la manière qui leur semble la plus convenable à l'accomplissement de leurs devoirs et la prompte expédition des affaires.

57. (1) The sittings of the Commission shall be held at the corporate seat or in any place in the Province, at any time it may deem expedient, and the commissioners shall conduct their proceedings in such manner as they may deem most convenient for the proper discharge of their duties and speedy despatch of business. Sittings.

Local.

2. Lorsque la commission, ou l'un de ses membres, ou une personne déléguée par elle, fait enquête au chef-lieu d'un district judiciaire, le shérif est tenu de fournir un local pour la tenue de cette enquête.

(2) When the Commission, or a commissioner, or any person delegated by it, holds an inquiry at the chief-place of a judicial district, the sheriff shall supply premises for the holding of such inquiry. Premises.

Idem.

3. Lorsqu'une enquête a lieu dans une localité où il existe une cour de magistrat, le greffier de cette cour est tenu de permettre à la commission, ou au commis-

(3) When an inquiry is held in a place where there is a Magistrate's Court, the clerk of such court shall allow the Commission, or the commissioner or delegate

saire, ou au délégué de la commission, l'usage du local destiné à la cour de magistrat, à moins que la cour n'y soit alors tenue. S. R. 1941, c. 160, a. 57.

of the Commission, the use of the premises intended for the Magistrate's Court, unless the court is then sitting therein. R. S. 1941, c. 160, s. 57.

Personnel. 58. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer durant bon plaisir un assistant-secrétaire, un chef du service médical et les auditeurs, actuaires, comptables, inspecteurs, experts médicaux, autres officiers, commis et employés qu'il croit nécessaires pour l'application de la présente loi, définir leurs devoirs et fixer leur traitement. S. R. 1941, c. 160, a. 58.

58. The Lieutenant-Governor in Council may appoint during pleasure an assistant-secretary, a chief medical officer, and such auditors, actuaries, accountants, inspectors, medical experts, other officers, clerks and employees, as he may deem necessary for the carrying out of this act, prescribe their duties and fix their salaries. R. S. 1941, c. 160, s. 58. Personnel.

Jurisdiction. 59. 1. Sous la réserve des dispositions de l'article 64, la commission a juridiction exclusive pour examiner, entendre et décider toute affaire et question touchant la présente loi et disposer de toutes autres affaires ou choses au sujet desquelles un pouvoir, une autorité ou une discrétion lui sont conférés.

59. (1) Subject to the provisions of section 64, the Commission shall have exclusive jurisdiction to examine into, hear and determine all matters and questions arising under this act and to dispose of any other matter or thing in respect of which any power, authority or discretion is conferred upon the Commission. Jurisdiction.

Aucun recours. Aucun recours par voie de *certiorari*, de prohibition, d'injonction ou de *mandamus* ne peut être exercé contre les procédures et les décisions de la commission, ni contre la Cour supérieure ou l'un de ses juges homologuant lesdites décisions.

No remedies. No proceedings by means of *certiorari*, prohibition, injunction or *mandamus* can be exercised against the proceedings and decisions of the Commission or against the Superior Court or any judge thereof homologating such decisions.

Jurisdiction spéciale. 2. Sans limiter la généralité des dispositions du paragraphe précédent, la commission a juridiction exclusive pour décider:

(2) Without limiting the generality of the provisions of the preceding subsection 1, the Commission shall have exclusive jurisdiction to determine: Special jurisdiction.

a) Si une industrie, ou une partie, un département ou une succursale d'une industrie doit être compris dans la cédule I, et dans quelle classe;

(a) Whether any industry or any part, branch or department of any industry falls within Schedule I, and, if so, in what class;

b) Si une industrie, une partie, un département ou une succursale d'une industrie doit être compris dans la cédule II, et dans quelle classe;

(b) Whether any industry or any part, branch or department of any industry falls within Schedule II, and, if so, in what class;

c) Si une partie d'une telle industrie doit être considérée au sens de la présente loi comme un département, une succursale ou une partie d'une industrie.

(c) Whether any part of any such industry constitutes a part, branch or department of an industry within the meaning of this act.

Revision. 3. La commission peut en tout temps, relativement aux matières qui sont de sa juridiction, reconsidérer une question décidée par elle, rescinder, amender ou changer ses décisions et ses ordonnances.

(3) The Commission may, at any time, with respect to matters within its jurisdiction, reconsider any question decided by it, and rescind, amend or alter its decisions and orders. Power to reconsider.

Discretion. 4. La commission rend ses décisions suivant l'équité, d'après le mérite réel et la justice du cas, et elle n'est pas tenue de suivre les règles ordinaires de la preuve en matière civile; elle peut, par tous les

(4) The Commission shall render its decisions according to equity and upon the real merits and justice of the case, and shall not be bound to follow the ordinary rules of evidence in civil matters; Discretion.

moyens légaux qu'elle juge les meilleurs, s'enquérir des matières qui lui sont attribuées. Ses décisions doivent être motivées.

it may, by all legal means which it deems best, inquire into the matters the investigation whereof is attributed to it. Its decisions shall state the grounds on which they are based.

Immu-  
nité.

5. Les commissaires jouissent de la même immunité et des mêmes privilèges que les juges de la Cour supérieure, pour tout acte fait ou omis dans l'exécution de leurs devoirs. S. R. 1941, c. 160, a. 59; 11-12 Eliz. II, c. 41, a. 11.

(5) The commissioners shall enjoy the same immunity and the same privileges as are conferred upon judges of the Superior Court, for any act done or omitted in the execution of their duties. R. S. 1941, c. 160, s. 59; 11-12 Eliz. II, c. 41, s. 11.

Immu-  
nity.

Témoins.

60. 1. Pour l'assignation et l'examen d'une partie et des témoins, pour la production et l'examen des pièces et des documents, de même que pour le maintien de l'ordre pendant une audience, la commission et les personnes nommées par elle à cette fin ont, lorsqu'elles procèdent à une enquête en vertu des dispositions de la présente loi ou à un examen en vertu de l'article 85, les mêmes pouvoirs que la Cour supérieure.

60. (1) As regards the summoning and examining of the parties and witnesses, the examining and filing of exhibits and documents, as well as the maintenance of order during a hearing, the Commission and the persons appointed for the purpose by the Commission, conducting an investigation under this act or an examination under section 85, shall have the same powers as the Superior Court.

Witnesses.

Contra-  
vention.

2. Toute personne qui, sans raison valable, entrave l'enquête ou l'examen, ou refuse ou fait défaut de se soumettre à une ordonnance légitime de la commission ou de la personne faisant cette enquête ou examen, se rend coupable de contravention et devient passible, pour chaque offense, en sus des frais, d'une amende n'excédant pas cinq cents dollars. L'amende peut être imposée derechef jusqu'à ce qu'il ait été obéi à l'ordonnance ou à l'injonction de la commission ou de la personne procédant à l'enquête. S. R. 1941, c. 160, a. 60.

(2) Every person who, without valid reason, obstructs an investigation or examination, or refuses or neglects to submit to a lawful order of the Commission or of the person holding such investigation or examination, shall be guilty of an offence and be liable, for each offence, in addition to costs, to a fine not exceeding five hundred dollars. Such fine may be repeatedly imposed until the order or injunction of the Commission or of the person holding the investigation has been obeyed. R. S. 1941, c. 160, s. 60.

Offences.

Authen-  
ticité de  
copies.

61. Les copies ou extraits d'une ordonnance ou d'un règlement de la commission, d'une entrée dans ses livres ou registres et de tous documents qui sont produits, certifiés par le secrétaire ou l'assistant-secrétaire, doivent être considérés et acceptés par les cours de justice comme documents authentiques faisant preuve *prima facie* de leur contenu. S. R. 1941, c. 160, a. 61.

61. Every copy or extract from an order or a regulation of the Commission, from an entry in its books or registers and of any document filed with it, certified by the secretary or assistant-secretary, shall be deemed and received in any court of justice as authentic documents constituting *prima facie* evidence of their contents. R. S. 1941, c. 160, s. 61.

Authen-  
ticity of  
copies.

Frais.

62. Dans le cas de contestation concernant une réclamation pour compensation ou d'une autre affaire quelconque, la commission peut adjuger à la partie qui réussit le montant de frais qu'elle croit

62. In the case of a contested claim for compensation or of any other contested matter, the Commission may award such amount of costs as it may deem reasonable to the successful party, and its decision

Costs.



raisonnable, et sa décision pour le paiement par un employeur de la somme ainsi adjugée, déposée au bureau du prothonotaire de la Cour supérieure du district de Québec et homologuée en la manière prescrite par l'article 64, devient un jugement final et sans appel de ladite cour et est exécutoire en conséquence. S. R. 1941, c. 160, a. 62.

for the payment by an employer of any sum so awarded, when filed in the office of the prothonotary of the Superior Court of the district of Quebec and homologated in the manner provided by section 64, shall become a final judgment, without appeal, of the said court and may be enforced accordingly. R. S. 1941, c. 160, s. 62.

Enquêtes. 63. 1. La commission peut, après enquête, ou sur le rapport d'un commissaire, d'un officier ou de toute autre personne qu'elle peut déléguer pour faire une enquête, adopter les conclusions qu'elle croit justes et rendre une décision en conséquence.

**63.** (1) The Commission, after inquiry, or upon the report of a commissioner, officer or other person delegated by it to make the inquiry, may adopt such conclusions as it may deem just and render a decision accordingly.

Délégués.

2. Toute personne déléguée par la commission pour faire une enquête a, pour les fins de cette enquête, les pouvoirs qui sont conférés à la commission par l'article 60. S. R. 1941, c. 160, a. 63.

(2) Every person delegated by the Commission to make an inquiry shall, for the purposes of the inquiry, have the powers conferred upon the Commission by section 60. R. S. 1941, c. 160, s. 63.

Homologation des décisions.

64. 1. Sur dépôt, au bureau du prothonotaire de la Cour supérieure du district de Québec, d'une copie authentique d'une décision de la commission, la cour peut, sur requête sommaire de la commission ou de toute partie intéressée, homologuer avec dépens contre le débiteur, la décision, laquelle devient exécutoire comme tout autre jugement. Durant les vacances judiciaires ou hors de terme, le juge de la Cour supérieure a la même juridiction que la cour pour les fins du présent article.

**64.** (1) Upon the depositing in the office of the prothonotary of the Superior Court of the district of Quebec of an authentic copy of a decision of the Commission, the Court may, upon a summary petition of the Commission or of any interested party, homologate with costs against the debtor the decision, which shall become executory as any other judgment. During the judicial holidays or out of term, the judge of the Superior Court shall have the same jurisdiction as the Court for the purposes of this section.

Signification.

La requête pour homologation doit être signifiée à la partie contre qui la décision a été rendue, de la même manière et avec le même délai qu'un bref d'assignation ordinaire en Cour supérieure.

The petition for homologation shall be served upon the party against whom the decision was rendered, in the same manner and with the same delay as an ordinary writ of summons in the Superior Court.

Renvoi pour audition.

Si, dans ce délai, l'intimé produit une comparution accompagnée d'un affidavit attestant que de bonne foi il a une contestation à offrir, la requête, sur demande à cet effet, est renvoyée pour audition et adjudication à la Cour supérieure du district de son domicile ou de sa place d'affaires.

Whenever, within such delay, the respondent files an appearance accompanied by an affidavit establishing that he has a *bona fide* contestation to offer, the petition, on application to that effect, shall be referred for hearing and adjudication to the Superior Court of the district of his domicile or place of business.

Exécution.

2. La décision de la commission est exécutoire quinze jours après la date à laquelle elle a été homologuée.

(2) The decision of the Commission shall be executory fifteen days after the day on which it was homologated.

Jugement final.

3. Les jugements homologuant les décisions de la commission sont définitifs et

(3) Judgments homologating decisions of the Commission shall be final and with-

sans appel. S. R. 1941, c. 160, a. 64; 8-9 Eliz. II, c. 6, a. 5.

out appeal. R. S. 1941, c. 160, s. 64; 8-9 Eliz. II, c. 6, s. 5.

Compé-  
tence.

65. L'ouvrier qui désire faire homologuer une décision rendue en sa faveur peut s'adresser à la Cour supérieure du district de son domicile. S. R. 1941, c. 160, a. 65.

65. The workman who desires the homologation of a decision rendered in his favour may apply to the Superior Court of the district wherein he has his domicile. R. S. 1941, c. 160, s. 65.

Applica-  
tion to  
Superior  
Court.

Règle-  
ments.

66. 1. La commission peut adopter, modifier ou abroger les règlements qu'elle juge nécessaires à la mise à exécution de la présente loi et pour pourvoir aux cas qui n'y sont pas spécialement prévus. Une copie certifiée de chaque règlement doit être transmise immédiatement au secrétaire de la province, et le lieutenant-gouverneur en conseil peut désavouer tout règlement dans le mois qui suit la date de sa réception.

66. (1) The Commission may make, amend or repeal such regulations as it may deem necessary for carrying out the provisions of this act and to meet cases not specially provided for therein. A certified copy of every regulation so made shall be transmitted forthwith to the Provincial Secretary and any regulation may, within one month after it has been received, be disallowed by the Lieutenant-Governor in Council.

Regula-  
tions.

Disallow-  
ance.

Entrée en  
vigueur.

2. Tout règlement approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil est en vigueur immédiatement après cette approbation ou à la date fixée par celui-ci. Tout règlement qui n'a pas été désavoué est en vigueur à l'expiration de la période de temps fixée pour le désaveu. Les règlements de la commission sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec* aussitôt après leur entrée en vigueur.

(2) Every regulation which is approved by the Lieutenant-Governor in Council shall immediately after approval or on the day named by him become effective. After the period for disallowance has expired every other regulation which has not been disallowed shall become effective. Every regulation of the Commission, which has become effective, shall be forthwith published in the *Quebec Official Gazette*.

Coming  
into force.

Publica-  
tion.

Contra-  
vention.

3. Toute personne qui contrevient à un règlement de la commission ou à un règlement d'une association formée en vertu des dispositions de l'article 110 approuvé et ratifié conformément audit article, est passible pour chaque contravention, en sus des frais, d'une amende n'excédant pas cinquante dollars, mais aucune poursuite ne peut être intentée en recouvrement de cette amende sans la permission de la commission. S. R. 1941, c. 160, a. 66.

(3) Every person who contravenes any regulation of the Commission or any rule of an association formed as provided by section 110 which has been approved and ratified in conformity with that section shall, for each contravention, be liable, in addition to costs, to a fine not exceeding fifty dollars, but no suit for the recovery of such fine shall be taken without leave of the Commission. R. S. 1941, c. 160, s. 66.

Offence.

Suit.

Vérifica-  
tion.

67. Les livres et les comptes de la commission sont vérifiés par l'auditeur de la province ou par un auditeur nommé à cette fin par le lieutenant-gouverneur en conseil, et dans ce dernier cas, le salaire ou la rémunération de l'auditeur est payé par la commission. S. R. 1941, c. 160, a. 67.

67. The books and accounts of the Commission shall be audited by the Provincial Auditor or by an auditor appointed by the Lieutenant-Governor in Council for that purpose, and, in such latter case, the salary or remuneration of the auditor shall be paid by the Commission. R. S. 1941, c. 160, s. 67.

Audit.

Rapport  
annuel.

68. 1. La commission doit, le ou avant le dernier jour de mars de chaque année, faire au lieutenant-gouverneur en con-

68. (1) The Commission shall on or before the last day of March in each year make a report to the Lieutenant-

Annual  
report.

seil un rapport de ses opérations pendant le cours de l'année finissant le 31 décembre précédent, et ce rapport doit contenir tous les détails que le lieutenant-gouverneur en conseil peut prescrire.

Governor in Council of its transactions during the year finishing on the preceding 31st day of December, and such report shall contain such particulars as the Lieutenant-Governor in Council may prescribe.

Production.

2. Ce rapport est immédiatement déposé devant l'Assemblée législative si elle est alors en session, et si elle n'est pas alors en session dans les quinze jours après l'ouverture de la session suivante. S. R. 1941, c. 160, a. 68; 12-13 Eliz. II, c. 44, a. 8.

(2) Every such report shall be forthwith laid before the Legislative Assembly if the Assembly is then in session, and, if it is not then in session, within fifteen days after the opening of the next session. R. S. 1941, c. 160, s. 68; 12-13 Eliz. II, c. 44, s. 8.

Laying of report.

Examen par le surintendant des assurances.

69. Le surintendant des assurances ou un officier du service des assurances nommé par lui à cette fin, doit, une fois par année, et chaque fois qu'il en est requis par le lieutenant-gouverneur en conseil, examiner les livres et les opérations de la commission pour s'assurer de la suffisance du fonds d'accident, et il doit faire rapport au lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1941, c. 160, a. 69.

69. The Superintendent of Insurance or an officer of the Insurance Branch named by him for that purpose shall, once in each year and whenever so required by the Lieutenant-Governor in Council, examine the books and affairs of the Commission for the purpose of determining as to the sufficiency of the accident fund and shall report thereon to the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1941, c. 160, s. 69.

Examination by Superintendent of Insurance.

Restriction.

70. La présente loi s'applique seulement aux industries mentionnées dans les cédules I et II et aux emplois dans ces industries, sujet aux dispositions de l'article 113. S. R. 1941, c. 160, a. 70.

70. This act shall apply only to industries mentioned in Schedules I and II and to employment in such industries, subject to the provisions of section 113. R. S. 1941, c. 160, s. 70.

Restriction.

Cédules.

71. Les cédules I, II et III de la présente loi et leurs modifications font partie de la présente loi et continuent d'en faire partie aussi longtemps qu'elles n'ont pas été abrogées par les règlements de la commission. S. R. 1941, c. 160, a. 71.

71. Schedules I, II and III of this act and their amendments shall form part of this act and shall continue so to do until repealed by the regulations of the Commission. R. S. 1941, c. 160, s. 71.

Schedules.

## SECTION VII

### DE LA CONTRIBUTION DE LA PROVINCE

Contribution de la province.

72. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des finances à payer annuellement à la commission, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas cent mille dollars, à titre de contribution à ses dépenses. S. R. 1941, c. 160, a. 72.

### CONTRIBUTION BY THE PROVINCE

72. To assist in defraying the expenses of the Commission, the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Finance to pay to the Commission, out of the consolidated revenue fund, an annual sum not exceeding one hundred thousand dollars. R. S. 1941, c. 160, s. 72.

Provincial grant.

## SECTION VIII

### DU FONDS D'ACCIDENT

Établissement de fonds.

73. 1. Un fonds d'accident est établi provenant des contributions versées en la

## DIVISION VIII

### ACCIDENT FUND

73. (1) An accident fund shall be provided by contributions to be made, in

Creation of fund.

manière ci-après prescrite par les employeurs des classes ou groupes d'industries compris dans la cédule I. Les compensations dues en raison des accidents survenus dans une industrie faisant partie de ces classes ou groupes sont payées à même ce fonds d'accident.

Interprétation.

2. Aucune des industries mentionnées dans la cédule II ne forme partie ni ne sera censée faire partie des classes mentionnées dans la cédule I quelle que soit la généralité des termes employés dans la description de ces classes, à moins que la commission, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente loi, ne l'ait spécialement ajoutée à la cédule I. S. R. 1941, c. 160, a. 73.

Avances sur fonds consolidé.

74. Si la commission n'a pas les fonds nécessaires pour payer les compensations ou les dépenses prévues par la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, chaque fois que la commission lui en fait la demande, autoriser le ministre des finances à lui avancer à même le fonds consolidé du revenu les sommes requises.

Remboursement.

Les sommes ainsi avancées sont remboursées au ministre des finances par la commission et sont versées au fonds consolidé du revenu. S. R. 1941, c. 160, a. 74.

Suffisance du fonds.

75. Il est du devoir de la commission, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil n'en ordonne autrement, de maintenir le fonds d'accident de sorte que, avec le fonds de réserve, mais à l'exclusion de la réserve spéciale, il soit continuellement suffisant pour faire face à toutes les compensations imputables à ce fonds, au fur et à mesure de leur échéance, et de manière qu'ultérieurement les employeurs ne soient pas obérés à raison des paiements à faire concernant les accidents arrivés auparavant. S. R. 1941, c. 160, a. 75.

Fonds de réserve.

76. 1. Sauf le cas prévu par l'article 96, la commission n'est pas tenue de constituer et de maintenir un fonds de réserve en tout temps égal au capital représentatif des paiements de la compensation à échoir dans les années à venir, à moins qu'elle ne soit d'avis d'en agir

the manner hereinafter prescribed, by the employers in the classes or groups of industries included in Schedule I. The compensation payable in respect of accidents which happen in any industry included in any of such classes or groups shall be paid out of the accident fund.

Interpretation.

(2) Notwithstanding the generality of the description of the classes included in Schedule I, none of the industries included in Schedule II shall form part of or be deemed to be included in any of such classes unless it is specially added to Schedule I by the Commission under the authority conferred by this act. R. S. 1941, c. 160, s. 73.

74. If the Commission has not the necessary funds to pay the compensation or the expenses provided for by this act, the Lieutenant-Governor in Council, whenever requested so to do by the Commission, may authorize the Minister of Finance to advance to it, out of the consolidated revenue fund, the sums required.

Advance out of consolidated fund.

The sums so advanced shall be reimbursed to the Minister of Finance by the Commission and shall be paid into the consolidated revenue fund. R. S. 1941, c. 160, s. 74.

Reimbursement.

75. It shall be the duty of the Commission, unless the Lieutenant-Governor in Council order otherwise, to maintain the accident fund so that with the reserves, exclusive of the special reserve, it shall always be sufficient to meet all the payments to be made out of the fund in respect of compensation as they become payable, and so as not unduly to burden the employers in future years with payments to be made in respect of accidents which have previously happened. R. S. 1941, c. 160, s. 75.

Sufficiency of fund.

76. (1) Subject to section 96, it shall not be obligatory upon the Commission to provide and maintain a reserve fund which shall at all times be equal to the capitalized value of the payments of compensation which will become due in future years, unless the Commission shall be of

Reserve fund.

ainsi pour se conformer aux dispositions de l'article 75.

Variations.

2. Il n'est pas nécessaire que le fonds de réserve soit uniforme pour toutes les classes d'industries, mais, sujet aux dispositions des articles 75 et 96, la commission peut établir un fonds de réserve variant d'une classe à l'autre. S. R. 1941, c. 160, a. 76.

Modification de la classification.

77. 1. La commission peut:

a) Modifier la classification des industries mentionnées dans la cédule I; supprimer une industrie d'une classe quelconque et la transférer, en tout ou en partie, dans une autre classe, en former une classe spéciale ou la soustraire à l'opération de la présente loi;

b) Établir d'autres classes d'industries comprenant toute industrie faisant actuellement partie de la cédule II ou qui n'est pas comprise dans une des classes de la cédule I;

c) Ajouter à l'une quelconque des classes de la cédule I toute industrie qui n'y est pas mentionnée ou qui est mentionnée à la cédule II.

Subdivisions.

2. La commission peut, s'il lui est démontré que le risque encouru par les ouvriers dans une industrie comprise dans une classe quelconque est moindre que le risque encouru dans une autre ou dans d'autres industries de la même classe, ou si elle le juge à propos pour toute autre raison, subdiviser cette classe en sous-classes et, dans ce cas, fixer les pourcentages ou proportions attribuables à l'employeur de chaque sous-classe comme contribution au fonds d'accident.

Comptes séparés.

3. Des comptes séparés sont tenus indiquant le montant perçu et le montant dépensé dans chaque classe et sous-classe d'industries; mais, pour les fins du paiement de la compensation, le fonds d'accident demeure indivisible.

Cotisations additionnelles au cas de négligence.

4. Lorsque la commission croit que les accidents dans une industrie sont en partie dus au fait que l'on a négligé de prendre les mesures nécessaires pour les prévenir, ou lorsqu'elle est d'avis que les conditions du travail, les machines ou appareils dans cette industrie sont défectueux ou insuffisants, elle peut, aussi longtemps qu'elle constate que cet état

the opinion that it is necessary to do so in order to comply with the provisions of section 75.

(2) It shall not be necessary that the reserve fund shall be uniform as to all classes of industries, but, subject to sections 75 and 96, the Commission may provide a different reserve fund for each class. R. S. 1941, c. 160, s. 76.

Varying.

77. (1) The Commission may:

(a) Alter the classification of industries included in Schedule I, and withdraw from any class any industry included in it and transfer it wholly or partly to any other class, or form it into a separate class, or exclude it from the operation of this act;

Re-arrangement of classification.

(b) Establish other classes including any of the industries which are for the time being included in Schedule II, or are not included in any of the classes in Schedule I;

(c) Add to any class included in Schedule I, any industry which is not mentioned therein or is mentioned in Schedule II.

(2) The Commission may, if convinced that the hazard to workmen in any of the industries embraced in a class is less than that in another or other industries of the same class or, where for any other reason it deems proper to do so, subdivide the class into sub-classes and, if that is done, shall fix the percentages or proportions of the contributions to the accident fund payable by the employers in each sub-class.

Subdivisions.

(3) Separate accounts shall be kept of the amounts collected and expended in respect of every class and sub-class, but for the purpose of paying compensation the accident fund shall be indivisible.

Separate accounts.

(4) Where the Commission deems that the accidents in any industry are partly due to not taking the proper precautions for their prevention, or where, in the opinion of the Commission, the machinery or appliances in any industry are defective or insufficient, the Commission may, so long as such condition, in its opinion, continues to exist, add to the amount of

Additional assessment in case of negligence.



de choses se continue, ajouter au montant de la contribution au fonds d'accident de l'employeur qui exploite cette industrie tel pourcentage qu'elle estime juste et en prélever le montant de cet employeur. La commission peut encore, à sa discrétion, exclure cette industrie de la classe dans laquelle elle est comprise et l'ajouter aux industries de la cédule II et, alors, l'employeur qui exploite cette industrie est tenu de payer personnellement la compensation à laquelle ses ouvriers ou leurs dépendants peuvent avoir droit.

the contribution to the accident fund of the employer who carries on such industry such a percentage as it may deem just and levy the amount upon such employer. The Commission may, moreover, exclude, at its discretion, such industry from the class in which it is included and add it to the industries in Schedule II and, thereupon, the employer who carries on such industry shall be individually liable to pay the compensation to which his workmen or their dependants may be entitled.

Transfert  
à la cédule  
n.

Transfer  
to  
schedule  
II.

Emploi  
des coti-  
sations  
addition-  
nelles.

5. Le pourcentage additionnel prélevé et perçu en vertu du paragraphe 4 ci-dessus est, à la discrétion de la commission, ajouté au fonds d'accident ou appliqué en déduction de la contribution des autres employeurs de la classe ou sous-classe d'industries à laquelle appartient l'employeur de qui ce pourcentage est perçu. S. R. 1941, c. 160, a. 77; 12-13 Eliz. II, c. 44, a. 9.

(5) Any additional percentage levied and collected under the preceding subsection 4 shall, in the discretion of the Commission, be added to the accident fund or applied in reduction of the contribution of the other employers in the class or subclass of industries to which the employer from whom it is collected belongs. R. S. 1941, c. 160, s. 77; 12-13 Eliz. II, c. 44, s. 9.

Applica-  
tion of  
additional  
percent-  
age.

Exclu-  
sion de  
certaines  
indus-  
tries.

78. 1. La commission peut, dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article précédent, retrancher d'une classe les industries qui n'emploient ordinairement pas plus qu'un nombre déterminé d'ouvriers et elle peut ensuite les ajouter à la classe ou aux classes d'industries dont elles ont été retranchées. Les industries ainsi retranchées d'une classe ne sont plus considérées comme comprises dans la cédule I, mais ce retrait n'implique pas qu'elles sont retranchées de la cédule II.

78. (1) The Commission, in the exercise of the powers conferred by the next preceding section, may withdraw or exclude from a class industries in which not more than a stated number of workmen are usually employed and may afterwards add them to the class or classes of industries from which they have been withdrawn. Any industry so withdrawn from a class shall not thereafter be deemed to be included in Schedule I, but such withdrawal shall not mean that it is excluded from Schedule II.

With-  
drawing  
small in-  
dustries.

Option.

2. Quand une industrie a été retranchée d'une classe en vertu du paragraphe précédent l'employeur de cette industrie peut opter pour que son industrie soit remise dans la classe à laquelle elle aurait appartenu si le retrait n'avait pas eu lieu; et, à compter de ce moment, cet employeur devient membre de cette classe et comme tel il est tenu de contribuer au fonds d'accident et son industrie est considérée comme faisant partie de la cédule I.

(2) Where an industry is withdrawn from a class under the authority of subsection 1, an employer in such industry may elect that his industry be included in the class to which, but for the withdrawal, it would have belonged; and, thereupon, such employer shall be a member of that class and as such liable to contribute to the accident fund, and his industry shall be deemed to be embraced in Schedule I.

Election.

Avis.

3. Avis de l'option faite en vertu du paragraphe précédent doit être donné par écrit au secrétaire de la commission et les compensations pour les accidents qui surviennent après le jour de la réception de

(3) Notice of the election under the foregoing subsection shall be given to the secretary of the Commission, in writing, and compensation for accidents happening after the date of the receipt of such notice

Notice.

cet avis sont payées à même le fonds d'accident. S. R. 1941, c. 160, a. 78. (\*)

shall be paid out of the accident fund. R. S. 1941, c. 160, s. 78. (\*)

Transport  
d'indus-  
trie.

79. La Commission peut, lorsqu'une industrie a été transportée de la cédule n à la cédule i, mettre à la charge du fonds d'accident les obligations découlant d'accidents survenus avant ce transport, moyennant la remise, par l'employeur ou son assureur, d'une réserve établie d'après les dispositions législatives en vigueur lors de chacun de ces accidents. S. R. 1941, c. 160, a. 79a; 11-12 Eliz. II, c. 41, a. 13.

79. When an industry has been transferred from Schedule II to Schedule I, the Commission may charge to the accident fund the obligations resulting from accidents which happened before such transfer, upon remittance by the employer or his insurer of a reserve established in accordance with the legislative provisions in force at the time of each such accident. R. S. 1941, c. 160, s. 79a; 11-12 Eliz. II, c. 41, s. 13.

Addition  
à la  
cédule I.

80. 1. La commission peut, à la demande d'un employeur, ajouter à la cédule I, pour telle période de temps et à telles conditions qu'elle détermine, une industrie quelconque, une partie d'industrie, un département de travail, ou un service que cet employeur exploite.

80. (1) The Commission may, upon the application of an employer, add to Schedule I, for such time and upon such conditions as the Commission may determine, any industry or part of an industry, or department of work or service, of such employer.

Addition  
à la cédule II.

2. La commission peut également, à la demande d'un employeur, ajouter à la cédule II, pour telle période de temps et à telles conditions qu'elle détermine, une industrie quelconque, une partie d'industrie, un département de travail, ou un service, non compris dans la cédule i que cet employeur exploite. S. R. 1941, c. 160, a. 80.

(2) The Commission may likewise, upon the application of an employer, add to Schedule II, for such time and upon such conditions as it may determine, any industry or part of an industry, or department of work or service, of such employer, not in Schedule I. R. S. 1941, c. 160, s. 80.

Entrée en  
vigueur  
des règle-  
ments.

81. Les règlements faits ou les décisions prises par la commission en vertu des sous-paragraphes a, b et c du paragraphe 1 de l'article 77 doivent être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil et entrent en vigueur le trentième jour après leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1941, c. 160, a. 81; 12-13 Eliz. II, c. 44, a. 10.

81. The regulations made or decisions rendered by the Commission under the authority of sub-paragraphs a, b and c of subsection 1 of section 77 require approval by the Lieutenant-Governor in Council and shall come into force on the thirtieth day after their publication in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1941, c. 160, s. 81; 12-13 Eliz. II, c. 44, a. 10.

## SECTION IX

### DES DÉCLARATIONS DES EMPLOYEURS

État des  
salaires  
payés.

82. 1. L'employeur doit chaque année, le ou avant le jour fixé par les règlements de la commission et à toute autre époque qu'elle peut déterminer par une décision ou un règlement, préparer et transmettre à la commission un état

(\*) En vertu des articles 12 et 19 de la loi 11-12 Elizabeth II, chapitre 41, l'article 78 peut être abrogé par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

## DIVISION IX

### STATEMENTS TO BE FURNISHED BY EMPLOYERS

82. (1) Every employer shall yearly, on or before the date prescribed by the regulations of the Commission, and at such other time as it may determine by decision or regulation, prepare and transmit to the Commission a statement of

(\*) Under sections 12 and 19 of the act 11-12 Elizabeth II, Chapter 41, section 78 may be repealed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

démontrant les salaires gagnés par tous ses employés pendant les douze mois qui ont précédé la date déterminée par la commission ou au cours d'une partie de ces douze mois indiquée par elle, avec un état du montant des salaires qu'il prévoit devoir payer pendant l'année courante, ou au cours de cette partie de l'année indiquée par la commission, et tous autres renseignements additionnels demandés par la commission.

the amount of the wages earned by all his employees during the twelve months preceding the date fixed by the Commission or any part thereof specified by the Commission and of the amount which he estimates he will expend for wages during the then current year or any part thereof specified by the Commission, and such additional information as the Commission may require.

Attestation.

L'exactitude de cet état est attestée par un affidavit ou une déclaration solennelle donné par l'employeur ou son gérant, ou si l'employeur est une corporation, par un de ses officiers ayant une connaissance personnelle des matières qui en font l'objet.

The correctness of such statement shall be attested by affidavit or by the solemn declaration of the employer or his manager or, where the employer is a corporation, by an officer of the corporation having a personal knowledge of the matters to which the statement relates.

Attestation.

Comptes de salaires.

2. Pour les fins de la présente loi tout employeur doit tenir, suivant la forme ordinaire et avec tous les détails requis, un état précis et exact de tous les salaires payés à ses employés; cet état doit être constamment gardé dans la province et communiqué, sur demande, à la commission ou à ses employés.

(2) For the purposes of this act, every employer shall keep, in the usual form and with all the details required, a careful and accurate account of all wages paid to his employees; and such account shall be constantly kept within the Province and shall be produced to the Commission and its officers when so required.

Accounts of wages.

États distincts.

3. Lorsque l'entreprise de l'employeur comprend plusieurs genres d'affaires ou plusieurs classes d'industries, la commission peut exiger de cet employeur des états distincts pour chaque genre d'affaires ou pour chaque classe d'industries, et ces états doivent être faits, vérifiés et transmis conformément au paragraphe 1 du présent article.

(3) Where the business of the employer embraces more than one branch of business or class of industry, the Commission may require separate statements from such employer for each branch or class of industry, and such statements shall be made, verified, and transmitted as provided by subsection 1 of this section.

Separate statements.

Montant établi par la commission.

4. Si l'employeur ne fait pas et ne transmet pas à la commission l'état ci-dessus prescrit dans le temps requis, la commission peut établir le montant probable de la liste des salaires de cet employeur pour les fins de toute cotisation ordinaire ou supplémentaire, et l'employeur est imposé et cotisé en conséquence. Si par la suite il est établi que la liste des salaires de cet employeur a excédé le montant fixé par la commission, cet employeur doit payer à la commission la différence entre le montant imposé et cotisé et le montant qui aurait dû l'être d'après la liste réelle des salaires.

(4) If the employer does not make and transmit to the Commission the prescribed statement within the prescribed time, the Commission may base any ordinary or supplementary assessment on such sum as in its opinion is the probable amount of the pay-roll of the employer, and the employer shall be charged and assessed accordingly. If it is afterwards ascertained that the employer's pay-roll has exceeded the amount fixed by the Commission, such employer shall pay to the Commission the difference between the amount for which he was assessed and the amount for which he would have been assessed on the basis of his actual pay-roll.

Amount filed by Commission.

Contra-vention.

5. L'employeur qui ne se conforme pas aux prescriptions des paragraphes 1, 2 ou 3 ci-dessus, ou qui fait ou produit, en vue de se conformer à ces prescriptions,

(5) The employer, who does not comply with the provisions of subsection 1, subsection 2, or subsection 3 above, or who, with a view to conforming thereto, makes

Offences.

une déclaration fausse ou inexacte, se rend passible pour chaque infraction et pour chaque fausse déclaration, en sus des frais, d'une amende n'excédant pas cinq cents dollars; et la commission peut de plus, si l'employeur ne produit pas l'état prescrit ou tarde de le produire, ou s'il produit un estimé insuffisant des salaires qu'il doit payer à ses ouvriers, condamner cet employeur à payer, selon le cas, une cotisation additionnelle ou des intérêts dont elle fixe le montant. S. R. 1941, c. 160, a. 82.

or files a false or inaccurate statement, shall be liable, for every such non-compliance and for every such false statement, in addition to the costs, to a fine not exceeding five hundred dollars; and the Commission may furthermore, if the employer fails or delays in furnishing such statement or furnishes an insufficient statement of the wages he has to pay to his workmen, condemn the employer to pay, as the case may be, an additional amount of assessment or interest, as fixed by the Commission. R. S. 1941, c. 160, s. 82.

Affichage  
d'un cer-  
tificate.

83. Tout employeur qui exploite une industrie soumise aux dispositions de la présente loi doit obtenir de la commission et afficher dans son établissement à un endroit visible où tous ses ouvriers ont accès, un certificat établissant qu'il a fait et fourni à la commission les états et rapports prescrits par l'article 82.

**83.** Every employer who carries on an industry subject to the authority of this act, shall obtain from the Commission and post up in his establishment, in a conspicuous place to which all his workmen have access, a certificate to the effect that he has made and furnished to the Commission the statements and reports required by section 82. Posting  
up of  
certifi-  
cate.

Contra-  
vention.

À défaut d'obtenir et d'afficher ainsi ce certificat, l'employeur est passible, en sus des frais, d'une amende n'excédant pas cinquante dollars pour chaque jour de retard. S. R. 1941, c. 160, a. 83.

In default of so obtaining and posting up such certificate, the employer shall be liable, in addition to costs, to a fine not exceeding fifty dollars for each day's delay. R. S. 1941, c. 160, s. 83. Penalty.

Rapport  
annuel  
des mu-  
nicipa-  
lités.

84. 1. Le greffier ou le secrétaire-trésorier de toute municipalité, sauf celle de comté, doit, chaque année, le ou avant le jour où l'avis public est donné annonçant que le rôle général de perception a été complété et déposé, faire à la commission sur les formules qu'elle fournit un rapport donnant les noms, l'adresse, le genre d'affaires de chaque employeur qui exploite, dans la municipalité, une industrie visée par la présente loi, ainsi que le nombre ordinaire des employés de ce dernier.

**84.** (1) The clerk or secretary-treasurer of every municipality, except county municipalities, shall yearly, on or before the day on which the public notice is given that the general collection roll is completed and deposited, make a return to the Commission upon forms provided by it showing the names, address, nature of business and usual number of employees of each employer carrying on, in the municipality, any industry within the meaning of this act. Annual  
return by  
municipi-  
alities.

Avis de  
permis de  
construc-  
tion.

2. Dans les six jours qui suivent l'émission d'un permis de construction par ou pour une corporation municipale, l'officier chargé d'octroyer ces permis est tenu d'en donner avis à la commission avec tels autres renseignements qu'elle exige.

(2) Within six days after the issue of a building permit by or on behalf of a municipal corporation, the officer in charge of the giving of such permits shall notify the Commission thereof with such other information as it may require. Notifica-  
tion of  
building  
permits.

Rémuné-  
ration.

3. La commission peut, à même le fonds d'accident, accorder et payer une rémunération pour le rapport et l'avis ci-dessus.

(3) The Commission may make remuneration for the above return and notification, out of the accident fund. Payment  
therefor.

Contra-  
vention.

4. Tout officier municipal qui refuse ou néglige de faire à la commission le rapport prescrit par le paragraphe 1 du présent article ou de lui donner l'avis et les ren-

(4) The officer of a municipality who refuses or neglects to make the return to the Commission, required by subsection 1 of this section, or to give it the notice and Penalty.

seignements prescrits par le paragraphe 2 ci-dessus, se rend passible dans chaque cas, en sus des frais, d'une amende n'excédant pas dix dollars.

Exonération.

5. La commission peut toutefois, lorsqu'elle le juge à propos, libérer la partie défaillante de l'amende encourue et des frais, par une décision dont les tribunaux sont tenus de prendre acte. S. R. 1941, c. 160, a. 84.

Examen des livres.

85. La commission, l'un de ses membres et tout officier ou toute personne autorisée par elle à cette fin, ont droit d'examiner les livres et la comptabilité de tout employeur et de faire telle enquête que la commission juge nécessaire aux fins, soit de vérifier si un rapport qui lui a été fourni en vertu de l'article 82 est un état fidèle des matières qu'il doit contenir, soit de s'assurer du montant exact du rôle de la liste des salaires de l'employeur, soit de constater si une industrie ou une personne est assujettie à la présente loi et si elle doit être classée dans la cédule I ou dans la cédule II. S. R. 1941, c. 160, a. 85.

État inexact.

86. 1. Si un état est déclaré inexact, la cotisation est faite d'après le véritable montant de la liste des salaires telle qu'établie par cet examen ou par cette enquête; et, si l'employeur a été cotisé sur la base de la liste des salaires indiquée dans son état, il doit payer à la commission la différence entre le montant pour lequel il a été cotisé et celui pour lequel il aurait dû l'être si le montant exact de la liste des salaires avait été déclaré, et il est en outre tenu de payer à titre d'amende, une somme égale à cette différence.

Remise de l'amende.

2. Si la commission est convaincue que l'état n'a pas été faussé intentionnellement et que l'employeur désire sincèrement soumettre un état exact, elle peut faire remise de l'amende ou d'une partie de l'amende encourue par cet employeur en vertu du paragraphe précédent. S. R. 1941, c. 160, a. 86.

Inspection.

87. 1. La commission, l'un de ses membres, et tout officier ou toute personne autorisés par elle à cette fin, ont

information prescribed by subsection 2 above, shall be liable in each case, in addition to costs, to a fine not exceeding ten dollars.

(5) The Commission may, however, when it deems proper, liberate the party in fault from the fine incurred and the costs, by a decision which the courts shall be bound to recognize. R. S. 1941, c. 160, s. 84.

Waiver.

85. The Commission, any member of it, and any officer or person authorized by it for that purpose, shall have the right to examine the books and accounts of any employer and to make such other inquiry as the Commission may deem necessary for the purpose of ascertaining whether any statement furnished to it under the provisions of section 82 is an accurate statement of the matters which are required to be stated therein, or of ascertaining the amount of the pay-roll of any employer, or of ascertaining whether any industry or person is under the operation of this act and whether he or it should be classed in Schedule I or Schedule II. R. S. 1941, c. 160, s. 85.

Examination of books.

86. (1) If a statement is found to be inaccurate, the assessment shall be made on the true amount of the pay-roll as ascertained by such examination or inquiry; and if an assessment has been made against the employer on the basis of his pay-roll being as shown by the statement, the employer shall pay to the Commission the difference between the amount for which he was assessed and the amount for which he would have been assessed if the exact amount of the pay-roll had been stated, and in addition, by way of penalty, a sum equal to such difference.

Inaccurate statement.

(2) The Commission, if satisfied that the inaccuracy of the statement was not intentional and that the employer honestly desired to furnish an accurate statement, may remit the fine or part of the fine incurred by such employer provided by the preceding subsection. R. S. 1941, c. 160, s. 86.

Remission.

87. (1) The Commission, any member of it, and any officer or person authorized by it for that purpose, shall have the right

Inspection.



droit d'entrer à toute heure raisonnable dans rétablissement, les dépendances ou toute partie de l'établissement de tout employeur qui est tenu de contribuer au fonds d'accident, pour s'assurer que les conditions du travail, les outils, machines ou appareils en usage sont exempts de danger et suffisants, que toutes les précautions nécessaires ont été prises pour prévenir les accidents dont les ouvriers employés dans cette industrie pourraient être victimes et qu'on y emploie et utilise les appareils de sûreté prescrits par la loi, ou pour toutes autres fins que la commission peut juger nécessaires pour déterminer la proportion dans laquelle cet employeur doit contribuer au fonds d'accident.

Contra-  
vention.

2. Tout employeur ou toute personne qui empêche, entrave ou refuse cette inspection, est passible, en sus des frais, d'une amende n'excédant pas cinq cents dollars. S. R. 1941, c. 160, a. 87.

Secret.

88. 1. L'officier de la commission et la personne autorisée à faire une enquête en vertu de la présente loi ne doivent divulguer ou permettre de divulguer, excepté dans l'exercice de leurs fonctions ou avec l'autorisation de la commission ou d'un tribunal, aucune information obtenue ou portée à leur connaissance au cours de cette inspection ou de cette enquête ou relativement à ces inspection ou enquête.

Contra-  
vention.

2. Toute personne qui contrevient à une des dispositions du paragraphe 1 du présent article est passible, en sus des frais, d'une amende n'excédant pas cinquante dollars. S. R. 1941, c. 160, a. 88.

#### SECTION X

##### DES COTISATIONS

Fixation  
de la coti-  
sation.

89. 1. La commission doit, chaque année, cotiser les employeurs de chaque classe d'industries et prélever d'eux tel pourcentage de la liste des salaires ou telle autre contribution, ou telle somme déterminée, estimés suffisants, en tenant compte du surplus ou du déficit de la classe cotisée:

at all reasonable hours to enter into the establishment and the premises connected with it and every part of it, of any employer who is liable to contribute to the accident fund, for the purpose of ascertaining whether the working conditions, tools, machinery or appliances therein are safe and sufficient and whether all necessary precautions are taken for the prevention of accidents to the workmen employed in such industry and whether the safety appliances prescribed by law are used and employed therein, or for any other purpose which the Commission may deem necessary for the purpose of determining the proportion in which such employer should contribute to the accident fund.

(2) An employer and every other person who obstructs or hinders the making of such inspection, or refuses to permit it to be made, shall be liable to a fine not exceeding five hundred dollars, in addition to the costs. R. S. 1941, c. 160, s. 87.

88. (1) No officer of the Commission and no person authorized to make an inquiry under this act shall divulge or allow to be divulged, except in the performance of his duties or with the authorization of the Commission or of a court, any information obtained by him or which has come to his knowledge in making or in connection with such inspection or inquiry.

(2) Every person who contravenes any of the provisions of subsection 1 of this section shall be liable to a fine not exceeding fifty dollars, in addition to the costs. R. S. 1941, c. 160, s. 88.

#### DIVISION X

##### ASSESSMENTS

89. (1) The Commission shall, in every year, assess and levy upon the employers in each class of industry such percentage of the pay-roll, or such other contribution or such specific sum, deemed sufficient, allowing for any surplus or deficit in the class assessed:

Assess-  
ments:

Compensations;	a) Pour payer la compensation de l'année courante à raison de tout accident qui survient aux ouvriers employés dans les industries de telle classe;	(a) To pay the compensation for the current year in respect of injuries to workmen employed in the industries within such class;	For compensation;
Dépenses;	b) Pour rencontrer et payer les dépenses encourues par la commission dans l'administration de la présente loi, au cours de ladite année, ou telle proportion des dépenses à laquelle il n'aura pas été autrement pourvu;	(b) To provide for and pay the expenses of the Commission in the administration of this act for that year, or so much of such expenses as may not be otherwise provided for;	For administration;
Fonds de réserve.	c) Pour maintenir un fonds de réserve estimé suffisant par la commission pour rencontrer les compensations à échoir, relativement aux réclamations pour accidents survenus dans cette classe au cours de l'année et éviter ainsi que les employeurs ne soient plus tard injustement obérés par les paiements à faire par suite d'accidents survenus antérieurement.	(c) To maintain a reserve fund, deemed sufficient by the Commission to pay the compensation payable in future, in respect of claims for accidents in that class happening in that year and to thus prevent the employers from being unfairly burdened later on with payments to be made in respect of accidents which have happened previously.	For reserve fund.
Entrepreneurs.	2. Lorsque l'employeur est un entrepreneur ou un sous-entrepreneur, la commission peut, lorsqu'elle le croit opportun, établir le pourcentage de la cotisation de cet employeur sur le prix convenu pour les travaux exécutés par lui au lieu de l'établir d'après sa liste des salaires.	(2) Where the employer is a contractor or sub-contractor, the Commission, if it deem proper, may determine the percentage of the assessment of such employer on the price agreed upon for the work done by him instead of on his pay-roll.	Contractor.
Entreprises diverses.	3. Si l'employeur exploite à la fois, soit directement, soit par l'entremise d'un entrepreneur ou d'un sous-entrepreneur, plusieurs industries sujettes à des taux différents, la commission peut déterminer la proportion de la liste soumise qui doit être considérée comme frais généraux et cotiser ces frais généraux proportionnellement entre toutes les industries exploitées.	(3) If the employer carries on at the same time, either directly or through a contractor or a sub-contractor, several industries subject to different rates, the Commission may determine the proportion of the pay-roll submitted which shall be considered as general costs and assess such general costs proportionally among all the industries carried on.	Several industries.
Cotisations provisoires.	4. Si la commission le croit opportun, ces cotisations peuvent être imposées provisoirement d'après l'évaluation de la liste des salaires fournie par l'employeur, ou d'après une évaluation faite par la commission, sauf rajustement du montant exact après que la liste des salaires a été vérifiée; et ces cotisations, à la discrétion de la commission, peuvent être acquittées par paiements différés. S. R. 1941, c. 160, a. 89.	(4) Such assessments may, if the Commission sees fit, be levied provisionally upon the estimate of pay-roll given by the employer, or upon an estimate fixed by the Commission and, after the actual pay-roll has been ascertained, adjusted to the correct amount; and the payment of assessments may, if the Commission deems fit, be divided into instalments. R. S. 1941, c. 160, s. 89.	Provisional assessments.
Salaires excédant \$2,000.	90. 1. Quand la cotisation est déterminée d'après la liste des salaires de l'employeur et que cette liste indique le salaire ou les gages d'un ouvrier payé sur une base supérieure à cinq mille dollars par année, l'excédent est déduit du montant de la liste et la cotisation est déter-	90. (1) Where the assessment is based on the pay-roll of the employer and there is included in it the wages or salary of a workman who has been paid more than at the rate of five thousand dollars per annum, the excess shall be deducted from the amount of the pay-roll and the assess-	Salary exceeding \$2,000.

minée d'après le montant de la liste ainsi réduite.

Variation  
de la cota-  
sation.

2. Il n'est pas nécessaire que la cotisation prélevée sur les employeurs d'une classe ou sous-classe d'industries soit uniforme pour tous ces employeurs, mais elle peut varier pour chaque industrie comprise dans une même classe ou sous-classe en raison des dangers inhérents à cette industrie.

Mérite.

3. Il peut être établi un système de cotisation basé sur le mérite ou le démérite si la commission le juge opportun. S. R. 1941, c. 160, a. 90; 11 Geo. VI, c. 51, a. 4; 15-16 Geo. VI, c. 34, a. 4; 3-4 Eliz. II, c. 8 a. 5; 8-9 Eliz. II, c. 6, a. 6.

ment shall be based on the amount of it as so reduced.

(2) It shall not be necessary that the assessment upon the employers in a class or sub-class of industries shall be uniform, but they may vary for each industry included in the same class or sub-class in relation to the hazard of such industry.

Varying  
assess-  
ments.

(3) A system of merit or demerit rating for assessing may, if the Commission deem proper, be adopted. R. S. 1941, c. 160, s. 90; 11 Geo. VI, c. 51, s. 4; 15-16 Geo. VI, c. 34, s. 4; 3-4 Eliz. II, c. 8, s. 5; 8-9 Eliz. II, c. 6, s. 6.

Merit  
rating.

Paiement  
de la cota-  
sation.

91. 1. La commission doit déterminer le pourcentage, le taux ou la somme imposés à chaque employeur en vertu des dispositions des articles 89 et 90, ou le montant de son imposition provisoire, et l'employeur doit payer à la commission le montant de cette imposition provisoire ou de sa cotisation dans le mois ou à telle autre époque que la commission peut fixer, à compter de l'avis de cotisation spécifiant le montant à payer. Lorsque le paiement peut être fait en plusieurs versements, l'employeur doit payer le premier versement dans le délai ci-dessus indiqué et le versement ou les versements subséquents à l'époque ou aux époques indiquées dans l'avis.

Avis.

2. L'avis peut être expédié à l'employeur par la poste et il est sensé lui avoir été donné le jour où il a été déposé à la poste.

Paiement  
addi-  
tionnel.

3. S'il est constaté qu'un état ou une évaluation de la liste des salaires servant de base à une cotisation ou à une imposition provisoire est trop bas, l'employeur doit, sur demande, payer à la commission telle somme additionnelle fixée par elle pour rétablir le montant de la cotisation ou de l'imposition provisoire à son chiffre exact; et cet employeur peut être contraint au paiement de ladite somme de la manière prévue pour le paiement des cotisations. S. R. 1941, c. 160, a. 91.

91. (1) The Commission shall fix the percentage, rate or sum for which each employer is assessed under the provisions of the preceding two sections 89 and 90, or the provisional amount thereof, and such employer shall pay to the Commission the amount or provisional amount of his assessment within one month, or such other time as the Commission may fix, to run from the notice of the assessment and of the amount to be paid. Where payment is to be made by instalments, the employer shall pay the first instalment within the above-mentioned delay, and the remaining instalment or instalments at the time or times specified in such notice.

Pay-  
ment of  
assess-  
ment.

(2) The notice may be sent by post to the employer and shall be deemed to have been given to him on the day on which the notice was posted.

Notice.

(3) Wherever it appears that a statement or estimate of pay-roll, upon which an assessment or provisional amount of assessment is based, is too low, the employer shall upon demand pay to the Commission such additional sum, to be fixed by the Commission, as will bring the payment of assessment or provisional amount up to the proper amount; and the employer may be compelled to the payment of any such sum in the same manner as the payment of any assessment may be enforced. R. S. 1941, c. 160, s. 91.

Addi-  
tional  
pay-  
ment.

Cotisa-  
tion sup-  
plémentaire.

92. S'il est constaté que la somme réalisée au moyen d'une cotisation est insuffisante pour les fins pour lesquelles

92. If the amount realized from any assessment is insufficient for the purpose for which the assessment was made, the

Supple-  
mentary  
assess-  
ments.

elle est prélevée, la commission peut imposer une cotisation supplémentaire pour combler le déficit, et l'article 91 régit cette cotisation supplémentaire, mais la commission peut différer telle cotisation supplémentaire jusqu'à la prochaine cotisation annuelle et inclure alors dans cette cotisation annuelle le montant nécessaire pour combler ce déficit. S. R. 1941, c. 160, a. 92.

Commission may make supplementary assessments to make up the deficiency and section 91 shall apply to such supplementary assessments, but the Commission may defer such supplementary assessment until the next annual assessment is made and then include in such annual assessment the amount required to make up the deficiency. R. S. 1941, c. 160, s. 92.

Cotisation supplémentaire générale.

93. 1. Lorsque l'insuffisance du montant réalisé à la suite d'une cotisation dans une classe quelconque provient du défaut de certains employeurs de cette classe de payer leur part de cotisation, ou lorsqu'elle résulte d'un désastre quelconque ou d'autres circonstances qui, dans l'opinion de la commission, ont pour effet d'obérer injustement les employeurs de cette classe, le déficit ou la perte peut être comblé par une cotisation supplémentaire imposée sur les employeurs de toutes les classes, et les dispositions de l'article 91 régissent cette cotisation; mais la commission peut différer l'imposition de telle cotisation supplémentaire jusqu'à la prochaine cotisation annuelle et inclure alors dans cette cotisation annuelle le montant nécessaire pour combler ce déficit.

93. (1) Where any deficiency in the amount realized from any assessment in any class is caused by the failure of some of the employers in that class to pay their share of the assessment or by any disaster or other circumstance which, in the opinion of the Commission, would unfairly burden the employers in that class, the deficiency or loss may be made up by supplementary assessment upon the employers in all the classes and the provisions of section 91 shall apply to such assessment; but the Commission may defer such supplementary assessing until the next annual assessment and then include in such annual assessment, the amount necessary to make up the deficiency.

General supplementary assessment.

Fonds spécial.

2. La commission peut, si elle le juge à propos, ajouter à la cotisation imposée à une ou plusieurs classes ou à toutes les classes d'industries de la cédule I, un pourcentage ou un montant additionnel pour créer un fonds spécial qu'elle tient en réserve pour faire face aux pertes causées par un désastre ou par toutes autres circonstances qui, dans l'opinion de la commission, surchargeraient les employeurs d'aucune des classes.

(2) The Commission, where it deems proper, may add to the assessment for any class or classes or for all the classes of industries in Schedule I, a percentage or additional sum for the purpose of raising a special fund to be laid aside and used to meet the loss arising from any disaster or other circumstance which, in the opinion of the Commission, would unfairly burden the employers in any class.

Special fund.

Ouvrier antérieurement handicapé.

3. Si un ouvrier, handicapé par le fait d'un accident antérieur, d'une infirmité congénitale ou d'un état pathologique, est victime d'un accident du travail, la commission peut imputer à un fonds spécial une partie des dépenses et compensations relatives à cet accident.

(3) If a workman, handicapped as a result of a previous accident, a congenital infirmity or a pathological condition, is injured by reason of an accident arising out of or in the course of his work, the Commission may charge a part of the expenditure and compensation respecting such accident to a special fund.

Previously handicapped workman.

Augmentation de la cotisation.

4. La commission peut ajouter à la cotisation imposée à une ou plusieurs classes ou à toutes les classes d'industries de la cédule I, un pourcentage ou un montant additionnel pour constituer le fonds

(4) The Commission may add to the assessment for any class or classes or for all the classes of industries in Schedule I, a percentage or additional sum in order to establish the special fund contemplated

Addition to assessment.

spécial visé au paragraphe 3. S. R. 1941, c. 160, a. 93; 12-13 Eliz. II, c. 44, a. 11.

Déficit  
comblé.

94. 1. Si le déficit mentionné dans les articles 92 et 93 est comblé, en tout ou en partie, par l'employeur en défaut, le montant ainsi perçu est réparti parmi les autres employeurs proportionnellement à la somme payée par eux à la suite de la cotisation supplémentaire qui leur a été imposée pour combler le déficit, et il leur est crédité lors de la cotisation suivante.

Cotisa-  
tion  
omise.

2. L'employeur qui aurait dû être cotisé pour une année quelconque et qui ne l'a pas été, reste tenu de payer à la commission le montant pour lequel il aurait dû être cotisé, et il peut être contraint de faire ce paiement de la même manière que s'il s'agissait d'une cotisation.

Emploi.

3. Toute somme perçue d'un employeur en vertu du paragraphe 2 ci-dessus est portée au crédit des employeurs de la classe ou de la sous-classe d'industries que cet employeur exploite et déduite de la cotisation suivante. S. R. 1941, c. 160, a. 94.

Em-  
ploveur  
non  
libéré.

95. Lors même que le déficit provenant du défaut de paiement d'une cotisation ou de partie d'une cotisation a été comblé par une cotisation supplémentaire, l'employeur qui doit cette cotisation ou partie de cette cotisation demeure tenu de la payer à la commission. S. R. 1941, c. 160, a. 95.

Pouvoir  
du  
Lt.-gouv.  
d'ordon-  
ner cotisa-  
tion sup-  
plément-  
taire.

96. Lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil est d'opinion que le montant disponible dans le fonds d'accident, y compris les réserves mais à l'exclusion toutefois du fonds spécial, est devenu insuffisant pour faire les paiements des compensations au fur et à mesure qu'ils deviennent échus, et de manière à ne pas obérer injustement à l'avenir les employeurs d'une classe d'industries en particulier en mettant à leur charge des paiements qui sont dus à raison d'accidents ayant eu lieu les années précédentes, il peut requérir la commission de faire une cotisation supplémentaire pour la somme qui, dans son opinion, doit être ajoutée au fonds d'accident.

94. (1) If any deficiency mentioned in sections 92 and 93 is afterwards made good, wholly or partly, by the defaulting employer, the amount so received shall be apportioned between the other employers in the proportions in which the deficiency was made up by them by the payment of supplementary assessment upon them and shall be credited to them in making the next assessment.

Where  
deficiency  
made  
good.

(2) An employer liable to assessment, who is not assessed in any year, shall nevertheless be liable to pay to the Commission the amount for which he should have been assessed, and payment of that amount may be enforced in the same manner as the payment of an assessment.

Omitted  
assess-  
ment.

(3) Any sum collected from an employer under the above subsection 2 shall be credited to the employers in the class or subclass of industries to which such employer belonged and shall be deducted from the next assessment. R. S. 1941, c. 160, s. 94.

Applica-  
tion.

95. Notwithstanding that the deficiency arising from a default in the payment of the whole or part of any assessment has been made up by a supplementary assessment, a defaulting employer who owes such assessment or part thereof shall continue liable to pay the same to the Commission. R. S. 1941, c. 160, s. 95.

Employer  
continues  
liable.

96. Whenever the Lieutenant-Governor in Council is of the opinion that the available amount of the accident fund, with the reserves exclusive of the special reserve, is not sufficient to meet all the payments to be made in respect of compensation as they become payable, and so as not to unduly burden the employers in any class of industry in future years with payments which are to be made in respect of accidents which have happened in previous years, he may require the Commission to make a supplementary assessment of such sum as in his opinion is necessary to be added to the accident fund.

Lt.-Gov.  
in C. may  
require  
supple-  
mentary  
assets.



Imposition.

Sur cette réquisition, la commission procède immédiatement à faire une cotisation supplémentaire en la manière prévue par la présente loi pour les autres cotisations supplémentaires. S. R. 1941, c. 160, a. 96.

Augmentation des cotisations.

97. Afin de maintenir le fonds d'accident suivant les prescriptions de l'article 75, la commission peut de temps à autre et aussi souvent qu'elle le juge nécessaire, augmenter le montant de toutes les cotisations imposées aux employeurs et percevoir d'eux telles sommes qu'elle croit nécessaires à cette fin; et les sommes ainsi imposées et prélevées forment un fonds de réserve et sont placées conformément aux dispositions de l'article 981o du Code civil. S. R. 1941, c. 160, a. 97.

Amende pour retard.

98. Si une cotisation n'est pas payée au temps prescrit, l'employeur en défaut doit payer à titre d'amende tel pourcentage du montant impayé qui peut être prescrit par les règlements ou déterminé par la commission. S. R. 1941, c. 160, a. 98.

Responsabilité pour défaut.

99. 1. Tout employeur qui refuse ou néglige de faire et transmettre une liste des salaires, un rapport ou un autre état requis en vertu des dispositions des articles 82 et 102, ou qui refuse ou néglige de payer une cotisation ou une cotisation spéciale ou supplémentaire, ou le montant d'une cotisation provisoire, ou tout versement ou partie de telles cotisations, doit, en sus des pénalités et autres obligations auxquelles il peut être soumis, payer à la commission le montant entier ou le capital représentatif tel qu'établi par elle, de la compensation due et des frais encourus pour assistance médicale en raison d'un accident survenu à l'un de ses ouvriers pendant qu'il est ainsi en défaut. Cet employeur peut être contraint de payer ce montant de la même manière qu'il peut l'être pour le paiement d'une cotisation.

Exonération.

2. Lorsqu'elle est d'avis que ce défaut est excusable, la commission peut dans tous les cas exonérer cet employeur, soit d'une partie ou de toute responsabilité encourue par lui en vertu du présent article.

When such a requirement is made, the Commission shall forthwith make such supplementary assessment in the manner provided in this act for other supplementary assessments. R. S. 1941, c. 160, s. 96.

97. In order to maintain the accident fund as provided by section 75, the Commission may, from time to time and as often as it may deem it necessary, increase any sum to be assessed upon the employers and may collect from them such sums as may be deemed necessary for that purpose; and the sums so collected shall form a reserve fund and shall be invested in conformity with article 981o of the Civil Code. R. S. 1941, c. 160, s. 97.

98. If an assessment is not paid at the time when it becomes payable, the defaulting employer shall pay, as a penalty, such a percentage upon the amount unpaid as may be prescribed by the regulations or determined by the Commission. R. S. 1941, c. 160, s. 98.

99. (1) Any employer who refuses or neglects to make and transmit any payroll, return or other statement required to be furnished by him under the provisions of sections 82 and 102, or who refuses or neglects to pay any assessment or special or supplementary assessment, or the provisional amount of any assessment, or any instalment or part of such assessments, shall, in addition to any penalty and other liability to which he may be subject, pay to the Commission the full amount or capitalized value, as determined by it, of the compensation payable and of the costs incurred for medical aid in respect of any accident to a workman in his employ which happens during the period of such default. The employer may be compelled to pay such amount in the same manner as the payment of an assessment may be enforced.

(2) The Commission, if satisfied that such default was excusable, may in any case relieve such employer, in whole or in part, from liability under this section.

Infraction et peine.

3. Sans préjudice des dispositions des paragraphes ci-dessus tout employeur qui refuse ou néglige de payer, dans un délai d'un mois à compter de son échéance, une cotisation ou une cotisation spéciale ou supplémentaire, ou le montant d'une cotisation provisoire, ou tout versement ou partie de telles cotisations, et qui continue après ce délai, et pendant qu'il est encore en défaut, d'exploiter une industrie régie par la cédule 1, commet une infraction et se rend passible d'une amende de pas moins de vingt dollars et de pas plus de cent dollars par jour. S. R. 1941, c. 160, a. 99.

(3) Without prejudice to the provisions of the foregoing subsections, any employer who refuses or neglects to pay, within a delay of one month after its due date, any assessment or any special or supplementary assessment, or the amount of any provisional assessment, or any instalment or part of such assessments, and who continues after such delay, and while he is still in default, to carry on an industry governed by Schedule 1, commits an offence and shall be liable to a fine of not less than twenty dollars nor more than one hundred dollars per day. R. S. 1941, c. 160, s. 99. Offences.

Réception de la cotisation.

100. Lorsqu'il y a défaut de payer en tout ou en partie une cotisation quelconque ou une cotisation supplémentaire ou spéciale, la commission peut rendre une décision déclarant qu'une cotisation a été imposée et déterminant le montant dû sur cette cotisation, avec mention des noms et de l'adresse du débiteur. Cette décision devient exécutoire après avoir été homologuée conformément aux dispositions de l'article 64. S. R. 1941, c. 160, a. 100.

**100.** Where default is made in the payment of the whole or any part of any assessment, supplementary assessment, or special assessment, the Commission may render a decision declaring that the assessment was made and determining the amount remaining unpaid on account of it and giving the name and address of the person by whom it was payable. Such decision shall be executory after being homologated in conformity with the provisions of section 64. R. S. 1941, c. 160, s. 100. Collection of unpaid assessments.

Exécution.

101. Le jugement homologuant une décision de la commission rendue en vertu de l'article 100 peut être exécuté de la manière ordinaire. S. R. 1941, c. 160, a. 101.

**101.** The judgment homologating a decision of the Commission rendered under section 100 may be executed in the usual manner. R. S. 1941, c. 160, s. 101. Execution.

Industrie établie après imposition de cotisation.

102. 1. Lorsqu'une industrie mentionnée dans l'une des classes de la cédule I est établie ou commence ses opérations après qu'une cotisation a été faite, il est du devoir de l'employeur de notifier immédiatement ce fait à la commission, de lui fournir un état fait et vérifié en la forme prescrite par l'article 82, du montant probable de la liste des salaires pour le reste de l'année, et de payer à la commission une somme égale à celle à laquelle il aurait été tenu si son industrie avait été établie ou avait commencé ses opérations avant l'imposition de cette cotisation, ou telle partie de la cotisation que la commission peut juger raisonnable.

**102.** (1) Where an industry coming within any of the classes included in Schedule I is established or commenced after an assessment has been made, it shall be the duty of the employer forthwith to notify the Commission of the fact and to furnish the Commission with a statement, made and verified in the manner provided in section 82, giving the estimate of the probable amount of his pay-roll for the remainder of the year, and to pay to the Commission a sum equal to that for which he would have been liable if his industry had been established or commenced before such assessment was made, or so much thereof as the Commission may deem reasonable. Industries established after assessment made.

Recours.

2. La commission a les mêmes pouvoirs et a droit aux mêmes recours pour con-

(2) The Commission shall have the same powers and be entitled to the same remedies. Remedies.

traindre remployeur au paiement de la somme due en vertu du paragraphe 1 du présent article que ceux qu'elle possède ou auxquels elle a droit pour contraindre au paiement des cotisations.

Défaut. 3. L'employeur en défaut de se conformer aux prescriptions du paragraphe 1 ci-dessus devient passible des peines et responsabilités imposées par l'article 82. S. R. 1941, c. 160, a. 102.

Exploitation temporaire. **103.** 1. Lorsqu'un employeur exploite une des industries mentionnées dans la cédule i et qu'il n'a pas été cotisé pour cette industrie, la commission peut, si elle est d'avis que l'industrie ne doit être exploitée que temporairement, obliger l'employeur à lui payer ou à lui garantir le paiement d'une somme égale à la cotisation à laquelle il eût été tenu si l'industrie avait été en opération lors de la cotisation précédente.

Recours. 2. La commission a les mêmes pouvoirs et a droit aux mêmes recours pour contraindre l'employeur au paiement de cette somme que ceux qu'elle possède ou auxquels elle a droit pour contraindre au paiement des cotisations.

Contravention. 3. Un employeur qui refuse ou néglige de se conformer aux dispositions du paragraphe 1 du présent article se rend passible, en sus des frais, d'une amende n'excédant pas deux cents dollars et d'une amende additionnelle n'excédant pas vingt dollars par jour pour chaque jour pendant lequel il est en défaut. S. R. 1941, c. 160, a. 103.

Privilege des cotisations. **104.** 1. Le montant de toute cotisation ou compensation auquel peut être tenu l'employeur constitue une réclamation privilégiée sur tous les biens meubles et immeubles de cet employeur et du principal visé par le paragraphe 3 de l'article 10 de la présente loi, prenant rang immédiatement après les frais de justice sans enregistrement.

Capital. 2. Lorsque la compensation est payable par versements périodiques, ces versements sont convertis par la commission, pour les fins du présent article, en un capital représentatif des versements à échoir. S. R. 1941, c. 160, a. 104.

edies for enforcing payment of the sum payable by the employer under subsection 1 of this section as it possesses or is entitled to for enforcing payment of assessments.

(3) For default in complying with the provisions of the above subsection 1, the employer shall be liable to the same penalty and liability as provided by section 82. R. S. 1941, c. 160, s. 102. Default.

**103.** (1) Where an employer engages in any of the industries included in Schedule I and has not been assessed in respect of it, the Commission, if it is of opinion that the industry is to be carried on only temporarily, may require the employer to pay or to give security for the payment to the Commission of a sum equal to the assessment for which he would have been liable if the industry had been in operation when the next preceding assessment was made. Industries carried on temporarily.

(2) The Commission shall have the same powers and be entitled to the same remedies for enforcing payment from the employer of such sum as it possesses or is entitled to for enforcing payment of assessments. Remedies.

(3) An employer who refuses or neglects to comply with the provisions of subsection 1 of this section shall be liable, in addition to costs, to a fine not exceeding two hundred dollars, and an additional fine not exceeding twenty dollars per day for every day on which the default continues. R. S. 1941, c. 160, s. 103. Default.

**104.** (1) The amount of any assessment or compensation for which an employer is liable shall constitute a privileged claim on all the moveable and immoveable property of such employer and of the principal contemplated by subsection 3 of section 10 of this act, ranking immediately after law costs without registration. Privileged claim.

(2) When compensation is payable by periodical instalments, such instalments, for the purposes of this section, shall be converted by the Commission into a capital sum representing the instalments to become due. R. S. 1941, c. 160, s. 104. Conversion.

## SECTION XI

## DES MALADIES INDUSTRIELLES

## DIVISION XI

## INDUSTRIAL DISEASES

Compensation pour maladie industrielle.

105. 1. Lorsqu'une maladie industrielle rend un ouvrier incapable de gagner son salaire intégral à l'ouvrage auquel il était employé ou cause la mort de cet ouvrier, pourvu que telle maladie soit due à la nature du travail accompli dans un ou plusieurs emplois durant les douze mois qui ont précédé l'incapacité, l'ouvrier ou ses dépendants ont droit aux compensations prévues par la présente loi, comme si la maladie était une lésion corporelle provenant d'un accident et comme si l'incapacité de travail était le résultat d'un accident, le tout sujet aux dispositions suivantes; mais nulle compensation n'est payée si l'ouvrier, lors de son entrée dans l'emploi, a volontairement et faussement représenté par écrit ne pas avoir auparavant souffert de cette maladie.

Employeur responsable.

2. Lorsqu'en raison d'une maladie industrielle la compensation est payable par un employeur personnellement, cette compensation est à la charge de l'employeur qui, dans les douze mois mentionnés au paragraphe 1 du présent article, a le dernier utilisé les services de l'ouvrier à un emploi au cours duquel la maladie a origine.

Renseignements requis.

3. Sur réquisition à cet effet, l'ouvrier ou ses dépendants doivent donner à l'employeur mentionné au paragraphe 2 du présent article, tous les renseignements qu'ils possèdent concernant les noms et les adresses de tous les autres employeurs pour qui cet ouvrier a travaillé durant les douze mois précédents, à un ouvrage qui était de nature à engendrer la maladie; et si ces renseignements ne sont pas donnés ou s'ils ne sont pas suffisants pour permettre à l'employeur de procéder tel que prévu au paragraphe 4 du présent article, en établissant que la maladie n'a pas été contractée pendant que l'ouvrier était à son emploi, cet employeur est exempté de payer toute compensation.

Citation de l'employeur précédent.

4. Le dernier employeur peut, s'il prétend que la maladie a réellement été contractée pendant que l'ouvrier était au service d'un autre employeur, citer cet autre employeur devant la commission qui, si ce fait est établi, ordonne à ce dernier de payer la compensation.

105. (1) When an industrial disease disables a workman from earning full wages at the work at which he was employed or causes his death and the disease is due to the nature of any employment in which he was engaged at any time within twelve months previous to the date of his disablement, whether under one or more employments, the workman or his dependants shall be entitled to compensation under this act, as if the disease were a bodily injury by accident and the disablement were the happening of an accident, subject to the modifications hereinafter mentioned; but no compensation shall be paid if the workman, at the time of entering into the employment, had wilfully and falsely represented himself in writing as not having previously suffered from the disease.

Compensation for industrial diseases.

(2) Where compensation for an industrial disease is payable by an employer individually, it shall be payable by the employer who last employed the workman during the twelve months mentioned in subsection 1 of this section, in the employment to which the disease was due.

Liability of employer.

(3) The workman or his dependants, if so required, shall furnish the employer mentioned in subsection 2 of this section, with such information as they possess with respect to the names and addresses of all the other employers for whom he worked in the employment to the nature of which the disease was due during the preceding twelve months; and if such information is not furnished or is not sufficient to enable that employer to take the proceedings mentioned in subsection 4 of this section, that employer, upon proving that the disease was not contracted while the workman was in his employ, shall not be liable to pay compensation.

Information required.

(4) If the last employer alleges that the disease was in fact contracted while the workman was in the employ of some other employer, he may bring such employer before the Commission and if the allegation is proved, the Commission may order that the latter pay the compensation.

Bringing in of former employers.

Contribution par plusieurs employeurs.

5. S'il s'agit d'une maladie qui, à raison du procédé industriel, se contracte et se développe progressivement, tous les autres employeurs de l'ouvrier qui lui ont fourni au cours des douze mois précédents un emploi de nature à engendrer telle maladie sont tenus de payer à l'employeur par qui la compensation est due telle quote-part ou contribution que la commission estime juste.

Base de la compensation et avis.

6. Le montant de la compensation est fixé d'après le salaire de l'ouvrier au service de l'employeur par qui la compensation est due, et l'avis prescrit par l'article 20 doit être donné au dernier employeur de l'ouvrier qui aura fourni à celui-ci au cours des douze mois précédents un emploi de nature à engendrer telle maladie; et l'avis, dans ce cas, peut être donné même après que l'ouvrier a volontairement quitté son emploi.

Fonds d'accident.

7. Lorsque la compensation est payable à même le fonds d'accident, la commission doit prendre les mesures nécessaires pour établir à quelle classe ou classes d'industries telle compensation doit être chargée et agir en conséquence.

Présomption.

8. Si, au moment où l'incapacité se manifeste ou immédiatement auparavant, l'ouvrier était employé dans l'un quelconque des genres d'occupation indiqués dans la seconde colonne de la cédule in et si la maladie contractée est celle indiquée dans la première colonne de la même cédule en regard de la description de ce genre d'occupation, cette maladie est censée avoir été causée, à moins de preuve contraire, par ce genre d'occupation. Dans les autres cas, il doit être établi, à la satisfaction de la commission, que la maladie a été causée par le genre d'occupation auquel l'ouvrier était employé.

Résidence requise.

Mais aucune compensation n'est payée en vertu des présentes dispositions à moins que l'ouvrier n'ait résidé continuellement dans la province pendant les trois années qui ont précédé la première manifestation de son incapacité, excepté s'il est établi à la satisfaction de la commission que la maladie ne peut être imputée à aucune autre cause qu'à son emploi dans cette province.

Maladies non prévues.

9. Dans le cas d'une maladie non prévue par le présent article, les dispositions ci-dessus n'affectent en rien les droits d'un ouvrier, si cette maladie est causée par un

(5) If, due to the nature of the process, the disease is such as to be contracted and to develop gradually, all the other employers who during the preceding twelve months employed the workman in employment of the nature to produce the disease shall be liable to pay to the employer by whom the compensation is payable such proportion or contribution as the Commission may determine to be just.

Several employers.

(6) The amount of the compensation shall be fixed with reference to the earnings of the workman under the employer by whom the compensation is payable, and the notice provided for by section 20 shall be given to the last employer of the workman during such twelve months, who gave him work of a nature to produce the disease; and the notice in such case may be given notwithstanding that the workman has voluntarily left the employment.

Fixing of compensation fixed and notice.

(7) Where the compensation is payable out of the accident fund, the Commission shall make such investigation as it deems necessary to ascertain the class or classes of industries against which the compensation should be charged and act accordingly.

Accident fund.

(8) If the workman, at or immediately before the date of the disablement, was employed in any process mentioned in the second column of Schedule III and the disease contracted is the disease in the first column of the schedule set opposite to the description of such process, the disease shall be deemed to have been due to the nature of that process unless the contrary is proved. In the other cases, it must be established to the satisfaction of the Commission that the disease was caused by the nature of the process in which the workman was employed.

Presumption.

But no compensation shall be payable under this section unless the workman has been a resident continuously of the Province for three years next preceding his first disablement, except in the case where the Commission is satisfied that the disease is not due to any other cause than his employment within the Province.

Residence required.

(9) The foregoing provisions shall in no way affect the rights of a workman in respect of a disease not provided for in this section, if the disease is the result of an

Disease not provided for.



accident qui lui donne droit à une compensation en vertu de la présente loi. S. R. 1941, c. 160, a. 105; 7 Geo. VI, c. 27, a. 4.

accident which entitles him to compensation under this act. R. S. 1941, c. 160, s. 105; 7 Geo. VI, c. 27, s. 4.

**106.** Dans la présente loi:

« Pneumoconiose ».

1° Le mot « pneumoconiose » désigne un état pathologique des poumons dû à l'inhalation d'air chargé de poussière siliceuse, caractérisé anatomiquement par des changements fibreux généralisés dans les deux poumons; ce mot comprend, notamment, les maladies connues sous les noms de « silicose » et d'« amiantose »;

« poussière siliceuse ».

2° L'expression « poussière siliceuse » désigne la poussière de silice ou d'autres composés de silicium, y compris l'amiant. S. R. 1941, c. 160, a. 106; 7 Geo. VI, c. 27, a. 5.

**106.** In this act:

(1) The word "pneumoconiosis" shall mean a pathological condition of the lungs, due to breathing air containing siliceous dust and characterized anatomically by generalized fibrous changes in both lungs; such word includes, especially, the diseases known under the names of "silicosis" and "asbestosis";

(2) The expression "siliceous dust" shall mean silica dust or other compounds of silicon, including asbestos. R. S. 1941, c. 160, s. 106; 7 Geo. VI, c. 27, s. 5.

Conditions.

**107.** Pour que la pneumoconiose puisse être considérée comme maladie industrielle au sens de la présente loi, il faut que l'ouvrier ait été effectivement exposé à l'inhalation de poussière siliceuse au cours de son emploi dans la province pendant des périodes dont la durée totale s'élève à au moins deux ans. S. R. 1941, c. 160, a. 107; 7 Geo. VI, c. 27, a. 5; 11-12 Eliz. II, c. 41, a. 14.

**107.** In order that "pneumoconiosis" may be considered an industrial disease within the meaning of this act, the workman must have been actually exposed to the inhalation of siliceous dust in the course of his employment in the Province, during periods the total duration whereof amounts to at least two years. R. S. 1941, c. 160, s. 107; 7 Geo. VI, c. 27, s. 5; 11-12 Eliz. II, c. 41, s. 14.

Délai.

**108.** L'ouvrier qui a cessé d'être ordinairement et régulièrement employé dans une industrie où il est exposé à l'inhalation de poussière siliceuse doit, sous peine de déchéance, produire sa réclamation pour pneumoconiose et en faire la preuve dans les cinq ans de la date où il a quitté cet emploi. Cependant, la commission pourra, s'il lui paraît que la justice l'exige, accueillir la réclamation même après ce délai si la pneumoconiose n'est accompagnée d'aucune complication. S. R. 1941, c. 160, a. 108; 7 Geo. VI, c. 27, a. 5.

**108.** The workman who has ceased to be ordinarily and regularly employed in an industry where he is exposed to breathing siliceous dust must, under pain of forfeiture, produce his claim for pneumoconiosis and prove it within five years of the date on which he left such employment. However, the Commission may, if it considers that justice demands it, receive the claim even after such delay if the pneumoconiosis is not accompanied by any complication. R. S. 1941, c. 160, s. 108; 7 Geo. VI, c. 27, s. 5.

Cliniques.

**109.** 1. La commission peut, à sa discrétion, établir des cliniques et y soumettre à des examens médicaux les ouvriers exposés à l'inhalation de poussière siliceuse.

**109.** (1) The Commission may, in its discretion, set up clinics and require workmen who are exposed to the inhalation of siliceous dust to undergo medical examination therein.

Dépenses.

2. Les dépenses encourues pour ces cliniques sont payées par la commission sur le fonds d'accident et prélevées par voie d'addition à la cotisation de la classe dont

(2) The expenditure incurred for such clinics shall be paid by the Commission out of the accident fund and shall be levied by means of an addition to the

font partie les employeurs des ouvriers pour lesquels ces cliniques sont établies.

Contribu-  
tions.

3. La commission peut, de la même manière, contribuer aux dépenses de telles cliniques établies par des employeurs.

Examens  
médicaux.

4. La commission peut, par règlement, pour toute classe d'industries où, à son avis, les ouvriers sont exposés à l'inhalation de la poussière siliceuse, exiger l'examen médical périodique des ouvriers dans une clinique établie ou subventionnée en vertu du présent article.

Certifi-  
cat médi-  
cal.

5. Après l'entrée en vigueur d'un tel règlement, aucun employeur d'une classe y mentionnée ne peut utiliser les services d'un ouvrier qui ne lui fournit pas, à l'époque et en la manière fixées par ce règlement, un certificat attestant qu'il a subi l'examen prescrit.

Amende.

6. Tout employeur qui contrevient aux dispositions du paragraphe ci-dessus est passible d'une amende d'au plus cinq cents dollars.

« Classe ».

7. Dans le présent article, le mot « classe » comprend les sous-classes ou telle partie d'une classe ou tel nombre de classes ou parties de classes d'industries que la commission peut déterminer par règlement. S. R. 1941, c. 160, a. 109; 7 Geo. VI, c. 27, a. 5.

assessment of the class to which the employers of the workmen for whom such clinics are established belong.

(3) The Commission may, in the same manner, contribute towards the expenses of such clinics established by employers.

(4) The Commission may by regulation require, for any class of industries in which, in its opinion, the workmen are exposed to the inhalation of siliceous dust, a periodical medical examination of the workmen in a clinic established or subsidized under this section.

(5) After the coming into force of any such regulation, no employer in any class mentioned therein may utilize the services of any workman who does not furnish him, at the time and in the manner determined by such regulation, with a certificate establishing that he has undergone the prescribed examination.

(6) Every employer who contravenes the provisions of the preceding subsection shall be liable to a fine of not more than five hundred dollars.

(7) In this section, the word: "class" includes sub-classes or such part of a class or such number of classes or parts of classes of industries as the Commission may determine by regulation. R. S. 1941, c. 160, s. 109; 7 Geo. VI, c. 27, s. 5.

Contribu-  
tions.

Medical  
examina-  
tion.

Certificate  
of exami-  
nation.

Fine.

"Class".

## SECTION XII

### DES ASSOCIATIONS DE PRÉVENTION

Forma-  
tion d'as-  
sociations.

110. 1. Les employeurs qui exploitent les industries comprises dans l'une des classes quelconques de la cédula i peuvent se former en une association pour la prévention des accidents et peuvent faire des règlements à cette fin.

Approba-  
tion des  
règle-  
ments.

2. La commission peut, si elle est d'avis que l'association ainsi formée représente suffisamment les employeurs et les ouvriers dans les industries de cette classe, approuver ces règlements qui, après leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, deviennent obligatoires pour tous les employeurs dans les industries comprises dans ladite classe.

Inspec-  
teur.

3. Lorsque l'association, en vertu de ses règlements nomme un inspecteur pour la prévention des accidents, la commission

## DIVISION XII

### PREVENTIVE ASSOCIATIONS

110. (1) The employers carrying on industries included in any of the classes in Schedule I may form themselves into an association for accident prevention and may make rules for that purpose.

(2) The Commission may, if of opinion that an association so formed sufficiently represents the employers and workmen in the industries included in the class, approve such rules, and when approved by the Lieutenant-Governor in Council they shall be binding on all the employers in industries included in the class.

(3) Where an association, under the authority of its rules, appoints an inspector for the purpose of accident prevention, the

Forma-  
tion.

Approval  
of rules.

Inspec-  
tor.

peut selon qu'elle le croit juste, payer en tout ou en partie le salaire de cet inspecteur soit à même le fonds d'accident, soit à même telle partie du fonds qui est au crédit de l'une ou de plusieurs des classes d'industries mentionnées dans la cédule I.

Octroi  
spécial.

4. La commission peut, dans tous les cas et à sa discrétion, contribuer aux dépenses de cette association au moyen d'un octroi spécial.

Cotisa-  
tion.

5. Les sommes ainsi payées par la commission sont prélevées par voie d'addition à la cotisation imposée à la classe affectée.

Interpré-  
tation.

6. Le mot « classe » dans le présent article, comprend les sous-classes, ou telle partie d'une classe, ou tel nombre de classes, ou parties de classes d'industries de la cédule I, que la commission peut approuver. S. R. 1941, c. 160, a. 110; 12-13 Eliz. II, c. 44, a. 12.

Comité de  
surveil-  
lance.

**111. 1.** Les employeurs de l'une quelconque des classes d'industries mentionnées dans la cédule I peuvent choisir un comité, n'excédant pas cinq employeurs, pour surveiller leurs intérêts dans les questions qui relèvent de la présente loi.

Agent de  
liaison.

2. Le comité peut servir d'agent de liaison entre cette classe et la commission S. R. 1941, c. 160, a. 111; 11-12 Eliz. II, c. 41, a. 1*ā*.

Commission may, as it shall deem just, pay the whole or any part of the salary or remuneration of such inspector out of the accident fund or out of that part of it which is to the credit of any one or more of the classes of industries mentioned on Schedule I.

(4) The Commission may, in any case where it deems proper, make a special grant toward the expenses of any such association. Special.

(5) Any moneys so paid by the Commission under this section shall be levied as part of the assessment against the class in question. Levying  
of  
amount.

(6) The word "class" in this section shall include sub-class or such part of a class or such number of classes or parts of classes of industries in Schedule I as may be approved by the Commission. R. S. 1941, c. 160, s. 110; 12-13 Eliz. II, c. 44, s. 12. Interpre-  
tation.

**111. (1)** The employers in any of the classes of industries included in Schedule I may appoint a committee, consisting of not more than five employers, to watch over their interests in matters to which this act relates. Com-  
mittee of  
em-  
ployers.

(2) The Committee may be the medium of communication on the part of the class with the Commission. R. S. 1941, c. 160, s. 111; 11-12 Eliz. II, c. 41, s. 15. Medium  
of com-  
muni-  
cation.

### SECTION XIII

#### DE LA CONTRIBUTION PAR LES EMPLOYEURS DES INDUSTRIELS DE LA CÉDULE II

Cotisa-  
tion pour  
dépenses  
d'admini-  
stra-  
tion.

**112.** Les employeurs qui exploitent des industries de la cédule II doivent payer à la commission telle proportion des dépenses encourues par elle pour l'administration de la présente loi qu'elle croit juste de fixer, et la somme payable par ces employeurs est répartie entre eux, prélevée et perçue de la même manière que la cotisation pour le fonds d'accident. Les dispositions de la présente loi s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux cotisations imposées en vertu du présent article. S. R. 1941, c. 160, a. 112.

### DIVISION XIII

#### CONTRIBUTION BY EMPLOYERS IN INDUSTRIES IN SCHEDULE II

**112.** Employers in industries included in Schedule II shall pay to the Commission such proportion of the expenses of the Commission in the administration of this act as the Commission may deem just to determine, and the sum payable by such employers shall be apportioned between them and assessed and levied in like manner as are assessments for the accident fund. The provisions of this act shall apply, *mutatis mutandis*, to assessments made under the authority of this section. R. S. 1941, c. 160, s. 112. Contri-  
bution to  
adminis-  
tration  
expenses.

SECTION XIV

DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**Exclusions.** 113. La présente loi ne s'applique ni à l'industrie agricole ni aux services domestiques. S. R. 1941, c. 160, a. 114.

**Pour-suites pénales.** 114. Les poursuites en recouvrement des amendes prévues par la présente loi sont intentées par la commission ou en son nom par toute personne autorisée par elle; ces poursuites sont intentées, jugées et exécutées conformément à la Loi des poursuites sommaires (chap. 35). S. R. 1941, c. 160, a. 115, parag. 1.

**Emploi des amendes.** 115. Les amendes imposées appartiennent en entier à la commission et font partie du fonds d'accident. S. R. 1941, c. 160, a. 115, parag. 2.

SECTION XV

DE LA COMPENSATION AUX OUVRIERS AVEUGLES

**Définition.** 116. Est considéré comme aveugle, pour les fins de la présente section, celui que sa vue rend incapable d'accomplir un travail pour lequel la vision est essentielle. S. R. 1941, c. 160, a. 116; 7 Geo. VI, c. 28, a. 1.

**Remboursement.** 117. Quand le montant total des compensations payables à raison d'un accident survenu à un ouvrier aveugle, y compris le coût de l'assistance médicale, excède cinquante dollars, le surplus est remboursé par le ministre des finances au fonds d'accident ou à l'employeur, selon le cas, à la condition que cet ouvrier aveugle ait été, lors de l'accident, employé avec l'approbation d'un institut pour les aveugles reconnu par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation de la commission. S. R. 1941, c. 160, a. 117; 7 Geo. VI, c. 28, a. 1.

**Paiement sur fonds consolidé.** 118. Le paiement prévu à l'article précédent est fait par le ministre des finances à même le fonds consolidé du revenu sur le certificat de la commission. S. R. 1941, c. 160, a. 118; 7 Geo. VI, c. 28, a. 1.

DIVISION XIV

GENERAL PROVISIONS

**Exclusion.** 113. This act shall not apply to the industry of farming or to domestic service. R. S. 1941, c. 160, s. 114.

**Suits for recovery of fines.** 114. Suits for the recovery of the fines provided for by this act shall be instituted by the Commission or in the name of the Commission by any person authorized by it; such suits shall be instituted, adjusted and executed in conformity with the Summary Convictions Act (Chap. 35). R. S. 1941, c. 160, s. 115, subsec. 1.

**Disposition of fines.** 115. The fines imposed shall belong in their entirety to the Commission and shall form part of the accident fund. R. S. 1941, c. 160, s. 115, subsec. 2.

DIVISION XV

COMPENSATION TO BLIND WORKMEN

**Définition.** 116. For the purposes of this division, a person is deemed to be blind if his vision renders him incapable of doing work for which sight is essential. R. S. 1941, c. 160, s. 116; 7 Geo. VI, c. 28, s. 1.

**Repayment.** 117. When the total amount of the compensation payable by reason of an accident to a blind workman, including the cost of medical treatment, exceeds fifty dollars, the surplus shall be repaid by the Minister of Finance to the accident fund or to the employer, as the case may be, provided that, at the time of the accident, such blind workman was employed with the approval of an institute for the blind recognized by the Lieutenant-Governor in Council on the recommendation of the Commission. R. S. 1941, c. 160, s. 117; 7 Geo. VI, c. 28, s. 1.

**Payment out of consolidated fund.** 118. The payment contemplated by the preceding section shall be made by the Minister of Finance out of the consolidated revenue fund, upon the certificate of the Commission. R. S. 1941, c. 160, s. 118; 7 Geo. VI, c. 28, s. 1.

## CÉDULE I

INDUSTRIES POUR LESQUELLES LES EMPLOYEURS SONT TENUS DE CONTRIBUER AU FONDS D'ACCIDENT

*Classe 1.*—Exploitation forestière; coupe et transport des billots, flottage des billots sur les rivières, transport de trains de bois, travail dans les estacades; le taillage de l'écorce du bois, la décortication du bois; les scieries mécaniques, fabriques de bardeaux, fabriques de lattes; les fabriques de placage, de petite raboture, de douves, de raies ou de douves de fond; les chantiers de bois (y compris la livraison du bois) exploités en relation avec des scieries mécaniques; le créosotage du bois.

*Classe 2.*—Fabriques de pulpe et de papier.

*Classe 3.*—Fabriques de meubles, d'appliques, d'orgues, de pianos, de mécanismes de pianos, de canots, de petits bateaux, de cercueils, d'articles en osier et en rotin, de matelas, de sommiers élastiques, de membres artificiels, d'articles en liège, de tapis de liège ou de linoléum; le rembourrage, l'encadrage.

*Classe 4.*—Les moulins de planage, les fabriques de portes et de châssis, fabriques de boîtes en bois et en papier gaufré, de boîtes à fromage, de moulures, de treillis de portes et de fenêtres, de stores de fenêtres, de balais ou brosses, de balayouses à tapis, de jouets en bois, d'articles et effets en bois ou paniers en bois, d'allumettes, de stores à rouleau; les chantiers de bois (y compris la livraison du bois) exploités en relations avec des moulins de planage ou les fabriques de portes et de châssis; les tonnelleres, non compris la fabrication des douves ou douves de fond; les travaux de charpenterie, de menuiserie ou d'ébénisterie dans un atelier.

*Classe 5.*—Exploitation minière; réduction et fonte du minerai; préparation des métaux ou des minéraux; le forage et le perçage, y compris le creusement de puits artésiens (sauf lorsqu'ils sont faits par un employeur compris dans la classe 12); la

## SCHEDULE I

INDUSTRIES THE EMPLOYERS IN WHICH ARE LIABLE TO CONTRIBUTE TO THE ACCIDENT FUND

*Class 1.*—Lumbering; logging, river-driving, rafting, booming; rossing, bark peeling; sawmills, shingle-mills, lath-mills; manufacture of veneer, excelsior, staves, spokes, or headings; lumber yards (including the delivery of lumber) carried on in connection with saw-mills; the creosoting of timbers.

*Class 2.*—Pulp and paper mills.

*Class 3.*—Manufacture of furniture, fixtures, organs, pianos, piano actions, canoes, small boats, coffins, wicker and rattan ware, mattresses, bed-springs, artificial limbs, cork articles, cork carpets or linoleum; upholstering, picture framing.

*Class 4.*—Planing mills, sash and door factories, manufacture of wooden and corrugated paper boxes, cheese boxes, mouldings, window and door screens, window shades, brooms or brushes, carpet sweepers, wooden toys, articles and wares or baskets, matches or shade rollers; lumber yards (including the delivery of lumber) carried on in connection with planing mills or sash and door factories; cooperage, not including the making of staves or headings; carpenter, joiner, or cabinet work in shop.

*Class 5.*—Mining; reduction of ores and smelting; preparation of metals or minerals; boring and drilling, including sinking of artesian wells (except when done by an employer coming under Class 12); manufacture of calcium carbide, carborun-



fabrication du carbure de calcium, du carborundum ou alundum, des abrasifs ou matières usantes autres que la pierre; la fabrication de pièces pyrotechniques, de poudre à canon, de munitions, de nitroglycérine, dynamite, fulmicoton ou autres explosifs violents, de torpilles, fusées ou de cartouches.

*Classe 6.*—Les sablières, les fosses à schiste, à glaise ou à gravier; les marbreries, la coupe ou la préparation de la pierre; les briqueteries, fabriques de tuiles, de terre cuite, de matières incombustibles, de tuyaux d'égout, de tuiles de couvertures, de blocs de plâtre, d'enduits de plâtre, d'ardoise ou de pierre artificielle; la taille de la pierre, les fabriques de pierre artificielle, de blocs de pavage ou de blocs de ciment ou de béton; les carrières, le concassage de la pierre, les fours à chaux; les fabriques de ciment, de verre, de produits en verre, verreries, de porcelaine ou de poterie.

*Classe 7.*—Les lamineries; les aciéries; le forgeage des pièces lourdes, y compris les ancrs de navires.

*Classe 8.*—Les fonderies, le soudage au gaz ou à l'électricité; les fabriques de poêles, de fournaies, de chaudières à eau chaude en fonte, de radiateurs ou d'appareils sanitaires, d'accessoires hydrauliques ou de lits métalliques.

*Classe 9.*—Fabrication de structures en acier, en fer ou en métal; construction ou réparation de navires; fabrication de machines à vapeur, engins, locomotives; conduits, tuyaux ou réservoirs rivetés; de coffres-forts, de machinerie lourde, de grues; ou de revêtement latéral, de plafonnage ou de couverture métalliques, bardeaux métalliques, châssis métalliques ou autres du même genre.

*Classe 10.*—Boutiques de mécanicien, ateliers d'étampes métalliques ou boutiques de forgeron; les forgeages légers, fabrication de montures de voitures, de fils, câbles, boulons, écrous, clous, vis, outils, coutellerie, quincaillerie; d'articles ou d'objets en fer-blanc, lames métalliques ou lames métalliques émaillées non

dum or alundum, abrasives or abrasive articles other than stone; manufacture of fireworks, gunpowder, ammunition, nitroglycerine, dynamite, guncotton or other high explosives, torpedoes, fuses or cartridges.

*Class 6.*—Sand, shale, clay or gravel pits; marble works, stone cutting or dressing; manufacture of brick, tile, terracotta, fireproofing, sewer pipe, roof tile, plaster blocks, plaster board, slate or artificial stone; manufacture of stone or artificial stone, paving blocks, or cement or concrete blocks; quarries, stone crushing, lime kilns; manufacture of cement, glass, glass products, glassware, porcelain or pottery.

*Class 7.*—Rolling mills; steel works; manufacture of heavy forgings, including ship anchors.

*Class 8.*—Foundries; gas or electric welding; manufacture of stoves, furnaces, cast hot water boilers, radiators, or metal sanitary ware, water fixtures or bedsteads.

*Class 9.*—Fabrication of structural steel, iron or metal; shipbuilding or ship repairing; manufacture of boilers, engines, locomotives; riveted pipes, tubing or tanks; safes, heavy machinery, cranes; or metal siding, ceiling, roofing, shingles, window frames or the like.

*Class 10.*—Machine shops, metal stamping works, or blacksmith shops; manufacture of light forgings, carriage mountings, wires, cables, bolts, nuts, nails, screws, tools, cutlery, hardware; tin, sheet metal or sheet metal enamelled wares or articles not otherwise specified; metal wares, instruments, utensils and articles;

autrement spécifiés; d'objets, instruments, ustensiles et articles en métal; d'effets en fils métallique, treillis, arbres de couche étendus à froid, tuyaux étendus à froid, armes à feu, obus (sans explosifs), moulins à vent, appliques pour l'éclairage au gaz ou à l'électricité, machineries légères, balances, caisses enregistreuses, dactylographes, machines à additionner, piles sèches, appareils photographiques, articles de sport, jouets métalliques; de fabrication de boutons en métal, en ivoire, en nacre ou en corne; d'articles en ivoire, d'étampes en caoutchouc, de sous-main ou patrons; de fabrication d'articles en or ou en argent, d'articles en plaqué, de montres, caisses de montres, horloges, bijoux ou instruments de musique.

*Classe 11.*—Fabrication d'instruments aratoires, batteuses, wagons, voitures, carrosses, traîneaux, véhicules automobiles, camions-automobiles, motocyclettes, bicycles, tricycles, voitures ou traîneaux servant de jouets, carrosses de bébé, ou aéroplanes; ateliers de wagons de chemin de fer.

*Classe 12.*—Fabrication de peintures, couleurs, vernis, huiles, laques, térébenthine, encre d'imprimerie, rouleaux d'imprimerie; fabrication de sels; fabrication de matières chimiques, acides corrosifs, sels, ammoniacque, gazoline, pétrole, produits du pétrole, celluloïde, gaz, charbon de bois, glace artificielle, y compris leur transport et leur livraison; alcool de bois, articles en celluloïde; la fabrication, la transmission et la distribution du gaz naturel ou artificiel et les opérations s'y rapportant; la coupe, l'emmagasinement, le transport et la livraison de la glace naturelle; la fabrication de matières chimiques non dangereuses, drogues, remèdes, teintures, extraits, préparations pharmaceutiques ou de toilette, savons, chandelles, parfums, acides ou préparations chimiques non corrosifs; de noir ou cirage à chaussures, levains, poudre à pâte ou mucilage; du goudron, ou papier goudronné, brayé ou asphalté; tout établissement où on vend, répare ou entretient des véhicules mus par un moteur; les remises ou

wire goods, screens, cold drawn shafting, cold drawn tubing, fire-arms, ammunition shells (without explosives), windmills, gas or electric light fixtures, light machinery, scales, cash registers, typewriters, adding machines, dry batteries, cameras, sporting goods, metal toys; buttons of metal, ivory, pearl or horn; ivory articles, rubber stamps, pads or stencils; manufacture of gold or silverware, plated ware, watches, watch-cases, clocks, jewellery or musical instruments.

*Class 11.*—Manufacture of agricultural implements, threshing machines, wagons, carriages, sleighs, vehicles, automobiles, motor trucks, motorcycles, bicycles, tricycles, toy wagons or sleighs, baby carriages, or aeroplanes, car shops.

*Class 12.*—Manufacture of paint, color, varnish, oil, japons, turpentine, printing ink, printers' rollers; manufacture of salt; manufacture of chemicals, corrosive acids, or salts, ammonia, gasoline, petroleum, petroleum products, celluloid, gas, charcoal, artificial ice, including the handling and delivery thereof; wood alcohol, celluloid articles; the manufacture, transmission and distribution of natural or artificial gas and operations connected therewith; the cutting, storing, handling and delivery of natural ice; manufacture of non-hazardous chemicals, drugs, medicines, dyes, extracts, pharmaceutical or toilet preparations, soaps, candles, perfumes, non-corrosive acids or chemical preparations; shoe-blackening or polish, yeast, baking powder or mucilage; tar, or tarred, pitched or asphalted paper; sale, service or repair of motor vehicles; public or storage garages, with or without repair shops; the sale, storage, distribution and handling of gasoline, fuel oil, propane gas, the operation and maintenance of pipe-

garages publics, avec ou sans atelier de réparations; la vente, l'emmagasiner, la distribution et le transport de la gazoline, de l'huile à chauffage, du gas propane, l'exploitation et l'entretien d'oléoducs, et autres entreprises similaires.

*Classe 13.*—Minoterie; fabrication de céréales ou aliments de bestiaux; entreposage ou manutention du grain, fonctionnement des élévateurs à grain, batteuses, batteuses à trèfle ou coupe-maïs.

*Classe 14.*—Fabrication ou préparation de viande ou de produits provenant de la viande, ou de colle; fabriques de conserves, abattoirs; fabrication d'engrais chimiques ne se rattachant à aucune autre industrie.

*Classe 15.*—Distilleries, brasseries; fabrication de liqueurs alcooliques ou de liqueurs de malt, du malt, de l'alcool, du vin, vinaigre, cidre, eau minérale, soda water ou alcool méthylique; raffinerie de sucre; fabrication de produits de laiterie, beurre, fromage, crème ou lait condensé, biscuits, confiseries, gomme à mâcher, épices, condiments, ou de toute espèce de féculs; boulangeries; mises en conserves ou préparation de fruits, légumes, poissons, ou substances alimentaires; fabriques de marinades; fabrication du tabac, de cigares, cigarettes ou produits provenant du tabac.

*Classe 16.*—Tanneries, fabrication d'articles et de produits du cuir, courroies, fouets, sellerie, harnais, malles, valises, trousse, imitations de cuir, bottes, souliers, gants, articles en caoutchouc, chaussures, tubes, bandages ou boyaux en caoutchouc.

*Classe 17.*—Fabriques de lin; fabriques de matières textiles ou de tissus, filatures, fabriques de tissage et de tricots; fabrication de fil de laine, fil, bas, du drap, couvertures, tapis, toiles, sacs, shoddy, feutre, chapeaux de feutre, cordages, cordes, fibres, articles en amiante, étoffes de crin et autres articles en crin; travail de manille ou de chanvre.

lines, and other similar undertakings.

*Class 13.*—Milling; manufacture of cereals or cattle foods; warehousing or handling of grain or operation of grain elevators, threshing machines, clover mills, or ensilage cutters.

*Class 14.*—Manufacture or preparation of meats or meat products or glue; packing houses, abattoirs; manufacture of fertilizers not incidental to any other industry.

*Class 15.*—Distilleries, breweries; manufacture of spirituous or malt liquors, malt, alcohol, wine, vinegar, cider, mineral water, soda waters, or methylated spirits; sugar refineries; manufacture of dairy products, butter, cheese, condensed milk or cream, biscuits, confectionery, chewing gum, spices, condiments, or any kind of starch; bakeries; canning or preparation of fruit, vegetables, fish or food-stuffs; pickle factories; manufacture of tobacco, cigars, cigarettes or tobacco products.

*Class 16.*—Tanneries; manufacture of leather goods and products, belting, whips, saddlery, harness, trunks, valises, trusses, imitation leather, boots, shoes, gloves, rubber goods, rubber shoes, tubing, tires, or hose.

*Class 17.*—Flax mills; manufacture of textiles or fabrics, spinning, weaving and knitting manufactories; manufacture of yarn, thread, hosiery, cloth, blankets, carpets, canvas, bags, shoddy, felt, felt hats, cordage, ropes, fibre, asbestos goods, hair cloth and other hair goods; work in manilla or hemp.

*Classe 18.*—Confection de vêtements d'hommes ou de femmes, sous-vêtements blancs, chemises, cols, corsets, chapeaux autres que ceux de feutre, casquettes, fourrures, robes, plumes ou fleurs artificielles, couvre-pieds, bourrures d'habits, tentes, auvents, gants, mitaines, cravates ou autres articles non spécifiés et fabriqués avec de l'étoffe; le dressage d'auvents; le recouvreage des parapluies; les buanderies à force motrice; les teintureries, le nettoyage ou blanchissage.

*Classe 19.*—L'imprimerie, la photographie, la gravure, la lithographie, la reliure, le gaufrage; fabriques de papeterie, papier, boîtes en carton, sacs, tapisserie, ou carton-pâte.

*Classe 20.*—Transport de matières lourdes par attelage ou par camionnage; transport de coffre-forts ou de chaudières, de machines lourdes, de pierres à bâtir et autres objets du même genre; emmagasinage, entreposage; transport par attelage ou par camionnage, y compris la traction entreprise à bail, de tous matériaux ou marchandises, au moyen de tout genre de véhicule tiré ou mû de quelque manière que ce soit; l'enlèvement des vidanges, le nettoyage des rues ou l'enlèvement de la neige ou de la glace; commerce du charbon, du bois, du bois de construction et de matériaux de construction.

*Classe 21.*—Construction ou réparation de chemins ou de rues; construction de ponts ou de ponceaux, non contenue dans une autre classe; fabrication de matériaux en asphalte ou de matériaux de pavage, non contenue dans une autre classe; travaux en béton ou en ciment, non contenus dans une autre classe; construction d'égouts, de tunnels, fonçage de puits, creusage de puits à eau; construction ou exploitation de services d'aqueduc; travaux d'excavation pour fondations autres que celles d'édifices ou qui s'y rapportent; creusage de tranchées à moins de six pieds de profondeur, pour des tuyaux à gaz, conduites d'eau ou conduites de fils; travaux d'excavations non contenus dans une autre classe, lorsque leur profondeur dépasse six pieds et que la largeur est inférieure à la moitié de la profondeur; cons-

*Class 18.*—Manufacture of men's or women's clothing, whitewear, shirts, collars, corsets, hats other than felt, caps, furs, robes, feathers or artificial flowers, quilts, clothing pads, tents, awnings, gloves, mittens, neckties, or other articles not otherwise specified made from fabrics; the erection of awnings; covering of umbrellas; power laundries; dyeing, cleaning or bleaching.

*Class 19.*—Printing, photo-engraving, engraving, lithographing, book-binding, embossing; manufacture of stationery, paper, cardboard boxes, bags, wall-paper, or papier-maché.

*Class 20.*—Heavy teaming or cartage; safe-moving or moving of boilers, heavy machinery, building stone and the like; warehousing, storage; teaming and cartage, including the hauling for hire by means of any vehicle, howsoever drawn or propelled, of any commodity or material; scavenging, street cleaning or removal of snow or ice; coal, wood, lumber yard, and builders' supply businesses.

*Class 21.*—Road or street making or repairing; bridge or culvert construction not otherwise classified; manufacture of asphalt material or paving material not otherwise classified; concrete or cement work not otherwise classified; sewer construction, tunneling, shaft sinking, well digging; construction or operation of a waterworks system; excavation work for foundations other than that in connection with buildings; trenching, less than six feet deep, for gas pipes, water pipes or wire conduits; excavation work not otherwise classified where the depth is more than six feet and the width is less than half the depth; construction or operation of railways or canals (not included in Schedule II), construction or operation of drydocks, construction of piers, wharves, breakwaters or other harbour improvements;

truction ou exploitation de chemins de fer ou de canaux (non comprises dans la cédule II), construction ou exploitation de cales sèches, construction de jetées, quais, brise-lames ou autres travaux de ports, dragage, construction sous l'eau ou enfoncement de pilotis, opération de machinerie et d'équipement de construction.

*Classe 22.*—Construction, installation ou exploitation de lignes ou d'appareils d'énergie électrique, et de lignes de transmission de force motrice; construction ou exploitation d'un service d'éclairage à l'électricité; construction et exploitation de centrales de force motrice et d'usines pour l'éclairage à l'électricité, non comprises dans la cédule II; construction ou exploitation de lignes de télégraphe ou de téléphone, construction ou exploitation de lignes de téléphone et de travaux pour les fins de l'exploitation d'une compagnie de téléphone ou servant ou devant servir à son exploitation, lorsqu'ils sont construits ou exploités par la compagnie, sauf si ces lignes de téléphone ou ces travaux tombent sous le coup de l'autorité législative du Parlement du Canada.

*Classe 23.*—Construction d'édifices et de ponts en acier, installation d'ascenseurs, d'appareils de sauvetage en cas de feu, chaudières, engins ou grosses machines; construction de moulins à vent; chargement ou déchargement des navires; exploitation de quais et travaux sur les quais; pêche; chargement et déchargement de wagons; hôpitaux, toutes les industries, affaires commerciales, entreprises et occupations visées par la présente loi, non comprises dans une autre classe et non comprises dans la cédule II.

*Classe 24.*—Travaux de briqueteurs, de maçons, de posage de la pierre; plâtrage; travaux en béton ou en ciment dans des édifices ou s'y rapportant; travaux d'excavation pour les édifices ou s'y rapportant; charpenterie; posage de lattes; installation de tuyaux d'orgues; démolition ou déplacement de maisons; peinture, décorations ou restauration; vitrage ou installation de glaces; l'entreprise du lavage des fenêtres; travaux en feuilles de

dredging; subaqueous construction or pile driving, operation of machinery and construction equipment.

*Class 22.*—Construction, installation or operation of electric power lines or appliances, and power transmission lines; construction or operation of an electric light system; construction and operation of power plants and electric light works, not included in Schedule II; construction or operation of telegraph or telephone lines, construction or operation of telephone lines and works for the purposes of the business of a telephone company or used or to be used in connection with its business when constructed or operated by the company, except where such telephone lines or works are within the legislative authority of the Parliament of Canada.

*Class 23.*—Steel building and bridge construction; installation of elevators, fire-escapes, boilers, engines or heavy machinery; the erection of windmills; stevedoring; operation of and work upon wharves; fishing; loading or unloading of cars; hospitals, all industries, trades, businesses, and occupations contemplated by this act, not otherwise classified and not included in Schedule II.

*Class 24.*—Bricklaying, mason work, stone setting; plastering, concrete or cement work in or connected with buildings; excavation work for or connected with buildings; structural carpentry; lathing; installation of pipe organs; house wrecking or house moving; painting, decorating or renovating; glazing or installation of plate glass, the business of window-cleaning; sheet metal work; roofing; the erection of lightning rods; electric wiring of



métal; travaux de couvreurs; installation de paratonnerres; installation de fils électriques dans des édifices ou installation d'accessoires pour l'éclairage; plomberie, chauffage ou génie sanitaire; installation ou réparation de tuyaux à gaz, à eau chaude ou à vapeur et de leurs accessoires; exploitation de théâtres et de locaux pour des représentations au cinématographe, licenciés conformément aux lois de la province; les établissements fournissant les services d'employés de bureau; les établissements fournissant les services de travailleurs autres que des employés de bureau. S. R. 1941, c. 160, cédula I; Règlement No 22, A. C. No 970 du 11 avril 1961 et No 1009 du 18 avril 1961 (G. O., 1961, p. 2070); Résolutions de la Commission du 25 février 1962 et du 12 avril 1963; Règlement No 25, A. C. No 827 du 17 mai 1963 (G. O., 1963, p. 2634); Règlement No 27, A. C. No 2160 du 4 décembre 1963 (G. O., 1963, p. 5814); Règlement No 28, A. C. No 315 du 18 février 1965 (G. O., 1965, p. 1581).

buildings or installation of lighting fixtures; plumbing, heating or sanitary engineering; gas or steamfitting; operation of theatres and places for exhibitions by moving picture machines, licensed under the law of the Province; business of supplying clerical employees; business of supplying labour other than clerical. R. S. 1941, c. 160, Schedule I; Regulation No. 22, O.C. No. 970 dated April 11, 1961 and No. 1009 dated April 18, 1961 (O. G., 1961, p. 2070); Resolutions of the Commission dated February 25, 1962 and April 12, 1963; Regulation No. 25, O. C. No. 827 dated May 17, 1963 (O. G., 1963, p. 2634); Regulation No. 27, O. C. No. 2160 dated December 4, 1963 (O. G., 1963, p. 5814); Regulation No. 28, O. C. No. 315 dated February 18, 1965 (O. G., 1965, p. 1581).

## INDUSTRIES EXCLUES

## SECTION I

Les industries et services suivants sont soustraits à l'opération de la loi, à savoir:—

a) Le commerce de fleuriste et de grènetier; la culture des graines, le jardinage et l'horticulture; l'entretien et l'élevage du bétail, de la volaille et des abeilles; la culture des fruits; la cueillette, le triage, l'emballage, le transport, la manutention et l'emmagasinage des fruits et des légumes exécutés par une association coopérative ou compagnie de fruitiers, dont les membres ou actionnaires s'occupent exclusivement de la culture et de la vente des fruits et légumes qu'ils produisent, sans autrement en faire un commerce;

b) Les blanchisseries où nulle machine mue par une force inanimée n'est employée;

c) Les établissements de coiffeurs ou de cirage de chaussures;

d) La fabrication de statues de plâtre;

e) Les services de pompes funèbres;

## INDUSTRIES EXCLUDED

## DIVISION I

The following industries and services shall be excluded from the operation of the act, to wit:

(a) The florist and seedsman business; grain culture, gardening and horticulture; the maintenance and breeding of cattle, poultry and bees; fruit culture; the picking, sorting, packing, transportation, handling and storing of fruit and vegetables, performed by a cooperative association or fruit dealing company, whose members or shareholders are exclusively occupied with the culture and sale of the fruit and vegetables produced by them, without otherwise making a business thereof;

(b) Laundries where no machine driven by inanimate power is employed;

(c) Hairdressing and shoe shining establishments;

(d) The manufacturing of plaster statues;

(e) Funeral undertakers' service;

f) Les maisons d'enseignement, la chirurgie, la médecine, l'art vétérinaire et la chirurgie dentaire;

g) Le commerce de gros et de détail;

h) Les hôtelleries et restaurants;

i) Les écuries où on loue des chevaux; les écuries de ventes aux enchères et autres; le transport des passagers, avec ou sans bagage, au moyen d'un véhicule traîné par des chevaux, par automobile, motocyclette ou aéroplane;

j) La taxidermie;

k) Le marchand de rebut;

l) L'architecte;

m) Les excavations non spécialement mentionnées et non comprises dans une autre industrie;

n) L'industrie incidente à un commerce de vente en détail de vêtements d'hommes ou de femmes, sous-vêtements blancs, chemises, cols, corsets, chapeaux, casquettes, fourrures ou robes;

o) La photographie;

p) La garniture des chapeaux de femmes, lorsqu'elle fait partie intégrante d'un commerce en gros de modiste;

q) L'opération d'ascenseurs pour les passagers ou le fret qui ne se rattache à aucune des industries mentionnées dans les cédules I ou II ou qui en sont exclues par les présentes.

(f) Educational establishments, surgery, medicine, veterinary art and dental surgery;

(g) Wholesale and retail business;

(h) Hotels and restaurants;

(i) Livery stables; stables for auction or other sales; the transportation of passengers with or without baggage, by means of a vehicle drawn by horses, automobile, motorcycle or aeroplane;

(j) Taxidermy;

(k) The junk business;

(l) The architect;

(m) Excavations, when not specially mentioned and not included in another industry;

(n) Any industry incidental to a retail business for the sale of men's and women's wearing apparel, white underwear, shirts, collars, corsets, hats, caps, furs or dresses;

(o) Photography;

(p) The trimming of women's hats, when it forms an integral part of the wholesale millinery business;

(q) The operating of freight and passenger elevators not connected with any of the industries mentioned in Schedules I or II or which are hereby excluded.

## SECTION II

Chacune des industries suivantes, exploitée incidemment pour les fins nécessaires et immédiates d'un établissement où l'on ne vend qu'au détail, est soustraite à l'opération de la loi, à savoir:

a) La confection et la réparation des montres, horloges et bijoux;

b) La confection et la réparation des chaussures et souliers;

c) La confection et la réparation des harnais;

d) Le commerce d'opticien;

e) Le métier de ferblantier;

f) La coupe des tuyaux;

g) La coupe du papier;

h) La préparation des drogues;

i) La fabrication de la saucisse;

j) Le débitage de la viande;

k) La mouture du café;

et autres opérations du même genre. Règlements Nos 2, 5a, 6, 7 et 13; G. O.,

## DIVISION II

Each of the following industries, exploited incidentally for the necessary and immediate purposes of an establishment where they sell retail only, is excluded from the operation of the act, to wit:

(a) The making and repairing of watches, clocks and jewellery;

(b) The making and repairing of boots and shoes;

(c) The making and repairing of harness;

(d) The optical business;

(e) The tinsmith trade;

(f) Pipe cutting;

(g) Paper cutting;

(h) The preparation of drugs;

(i) The manufacture of sausages;

(j) The cutting of meat;

(k) The grinding of coffee;

and other operations of a like nature. Regulations Nos. 2, 5a, 6, 7 and 13;

1931, p. 2605; 1932, pp. 2642, 4256 et 4461; 1935, pp. 4452 et 4994; Règlement No 22, A. C. No 970 du 11 avril 1961 et No 1009 du 18 avril 1961 (G. O., 1961, p. 2070); Règlement No 27, A. C. No 2160 du 4 décembre 1963 (G. O., 1963, p. 5814); Règlement No 28, A. C. No 315 du 18 février 1965 (G. O., 1965, p. 1581).

O. G., 1931, p. 2605; 1932, pp. 2642, 4256 and 4461; 1935, pp. 4452 and 4994; Regulation No. 22, O. C. No. 970 dated April 11, 1961 and No. 1009 dated April 18, 1961 (O. G., 1961, p. 2070); Regulation No. 27, O. C. No. 2160 dated December 4, 1963 (O. G., 1963, p. 5814); Regulation No. 28, O. C. No. 315 dated February 18, 1965 (O. G., 1965, p. 1581).

## CÉDULE II

INDUSTRIES POUR LESQUELLES LES  
EMPLOYEURS SONT TENUS PERSONNEL-  
LEMENT DE PAYER L'INDEMNITÉ

1. L'industrie ou l'entreprise, visée par le paragraphe 2 de l'article 2, du gouvernement du Canada, du gouvernement de la province et des corporations énumérés audit paragraphe.

2. La construction ou l'exploitation de chemins de fer mus par la vapeur, l'électricité ou autre force motrice, de tramways et funiculaires, mais non leur construction quand ils sont construits par une personne autre que la compagnie à laquelle appartient le chemin de fer ou qui l'exploite.

3. La construction ou l'exploitation d'ateliers de wagons de chemin de fer, d'ateliers de machines, d'usines mues par la vapeur ou la force motrice, et d'autres usines pour les fins d'un tel chemin de fer ou servant ou devant servir à ce chemin de fer, lorsqu'ils sont construits ou exploités par la compagnie à laquelle appartient le chemin de fer ou qui l'exploite.

4. La construction ou l'exploitation de lignes de téléphone et les travaux qui tombent sous le coup de l'autorité législative du Parlement du Canada, pour les fins de l'exploitation d'une compagnie de téléphone ou servant ou devant servir à son entreprise, lorsqu'ils sont exécutés ou exploités par la compagnie.

5. La construction ou l'exploitation de lignes de télégraphe et les travaux pour les fins de l'entreprise d'une compagnie de télégraphe ou servant ou devant servir à son entreprise, lorsqu'ils sont exécutés ou exploités par la compagnie.

6. La construction ou l'exploitation de bateaux à vapeur et les travaux pour les fins de l'entreprise d'une compagnie de

## SCHEDULE II

INDUSTRIES THE EMPLOYERS IN WHICH  
ARE INDIVIDUALLY LIABLE TO PAY THE  
COMPENSATION

(1) The industry or business, contemplated by subsection 2 of section 2, of the Government of Canada, of the Government of the Province and of the corporations enumerated in the said subsection.

(2) The construction or operation of railways operated by steam, electric or other motive power, street railways and incline railways, but not their construction when constructed by any person other than the company which owns or operates the railway.

(3) The construction or operation of car shops, machine shops, steam and power plants and other works for the purposes of any such railway or used or to be used in connection with it when constructed or operated by the company which owns or operates the railway.

(4) The construction or operation of telephone lines and works within the legislative authority of the Parliament of Canada, for the purposes of the business of a telephone company or used or to be used in connection with its business when constructed or operated by the company.

(5) The construction or operation of telegraph lines and works for the purposes of the business of a telegraph company or used or to be used in connection with its business when constructed or operated by the company.

(6) The construction or operation of steam vessels and works for the purposes of the business of a navigation company

navigation ou servant ou devant servir à son entreprise, lorsqu'ils sont construits ou exploités par la compagnie, et tout autre genre de navigation, touage, exploitation de vaisseaux et renflouage de navires.

7. L'exploitation d'une compagnie de messageries qui exploite son entreprise sur ou concurremment avec un chemin de fer, ou de wagons-lits, wagons-salons ou wagons-restaurants, lorsqu'ils sont exploités par la compagnie de chemin de fer ou par une compagnie de messageries, ou de wagons-lits, de wagons-salons ou de wagons-restaurants.

8. La construction ou l'exploitation d'un pont reliant la province avec une province ou un état voisin, mais non sa construction lorsqu'il est construit par une personne ou une compagnie autre que la personne ou la compagnie à laquelle appartient le pont ou qui l'exploite. S. R. 1941, c. 160, cédule H.

or used or to be used in connection with its business when constructed or operated by the company, and all other navigation, towing, operation of vessels, and marine wrecking.

(7) The operation of the business of an express company which operates on or in conjunction with a railway, or of sleeping, parlor or dining cars, whether operated by the railway company, or by an express, sleeping, parlor or dining car company.

(8) The construction or operation of a bridge connecting the Province with an adjacent province or state, but not its construction when constructed by any person or company other than the person or company owning or operating the bridge. R. S. 1941, c. 160, Schedule II.

### CÉDULE III

GENRE DE MALADIES	GENRE D'OCCUPATION
1. Ampoules infectées:	Toute occupation comportant continuellement une friction, un frottement ou une vibration.
2. Anthrax:	Manipulation de la laine, du crin, du poil, du cuir et des peaux.
3. Brucellose:	Soin, entretien, abattage, dépeçage et transport des animaux de boucherie. Le travail de laboratoire chez un employeur assujéti.
4. Bursite:	Toute occupation comportant friction, pression, irritation ou vibration continue des parties affectées.
5. Dermites:	
6. Empoisonnements et leurs suites:	
c) Arsenic:	Toute occupation comportant l'emploi de l'arsenic ou de ses préparations ou de ses composés.
b) Benzène:	Toute occupation comportant l'emploi de benzène.
c) Cadmium:	Occupation dans tout procédé comportant l'usage ou la préparation du cadmium ou de ses composés.
d) Chrome:	Toute occupation comportant l'emploi du chrome ou de ses composés.
e) Cuivre, nickel, zinc:	Toute occupation comportant l'usage du nickel ou du cuivre, ou la fonte ou l'affinage du zinc.

### SCHEDULE III

DESCRIPTION OF DISEASES	DESCRIPTION OF PROCESS
(1) Infected blisters:	Any process involving continuous friction, rubbing or vibration.
(2) Anthrax:	Handling of wool, hair, bristles, hides and skins.
(3) Brucellosis:	Care, slaughtering, cutting, transport of slaughter-house animals. Laboratory work of an employer subject to the act.
(4) Bursitis:	Any process involving continuous rubbing, pressure, irritation or vibration of the parts affected.
(5) Dermatitis:	
(6) Poisoning or its sequelae:	
(a) Arsenic:	Any process involving the use of arsenic or its preparations or compounds.
(b) Benzol:	Any process involving the use of benzol.
(c) Cadmium:	Any process involving the use of cadmium or its preparations or compounds.
(d) Chrome:	Any process involving the use of chromium or its compounds.
(e) Brass, nickel, zinc:	Any process involving the use of nickel or brass, or melting or smelting of zinc.

## CÉDULE III (Suite)

GENRE DE MALADIES	GENRE D'OCCUPATION
f) Hydrocarbures chlorés, Tétrachlorure de carbone, Trichloréthylène, Tétrachloréthane, Trichloronaphthalène et autres:	Occupation dans tout procédé de leur fabrication ou comportant l'usage de ces substances.
g) Mercure:	Toute occupation comportant l'emploi du mercure ou de ses préparations ou de ses composés.
h) Nitro- et amino-dérivés du benzène, phénol et leurs homologues (trinitro-toluène, dinitro-phénol, aniline et autres):	Manipulation de nitro- ou amino-dérivés de benzène, phénol ou leurs homologues ou occupation dans tout procédé de leur fabrication ou comportant l'usage de ces produits.
i) Monoxyde de carbone:	Tout procédé comportant l'émanation de monoxyde de carbone.
j) Phosphore:	Toute occupation comportant l'emploi du phosphore ou de ses préparations ou de ses composés.
k) Plomb:	Toute occupation comportant l'emploi du plomb ou de ses préparations ou de ses composés.
l) Vapeurs nitreuses:	Tout procédé au cours duquel se dégagent des vapeurs nitreuses.
7. Maladie de l'air comprimé ou maladie des caissons:	Tout travail fait dans l'air comprimé.
8. Maladies consécutives à l'exposition aux rayons-X ou radium ou autres substances radio-actives:	
9. Pneumoconiose (Silicose et amiantose):	Exploitation minière, extraction, taille, concassage, dressage ou polissage de la pierre. Fonte, dressage ou polissage des métaux. Poterie.
10. Rétinite:	Soudure à l'arc électrique ou à l'acétylène.
11. Ténosynovite:	
12. Toute maladie caractéristique d'un emploi, métier ou procédé industriel et qui lui est particulière, est déclarée être une maladie industrielle au sens de la Loi des Accidents du travail (chap. 159).	

## SCHEDULE III (Continued)

DESCRIPTION OF DISEASES	DESCRIPTION OF PROCESS
(f) Chlorinated hydrocarbons, Carbon tetrachloride, Trichlorethylene, Tetrachlorethane, Trichloronaphthalene and others:	Any process in the manufacture or involving the use of these substances.
(g) Mercury:	Any process involving the use of mercury or its preparations or compounds.
(h) Nitro- and amino-derivatives of benzene, phenol and their homologues (trinitrotoluene, dinitrophenol, anilin and others):	Handling any nitro- or amino-derivatives of benzene or phenol or any of their homologues, or any process in the manufacture or involving the use thereof.
(i) Carbon monoxide:	Any process involving the emanation of carbon monoxide.
(j) Phosphorus:	Any process involving the use of phosphorus or its preparations or compounds.
(k) Lead:	Any process involving the use of lead or its preparations or compounds.
(l) Nitrous fumes:	Any process in which nitrous fumes are evolved.
(7) Compressed air illness or caisson disease:	Any work carried on in compressed air.
(8) Diseases caused by exposure to X-Rays or radium or other radio-active substances:	
(9) Pneumoconiosis (Silicosis and asbestosis):	Mining, quarrying, cutting, crushing, grinding or polishing of stone. Smelting, grinding or polishing of metal. Pottery.
(10) Retinitis:	Electro-welding or acetylene welding.
(11) Tenosynovitis:	
(12) Any disease peculiar to or characteristic of a particular industrial process, trade or occupation, is declared to be an industrial disease under the Workmen's Compensation Act (Chap. 159).	

S. R. 1941, c. 160, cédula III; 7 Geo. VI, c. 27, a. 6; Règlement No 15, A. C. No 2495 du 25 septembre 1942 (G. O., 1942, p. 2742); Règle-

R. S. 1941, c. 160, Schedule III; 7 Geo. VI, c. 27, s. 6; Regulation No. 15, O. C. No. 2495 dated September 25, 1942 (O. G., 1942, p. 2742);



ment No 19, A. C. No 916 du 6 août **1953** (G. O., 1953, p. 2520); Règlement No 21, A. C. No **538** du 21 avril 1960 (G. O., 1960, p. 2041); Règlement No 23, A. C. No 56 du 17 janvier **1962** (G. O., 1962, p. 788); Règlement No 26, A. C. No 853 du 22 mai 1963 (G. O., 1963, pages 2720 et s.).

Regulation No. 19, O. C. No. 916 dated August 6, 1953 (O. G., 1953, p. 2520); Regulation No. 21, O. C. No. 538 dated April 21, 1960 (O. G., 1960, p. 2041); Regulation No. 23, O. C. No. 56 dated January 17, 1962 (O. G., 1962, p. 788); Regulation No. 26, O. C. No. 853 dated May 22, 1963 (O. G., 1963, pages 2720 and fol.).